

A quelle nouvelle rançon de sang et de sacrifice prétend encore cette souveraine absolue du destin des hommes ?

Les difficultés et les obstacles que la Révolution prolétarienne doit vaincre se sont révélés immensément supérieurs à ceux que dut affronter toute autre révolution du passé. Ces révolutions-là ne tendaient qu'à modifier la forme de la propriété privée et nationale des moyens de production et d'échange; elles ne touchaient qu'une fraction limitée des agrégats humains. La Révolution prolétarienne est la révolution suprême : parce qu'elle veut abolir la propriété privée et nationale, et abolir les classes, elle concerne tous les hommes, et non plus seulement une partie d'entre eux. Elle oblige tous les hommes à bouger, à intervenir dans la lutte, à prendre parti explicitement. Elle transforme radicalement la société : d'organisme unicellulaire (fait d'individus-citoyens) elle la transforme en organisme pluricellulaire; elle pose comme base de la société des noyaux qui sont déjà des éléments organiques de société. Elle contraint la société tout entière à s'identifier avec l'État, elle veut que tous les hommes soient conscience spirituelle et historique. C'est pourquoi la révolution prolétarienne est une révolution sociale, c'est pourquoi elle doit surmonter des difficultés et des oppositions inouïes, c'est pourquoi l'histoire demande pour prix de son succès des rançons monstrueuses comme celles que le peuple russe est contraint de payer.

La Révolution russe a triomphé jusqu'à présent de tous les obstacles de l'histoire. Elle a révélé chez le peuple russe une aristocratie d'hommes d'État tels qu'aucune autre nation n'en possède; ils sont bien deux mille, ces hommes qui ont consacré toute leur vie à l'étude (expérimentale) des sciences politiques et économiques, qui, durant des dizaines d'années d'exil, ont analysé et disséqué tous les problèmes de la révolution, qui, dans la lutte, dans le duel inégal contre la puissance du tsarisme, se sont forgé un caractère d'acier, qui, en vivant en contact avec toutes les formes de la civilisation capitaliste de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique, en se plongeant dans les courants mondiaux des échanges et de l'histoire, ont acquis une conscience de leurs responsabilités, exacte et précise, froide et tranchante comme l'épée des conquérants d'empires.

Les communistes russes constituent une classe dirigeante de premier ordre. Lénine s'est révélé, tous ceux qui

*La rançon de l'histoire* 241

l'ont approché en sont témoins, comme le plus grand homme d'État de l'Europe contemporaine; l'homme au prestigieux rayonnement qui enflamme et discipline les peuples; l'homme qui réussit à dominer dans son vaste cerveau toutes les énergies sociales du monde

susceptibles d'être utilisées pour le bien de la révolution, celui qui tient en échec et bat les plus fins renards parmi les hommes d'État de la *routine* bourgeoise.

Mais la doctrine communiste, avec le parti politique qui la soutient, et la classe ouvrière qui l'incarne consciemment, est une chose, et autre chose est l'immense peuple russe, défait, désorganisé, jeté dans un sombre abîme de misères, d'anarchie, de corruption, par une guerre longue et désastreuse. La grandeur politique, le chef-d'œuvre historique des bolcheviks consiste précisément en ceci : avoir relevé le géant abattu, avoir rendu (si ce n'est avoir donné pour la première fois) une forme concrète et dynamique à ce désastre, à ce chaos; avoir su souder la doctrine communiste à la conscience collective du peuple russe, avoir jeté les bases solides sur lesquelles la société communiste a commencé son processus de développement historique; avoir, en un mot, traduit historiquement dans la réalité de l'expérience la formule marxiste de la dictature du prolétariat. Il s'agit bien de révolution et non d'une vaine enflure de rhétorique démagogique lorsque cette révolution s'incarne dans un type d'État, lorsqu'elle devient un système organisé du pouvoir. Il n'existe pas de société si ce n'est à l'intérieur d'un État, qui est la source et le but de tout droit et de tout devoir, qui est la garantie de la permanence et du succès de toute activité sociale. Il s'agit vraiment de révolution prolétarienne lorsqu'une révolution s'incarne dans un État typiquement prolétarien, qu'elle a fait naître, qui veille sur le droit prolétarien et remplit ses fonctions essentielles en tant qu'émanation de la vie et de la puissance prolétariennes.

Les bolcheviks ont donné une forme d'État aux expériences historiques et sociales du prolétariat russe, qui sont les expériences de la classe ouvrière et paysanne internationale; ils ont intégré dans un organisme complexe et souplement articulé sa vie la plus intime, sa tradition, et ce que son histoire spirituelle et sociale a de plus profond et de plus cher. Ils ont rompu avec le passé, mais ils ont continué le passé; ils ont brisé une tradition, mais ils ont développé et enrichi une tradition; ils ont rompu avec

le passé historique dominé par la classe possédante, mais ils ont poursuivi, développé, enrichi, la tradition vitale de la classe prolétarienne, ouvrière et paysanne. En cela ils ont été des révolutionnaires, c'est pour cela qu'ils ont instauré un nouvel ordre et une nouvelle discipline. La rupture est irrévocable, parce qu'elle touche à l'essentiel de l'histoire, elle est sans possibilité de retour en arrière car s'il en était autrement, un atroce désastre fondrait sur la société russe. Et voici qu'a commencé un formidable duel avec tous les impératifs de l'histoire, des plus élémentaires jusqu'aux plus complexes, qu'il fallait absolument incorporer dans le nouvel État prolétarien, qu'il fallait dominer et soumettre au joug des fonctions du nouvel État prolétarien.

Il fallait gagner au nouvel État l'appui loyal de la majorité du peuple russe. Il fallait révéler au peuple russe que le nouvel État était son État, sa vie, son esprit, sa tradition, son patrimoine le plus précieux. L'État des Soviets avait une classe dirigeante : le Parti communiste bolchevique; il avait l'appui d'une minorité sociale qui incarnait la conscience de classe, les intérêts vitaux et permanents de toute la classe : les ouvriers de l'industrie. Il est devenu l'État du peuple russe tout entier, et ceci a été obtenu par la tenace persévérance du Parti communiste, par la foi et la loyauté enthousiaste des ouvriers, par l'effort incessant et acharné de propagande, d'éclaircissement, d'éducation, qu'ont accompli ces hommes exceptionnels que sont les communistes russes, guidés par la volonté claire et inflexible de leur maître à tous : Vladimir Lénine. Le Soviet a fait la preuve qu'il était immortel en tant que forme de société organisée capable de répondre avec souplesse aux besoins multiformes (tant économiques que politiques) qui sont à la fois endémiques et vitaux pour la grande masse du peuple russe, et il a également fait la preuve qu'il incarne les aspirations et les espoirs de tous les opprimés du monde et qu'il les satisfait.

La guerre, longue et malheureuse, avait laissé un triste héritage de misère, de barbarie, d'anarchie : les services sociaux étaient désorganisés; quant à la société humaine, elle s'était dégradée en une horde nomade de chômeurs sans volonté, sans discipline magma opaque d'une immense décomposition. Le nouvel État recueille sur les décombres les débris usés de la société et il les recompose, il les res

#### *La rançon de l'histoire*    243

soude : il recrée une foi, une discipline, une âme, une volonté de travail et de progrès. C'est une tâche qui pourrait faire la gloire d'une génération entière.

Ce n'est pas suffisant. L'histoire ne se contente pas de cette épreuve. Voilà que face au nouvel État se dressent implacablement de nouveaux ennemis. On frappe de la fausse monnaie pour corrompre le paysan, on spéculé sur la faim qui le tenaille. La Russie est coupée de tout débouché sur la mer, de toute communication, de toute solidarité : elle est privée de l'Ukraine, du

bassin du Donetz, de la Sibérie, de tous ses marchés de matières premières et de vivres. Sur un front de dix mille kilomètres menace l'invasion de bandes armées; on fomenté à coups d'argent des insurrections, des trahisons, des actes de vandalisme, de terrorisme, de sabotage. Les victoires les plus éclatantes se changent, sous l'effet de la trahison, en revers soudains.

Peu importe. Le pouvoir des Soviets tient bon : du chaos de la défaite il tire une armée puissante qui devient l'épine dorsale de l'État prolétarien.

Pressé par de formidables forces antagonistes, il trouve en lui-même la vigueur intellectuelle et la souplesse historique qui lui permettent de s'adapter aux nécessités de la contingence sans altérer sa nature, sans compromettre son heureux processus de développement sur la voie du communisme.

L'État des Soviets fait ainsi la preuve qu'il est un moment fatal et irrévocable du processus fatal de la civilisation humaine, qu'il est le premier noyau d'une société nouvelle.

Puisque les autres États ne peuvent coexister avec la Russie prolétarienne et sont impuissants à la détruire, puisque les moyens énormes dont le capital dispose - le monopole des moyens d'information, la possibilité de calomnier, l'emploi de la corruption, le blocus terrestre et maritime, le boycott, le sabotage, la déloyauté éhontée (Prinkipo (1)), la violation du droit des gens (guerre sans déclaration de guerre), la pression militaire à coups de moyens techniques supérieurs - puisque tout cela est impuissant contre la foi d'un peuple, il est historiquement nécessaire que les autres États disparaissent ou qu'ils subissent une transformation semblable à celle de la Russie.

Le schisme du genre humain ne peut se prolonger longtemps. L'humanité tend vers une unification intérieure et extérieure, elle tend à s'organiser en un système à coexistence pacifique qui permette la reconstruction du monde.

La forme du régime doit se rendre capable de satisfaire les besoins de l'humanité. La Russie, après une guerre désastreuse, malgré le blocus, sans aide, abandonnée à ses propres forces, a vécu pendant deux ans; les États capitalistes, avec l'aide du monde entier, en exaspérant l'exploitation coloniale au profit de leur propre survie, ne cessent de déchoir, ils accumulent ruine sur ruine, destruction sur destruction.

L'histoire est donc du côté de la Russie, la vie est donc du côté de la Russie, ce n'est que dans le régime des Conseils que les problèmes de vie et de mort qui menacent le monde peuvent trouver une solution adéquate. La Révolution russe a payé sa rançon à l'histoire, une rançon de mort, de misère, de faim, de sacrifice, de volonté indomptée. Aujourd'hui le duel arrive à son paroxysme : le peuple russe s'est dressé tout entier, géant terrible dans sa maigreur ascétique, et il domine la foule des pygmées qui lui livrent un furieux assaut.

Tout entier, il a pris les armes pour livrer sa bataille de Valmy. Il ne peut être vaincu; il a payé sa rançon. Il faut qu'on le défende contre les hordes de mercenaires ivres, d'aventuriers et de bandits qui voudraient saisir entre leurs dents son cœur rouge et vivant. Ses alliés naturels, ses camarades du monde entier, doivent l'encourager en poussant un hurlement de guerre qui rendra son choc irrésistible et lui ouvrira la route par laquelle il entrera à nouveau dans la vie du monde.

Sans signature,  
*L'Ordine Nuovo*, 1, 5, 7 juin 1919.

### DÉMOCRATIE OUVRIÈRE (1)

Un problème harcelant s'impose aujourd'hui à tout socialiste profondément conscient de la responsabilité historique qui pèse sur la classe laborieuse et sur le parti qui incarne la conscience critique et agissante de cette classe.

Comment dominer les immenses forces sociales que la guerre a déchaînées? Comment les discipliner et leur donner une forme politique qui ait en elle la vertu de se développer normalement, de se compléter sans cesse jusqu'à

*Démocratie ouvrière* 245

devenir l'ossature de l'État socialiste dans lequel s'incarnera la dictature du prolétariat? Comment souder le présent à l'avenir, tout en satisfaisant aux urgentes nécessités du présent et en travaillant utilement pour créer et « devancer » l'avenir?

Ces lignes veulent être une incitation à penser et à agir, elles veulent être un appel aux meilleurs et aux plus conscients parmi les ouvriers pour qu'ils réfléchissent et pour que chacun, dans la sphère de sa compétence, et de son action, collabore à la solution du problème, en attirant l'attention des camarades et celle des organisations sur les termes dans lesquels il se pose. Ce n'est que d'un travail commun et solidaire d'élucidation, de persuasion et d'éducation réciproque que pourra sortir l'action concrète de construction.

L'État socialiste existe déjà en puissance dans les organismes de vie sociale propres à la classe laborieuse exploitée. Rassembler entre eux ces organismes, les coordonner et les subordonner en une hiérarchie de compétences et de pouvoirs, les centraliser fortement tout en respectant les autonomies et les articulations indispensables, revient à créer dès à présent une véritable et authentique démocratie ouvrière, en opposition efficace et active avec l'État bourgeois, préparée dès maintenant à remplacer l'État bourgeois dans toutes ses fonctions essentielles de gestion et de domination du patrimoine national.

Le mouvement ouvrier est aujourd'hui dirigé par le Parti socialiste et par la Confédération du travail, mais le pouvoir social du parti et de la Confédération s'exerce indirectement, à travers la grande masse laborieuse, par la force du prestige et de l'enthousiasme, par des pressions autoritaires, voire par inertie. La sphère de prestige du parti se développe chaque jour, elle atteint des couches populaires jusqu'à présent inexplorées, elle suscite l'approbation et fait naître le désir de travailler efficacement à l'avènement du communisme dans des groupes et chez des individus jusqu'à présent absents de la lutte politique. Il est nécessaire de donner une forme et une discipline permanente à ces énergies dispersées et chaotiques, de les intégrer, de les modeler et de leur donner des forces; de faire de la classe prolétaire et semi-prolétaire une société organisée qui puisse s'éduquer, créer sa propre expérience, et acquérir une conscience responsable des devoirs qui incombent aux classes qui accèdent au pouvoir de l'État.

Le Parti socialiste et les syndicats professionnels ne peuvent intégrer toute la classe laborieuse qu'au prix d'un travail incessant qui risque de durer des années et même des dizaines d'années. Ils ne s'identifieront pas immédiatement avec l'État prolétarien; dans les républiques communistes en effet, ils continuent à subsister indépendamment de l'État, en tant qu'organisme d'impulsion (pour ce qui est du parti) et de contrôle et d'exécution partielle (pour ce qui est des syndicats). Il faut que le parti ne cesse pas d'être l'organe de l'éducation communiste, le foyer de la foi, le dépositaire de la doctrine, le pouvoir suprême qui harmonise et conduit au but les forces organisées et disciplinées de la classe ouvrière et paysanne, C'est justement afin qu'il puisse accomplir avec rigueur cet office qui lui incombe que le parti ne saurait ouvrir toutes grandes ses portes à une invasion de nouveaux adhérents qui n'ont pas l'habitude de l'exercice de la responsabilité et de la discipline.

Mais la vie sociale de la classe laborieuse est riche en organisations, elle s'articule en de multiples activités. Ce sont précisément ces organisations et ces activités qu'il faut développer, structurer en un ensemble, coordonner en un système vaste et souplement articulé, capable d'absorber et de discipliner l'entière classe laborieuse.

L'usine avec ses comités d'entreprise, les cercles socialistes, les communautés paysannes, sont des centres de vie prolétarienne sur lesquels il est indispensable d'agir directement.

Les comités d'entreprise (1) sont des organismes de démocratie ouvrière qu'il faut absolument libérer des limitations imposées par les chefs d'entreprise, et auxquels il faut infuser une énergie et une vie nouvelle. Aujourd'hui, les comités d'entreprise limitent le pouvoir du capitaliste à l'intérieur de l'usine et remplissent des fonctions d'arbitrage et de discipline. Développés et enrichis, ils devront être demain les organismes du pouvoir prolétarien, qui devront se substituer au capitaliste dans toutes ses fonctions utiles de direction et d'administration.

Dès aujourd'hui déjà, les ouvriers devraient procéder à l'élection de vastes assemblées de délégués, choisis parmi les camarades les meilleurs et les plus conscients, avec pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir dans l'usine au comité d'usine », inséparable de cet autre mot d'ordre : « Tout le pouvoir de l'État aux Conseils ouvriers et paysans. »

Un vaste terrain de propagande révolutionnaire concrète s'ouvre ainsi aux communistes organisés dans le parti et dans les cercles de quartiers. Les cercles, en accord avec les sections urbaines, devraient recenser les forces ouvrières du secteur et devenir le siège du conseil de quartier des délégués d'usines, le centre où se nouent et où convergent toutes les énergies

prolétariennes du quartier. Les systèmes électoraux pourraient varier selon le volume des usines, on devrait cependant chercher à faire élire un délégué pour quinze ouvriers, par catégories séparées (comme on le fait dans les usines anglaises) pour aboutir, par élections successives, à un comité de délégués d'usine qui comprendrait des représentants de l'ensemble des travailleurs (ouvriers, employés, techniciens). Dans le comité de quartier on devrait tendre à incorporer à ce groupe venu de l'usine, des délégués des autres catégories de travailleurs habitant le quartier : garçons de café, cochers, employés du tramway, cheminots, balayeurs, gens de maison, vendeurs, etc.

Le comité de quartier devrait être l'émanation de *toute la classe laborieuse* habitant dans le quartier, une émanation légitime et influente, capable de faire respecter une discipline, investie d'un pouvoir spontanément délégué, et en mesure d'ordonner la cessation immédiate du travail dans l'ensemble du quartier.

Les comités de quartier s'élargiraient en commissariats urbains, soumis au contrôle et à la discipline du Parti socialiste et des Fédérations de métiers.

Un tel système de démocratie ouvrière (complété par des organisations équivalentes de paysans) donnerait aux masses une structure et une discipline permanente, serait une Magnifique école d'expérience politique et administrative, il encadrerait les masses jusqu'au dernier homme, et les habituerait à se considérer comme une armée en campagne qui a besoin d'une ferme cohésion si elle ne veut pas être défaite et réduite en esclavage.

Chaque usine mettrait sur pied un ou plusieurs régiments de cette armée, avec ses caporaux, ses services de transmissions, son corps d'officiers, son état-major; tous ces pouvoirs étant délégués par libre élection et non imposés autoritairement. A la faveur de meetings, tenus à l'intérieur de l'usine, grâce au travail incessant de propagande et de persuasion mené par les éléments les plus conscients, on obtiendrait une transformation radicale de la psycholo



gie ouvrière, on rendrait la masse mieux préparée à l'exercice du pouvoir et plus capable de l'assumer, on répandrait une conscience des devoirs et des droits du camarade et du travailleur qui serait harmonieuse et efficace parce que née spontanément de l'expérience vivante et historique.

Nous l'avons déjà dit : ces notes rapides se proposent seulement d'être une incitation à la pensée et à l'action. Chaque aspect du problème mériterait un développement vaste et approfondi, des élucidations, des compléments dérivés et annexes. Mais la solution concrète et intégrale des problèmes de la vie socialiste ne peut être apportée que par la pratique communiste : par la discussion en commun qui modifie par sympathie les consciences en les unissant et en les remplissant d'enthousiasme agissant. Énoncer la vérité, arriver ensemble à la vérité, c'est accomplir un acte communiste et révolutionnaire (1). La formule « dictature du prolétariat » doit cesser de n'être qu'une formule, une occasion de déployer une phraséologie révolutionnaire. Qui veut la fin, doit vouloir aussi les moyens. La dictature du prolétariat, c'est l'instauration d'un nouvel État, typiquement prolétarien, dans lequel viendront confluer les expériences institutionnelles de la classe opprimée, dans lequel l'organisation de la vie sociale de la classe ouvrière et paysanne deviendra un système généralisé et fortement organisé. Un tel État ne s'improvise pas : les communistes bolcheviques russes ont travaillé huit mois pour répandre et concrétiser le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets », et les Soviets étaient connus des ouvriers russes depuis 1905. Les communistes italiens doivent mettre à profit l'expérience russe et économiser temps et efforts : l'œuvre de reconstruction exigera tant de temps et tant de travail que chacun de nos jours et chacun de nos actes devraient pouvoir lui être consacrés.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 1, 7, 21 juin 1919.

## RETOUR À LA LIBERTÉ

Avec le ministère Nitti-Tittoni (2) s'ouvre « officiellement » l'ère mythique de l'après-guerre, la période de la recons

### *Retour à la liberté* 249

truction, la restauration de la paix. La liberté est de retour; les partis et les courants sociaux sont rétablis dans d'équales conditions de lutte; la concurrence reprend sur le plan économique et sur le plan politique.

L'avènement du ministère Nitti n'est pour nous que la première expérience historique d'une série qui marquera le processus de décomposition de l'État démocratico-bourgeois; son efficacité

se bornera en effet à démontrer expérimentalement l'insuffisance des méthodes et des formes capitalistes nationales.

La crise économique et politique dans laquelle se débat la société italienne ne peut s'expliquer et ne peut être résolue que dans le cadre d'un ensemble mondial. Ses conditions essentielles échappent au contrôle et au pouvoir de l'État italien, et donc à tous les ministres qui pourront succéder au gouvernement.

Lorsque nous disons que le régime capitaliste a atteint, même en Italie, le point mort de son processus de développement, les « maîtres » de la doctrine marxiste jugent cette affirmation « antiscientifique » et superficielle; il paraît qu'elle n'est pas basée sur l'étude impartiale de la structure économique italienne. Mais le capitalisme est un phénomène mondial, et son processus de déroulement ne permet pas aux diverses nations d'atteindre simultanément un égal degré de développement économique. La concurrence, qui est la lutte pour accéder à la propriété privée et nationale, tend à créer sur le plan international les mêmes hiérarchies et les mêmes esclavages que sur le plan national, et elle tend en outre, plus efficacement encore que sur le plan national, à s'abolir elle-même dans le monopole.

Une fois supprimées les conditions de la lutte, une fois supprimée la liberté de concurrence dans le monde, le régime capitaliste a atteint son point mort. Toute raison d'être et de progresser vient à lui manquer, les institutions sont devenues de rigides concrétions parasitaires sans fonction utile, sans prestige. Une révolution, qui rende un rythme dialectique à la vie mondiale, qui révèle une classe sociale nouvelle et l'investisse du pouvoir de diriger l'histoire, devient nécessaire.

L'Italie n'est pas arrivée à la plénitude de développement du capitalisme, en ce sens que la production des biens matériels n'y est pas industrialisée, et surtout qu'elle ne l'est pas de façon intensive. Mais le fait que le monde ait

été soumis à un monopole d'exploitation économique et à une hégémonie politique et militaire indiscutée, a suscité, en Italie comme ailleurs, une forme de vie engourdie et sans liberté d'initiative. La situation italienne est même particulièrement révolutionnaire, du fait que la structure économique du pays est arriérée et pauvre. Aujourd'hui, l'Italie peut être comparée à la Russie de Kerenski; pour faire la guerre à laquelle l'Angleterre et l'Allemagne ont imposé un caractère capitaliste exacerbé, l'Italie a dû détruire plus que son appareil économique ne lui permet de produire à nouveau en temps utile pour éviter la mort par consommation. La situation mondiale créée par la victoire de l'Angleterre enlève à l'Italie jusqu'à la simple possibilité de travailler. La concurrence économique internationale est abolie par le monopole; les marchés de matières premières et de biens de consommation sont accaparés; un seul organisme peut établir les échanges, vendre et acheter en ayant la liberté de choix. Les autres organismes économiques doivent se subordonner à ce privilégié; le problème de l'après-guerre se présente comme la nécessité d'organiser l'ensemble des moyens de production de façon à les rendre aptes à la concurrence marginale et à l'intégration dans le courant de la vie mondiale, après que le capitalisme anglais aura exploité les plus grandes et les plus riches possibilités de cette vie mondiale. Ce problème se présente donc sous un aspect extrêmement compliqué et difficile, et ce n'est qu'au prix de nouvelles crises fort graves, de nouvelles destructions encore plus grandes que la solution pourrait être atteinte.

En somme, le capitalisme italien a perdu son autonomie, il a perdu sa liberté, et il ne peut les reconquérir. Au monopole économique correspond un monopole politique et militaire qui ôte toute chance de succès à une éventuelle tentative de rétablissement des conditions de libre concurrence à l'aide de la force armée, au prise d'une nouvelle guerre mondiale. Les nationalistes italiens, avec la sotte impertinence des faibles, prétendent avoir acquis des droits à coups de victoires et de sacrifices; mais voilà que se retourne contre eux cette raison du plus fort qui engendre le droit, dans laquelle ils avaient reconnu le moteur de l'histoire. Du point de vue capitaliste, ce qui prévaut, c'est la puissance actuelle, et non les mérites, la force et les victoires du passé. Pour pouvoir récupérer la liberté de mouvement de son capitalisme national, il faudrait que l'État italien soit en mesure de rééditer la victoire de

### *Retour à la liberté 251*

Vittorio Veneto (1), et cette fois-ci non plus contre un État en décomposition comme l'Autriche d'alors, mais contre un ensemble de puissances victorieuses comme l'Angleterre et la France d'aujourd'hui.

C'est de ces conditions de compression et d'esclavage économique et politique à l'échelle mondiale qu'est né le désordre actuel de la vie économique et politique italienne.

Ce désordre, qui dépend de conditions qui revêtent un caractère de perpétuité, se complique des séquelles de la guerre : il y a des groupes armés irresponsables<sup>2</sup>, qui ne sont plus rattachés à aucune discipline d'État, qui ne sont contrôlés par aucune autorité centrale responsable, qui tendent à créer des pouvoirs prétoriens locaux et, si possible, une dictature militaire nationale. Ce sont là des coalitions de forces pseudo-politiques qui n'ont à défendre et à soutenir ni intérêts ni objectifs essentiels et permanents, mais seulement des intérêts et des objectifs individuels et contingents. C'est pourquoi ces forces sont sans cesse insatisfaites et avides de nouveauté, et maintiennent la classe dirigeante dans un état de tension continuelle et d'incertitude du lendemain. Dans de telles conditions, aucun ministère ne pourra mener une action patiente et persévérante, ni se proposer un [plan] général complexe, dont l'exécution ne pourrait s'accomplir qu'au prix de longs efforts et de renoncements partiels, et supposerait un dense réseau de petites actions coordonnées qui, en s'additionnant, pourraient déterminer le changement grandiose de configuration économique et politique que les circonstances internationales dans lesquelles l'Italie est contrainte de vivre, exigent.

L'Italie aurait besoin de liberté économique et politique pour être en mesure de reconstituer ses richesses détruites. Ni l'une ni l'autre ne peuvent lui être rendues par les ministères qui se succéderont au gouvernement.

La liberté économique interne affamerait le peuple italien; la liberté politique donnerait au peuple italien la possibilité de s'organiser largement, de s'armer, de se fortifier, et de renverser l'État. La classe bourgeoise est prise dans cet insoluble dilemme duquel elle ne parvient pas à sortir.

C'est l'heure des charlatans, des fumistes, des grandes promesses à longue échéance. Nous traversons une période de panique sociale. Cette dépendance qui soumet la vie

nationale à des lois extérieures qui s'exercent d'une manière effrayante, par des voies imprévisibles et incontrôlables, met la société italienne dans la même situation qu'une collectivité d'animaux avant le déchaînement d'un phénomène tellurique.

Une seule force peut arrêter ce processus de décomposition : le communisme. Sur le plan de la bourgeoisie la concurrence internationale est abolie par le monopole. Mais un autre rythme dialectique peut être substitué à celui qui a été brisé : la concurrence de classes, la lutte de classe. La victoire de l'Entente a rompu l'équilibre entre puissances qui garantissait la liberté mondiale. Une fois terminée la lutte Angleterre-Allemagne est née l'opposition Angleterre-Russie. L'Italie, en tant que société populaire, ne peut se sauver qu'en entrant activement dans le système de la puissance prolétarienne qui s'incarne dans la République des Soviets, en se plaçant sur le terrain de la lutte de classe internationale, lutte pour laquelle elle a des alliés au sein même de la coalition adverse qui l'opprime et l'affame. Mais dans la société italienne, seule la classe prolétarienne est apte à assumer cette mission nationale et internationale, et il lui faut l'assumer contre l'autre fraction, en abolissant sur le plan-national la lutte de classe et la propriété privée. La révolution est l'unique voie de salut pour l'ensemble de la société italienne. La crise n'entrera dans sa phase de résolution internationale et nationale que le jour où le prolétariat aura conquis l'État.

Jusqu'à ce jour-là, la société et l'État italien continueront à se décomposer et à se dissoudre, sans possibilité d'arrêt ni d'équilibre. Le ministère Nitti est un moment de cette décomposition, il est le début « officiel » du progrès de la dissolution.

Signé A. G., Avanti !, édition piémontaise, 26 juin 1919.

## LA CONQUÊTE DE L'ÉTAT

La concentration capitaliste, qui est déterminée par le mode de production, entraîne une concentration cor

*La conquête de l'État* 253

respondante des masses humaines laborieuses. C'est dans ce fait qu'il faut chercher l'origine de toutes les thèses révolutionnaires du marxisme, qu'il faut chercher les conditions du nouveau mode de vie prolétarien, de l'ordre nouveau communiste, appelé à se substituer au mode de vie bourgeois, au désordre capitaliste engendré par la libre concurrence et par la lutte des classes.

Dans la sphère de l'activité générale capitaliste, le travailleur lui-même déploie son activité sur le plan de la libre concurrence, il est un individu-citoyen. Mais en un même temps les conditions de départ de la lutte ne sont pas égales pour tous : l'existence de la propriété privée met la minorité de la société dans des conditions privilégiées et rend la lutte inégale. Le travailleur est constamment exposé aux risques les plus mortels : son existence même, au niveau le plus élémentaire, sa culture, la vie et l'avenir de sa famille, sont exposés aux brusques contrecoups du marché du travail. Le travailleur tente alors de sortir de la sphère de la concurrence et de l'individualisme. Le principe de l'association et de la solidarité devient l'essence même de la classe laborieuse, il change la psychologie et le comportement des ouvriers et des paysans. Des groupements et des organismes sont créés, à travers lesquels ce principe s'incarne; ils servent de base de départ au processus de développement historique qui mène à la mise en commun des moyens de production et d'échange.

L'associationnisme peut et doit être pris comme le fait essentiel de la Révolution prolétarienne. Un effet de cette tendance historique, dans la période qui précède la période actuelle (et que nous pouvons appeler période de la ire et de la Iie Internationale ou période de recrutement) a été la création et le développement des Partis socialistes et des syndicats professionnels.

Le développement de ces institutions prolétariennes, et de l'ensemble du mouvement prolétarien en général, n'a cependant pas été autonome, il n'obéissait pas à des lois propres, immanentes dans la vie et dans l'expérience de la classe laborieuse exploitée. Les lois de l'histoire étaient dictées par la classe possédante organisée dans l'État. L'État a toujours été le protagoniste de l'histoire, parce que la puissance de la classe possédante se concentre dans ses rouages; à l'intérieur de l'État, la classe possédante se discipline et s'organise en une unité, au-dessus des dissensions et des heurts de la concurrence, afin de maintenir intacte sa condition privilégiée jusque dans

la phase suprême de la concurrence : la lutte de classe, pour le pouvoir, pour avoir le premier rôle dans la direction et la mise au pas de la société.

Durant cette période, le mouvement prolétaire n'exista qu'en fonction de la libre concurrence capitaliste. Les institutions prolétariennes durent prendre certaines formes, non par l'effet d'une loi intérieure, mais par celui d'une loi extérieure, sous la pression formidable d'événements et de coercitions qui dérivait de la concurrence capitaliste. Telle est l'origine des conflits intérieurs, des déviations, des tâtonnements, des compromis, caractéristiques de toute cette période de la vie du mouvement prolétarien qui a précédé la période actuelle et dont le couronnement fut la banqueroute de la lie Internationale.

Certains courants du mouvement socialiste et prolétarien avaient explicitement reconnu l'organisation professionnelle ouvrière comme étant le fait essentiel de la révolution, et ils en avaient fait la base de leur propagande et de leur action. Le mouvement syndicaliste sembla, pendant un certain temps, être le véritable interprète du marxisme, le véritable interprète de la vérité.

Voici en quoi consiste l'erreur du syndicalisme : prendre pour un fait permanent, pour une forme invariable de l'associationnisme, le syndicat professionnel dans la forme et avec le rôle qu'il a actuellement, et qui ont été imposés et non choisis, et ne peuvent donc suivre une ligne de développement constante et prévisible. Le syndicalisme qui s'était présenté comme l'initiateur d'une tradition libérale « spontanéiste » n'a été en vérité qu'un des nombreux camouflages de l'esprit jacobin et abstrait.

D'où les erreurs du courant syndicaliste qui n'a pas réussi à relayer le Parti socialiste dans la tâche d'éduquer la classe laborieuse en vue de la révolution. Les ouvriers et les paysans sentaient bien que, durant toute la période pendant laquelle la classe possédante et l'État démocratique-parlementaire dictaient les lois de l'histoire, toute tentative d'évasion hors du cercle de ces lois était vaine et ridicule. Il est certain que dans la configuration générale que la production industrielle a fait prendre à la société, chaque homme ne peut participer activement à la vie et ne peut modifier son milieu que dans la mesure où il agit en individu-citoyen, membre de l'État démocratique parlementaire. L'expérience libérale n'est pas vaine et elle ne peut être dépassée qu'après avoir été faite. L'apolitisme des apolitiques n'a été qu'une dégénérescence de

la politique : nier et combattre l'État est un fait politique tout autant que s'insérer dans cette activité générale historique qui se résume dans les institutions populaires de l'État : le Parlement

et les municipalités. La qualité du fait politique varie : les syndicalistes travaillaient hors de la réalité, et partant, leur politique était fondamentalement erronée; les socialistes parlementaires travaillaient au cœur des choses, ils pouvaient se tromper (et même ils ont commis de nombreuses et lourdes erreurs), mais ils ne se sont pas trompés sur le sens qu'ils ont donné à leur action, et c'est pourquoi ils ont triomphé dans la « concurrence»; les grandes masses, celles qui, par leur intervention, modifient objectivement les rapports sociaux, se sont organisées autour du Parti socialiste. Malgré toutes ses erreurs et ses faiblesses, le parti a réussi, en dernière analyse, dans sa mission : faire quelque chose de ce prolétariat qui auparavant n'était rien, lui donner une conscience, imprimer au mouvement de libération une orientation ferme et essentielle correspondant, dans ses lignes générales, au processus de développement historique de la société humaine.

L'erreur la plus grave du mouvement socialiste a été de même nature que celle des syndicalistes. En participant à l'activité générale de la société humaine au sein de l'État, les socialistes ont oublié qu'ils devaient garder une position essentiellement critique, antithétique. Ils se sont laissé absorber par la réalité au lieu de la dominer.

Les communistes marxistes doivent se caractériser par l'exercice d'une psychologie que nous pouvons désigner du nom de « maïeutique», leur action ne consiste pas à s'abandonner au cours des événements déterminés par les lois de la concurrence bourgeoise, elle est une attente critique. L'histoire est un continuel devenir, elle est donc essentiellement imprévisible. Mais ceci ne signifie pas que *tout* soit imprévisible dans le déroulement de l'histoire, c'est-à-dire que l'histoire est tout à la fois liberté et nécessité. Les institutions qui incarnent l'histoire dans leur développement et dans leur activité sont nées et se maintiennent parce qu'elles ont un devoir et une mission à réaliser. Des conditions objectives déterminées dans la production des biens matériels et dans la prise de conscience spirituelle des hommes, sont apparues et se sont développées. Si ces conditions objectives, que leur nature mécanique rend quasi mathématiquement mesurables changent, la somme des rapports qui régissent et informent



la société humaine change, et le degré de conscience des hommes change aussi; la configuration sociale se transforme, les institutions traditionnelles s'appauvrissent, elles ne sont pas à la hauteur de leur tâche, elles deviennent encombrantes et néfastes. Si l'intelligence était incapable de saisir un rythme, de dégager une évolution dans le déroulement de l'histoire, la vie de la civilisation serait impossible. Le génie politique se reconnaît précisément à cette capacité de saisir le plus grand nombre possible d'éléments concrets nécessaires et suffisants pour fixer un processus de développement, et, par conséquent, à la capacité d'anticiper sur l'avenir, proche ou lointain, et d'organiser l'activité d'un État, de risquer le sort d'un peuple en s'appuyant sur une telle intuition. En ce sens, Karl Marx a été de très loin le plus grand des génies politiques contemporains.

Les socialistes ont accepté, souvent servilement, la réalité historique qui était un produit de l'initiative capitaliste, ils sont tombés dans la même erreur psychologique que les économistes libéraux: croire en la pérennité des institutions de l'État démocratique, en leur perfection fondamentale. Selon eux, la forme des institutions démocratiques peut être amendée, retouchée çà et là, mais elle doit être fondamentalement respectée. Un exemple de cette façon de voir étroitement vaniteuse est donné par la formule minoenne de Filippo Turati, selon laquelle le ] Parlement serait au Soviet ce que la Cité est à la horde barbare II.

C'est de cette conception erronée du devenir historique, c'est de la pratique surannée du compromis et d'une tactique « crétinement » parlementariste, que vient la formule actuelle de la « conquête de l'État ».

Nous sommes persuadés, après les expériences révolutionnaires de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne, que l'État socialiste ne peut s'incarner dans les institutions de l'État capitaliste, mais qu'il est une création fondamentalement nouvelle par rapport à elles, si ce n'est par rapport à l'histoire du prolétariat. Les institutions de l'État capitaliste sont organisées aux fins de servir la libre concurrence : il ne suffit donc pas de changer de personnel pour infléchir leur activité dans un autre sens. L'État socialiste n'est pas encore le communisme, c'est-à-dire l'instauration d'une pratique et d'une coutume économique basées sur la solidarité, mais c'est l'État de transition qui a la mission de supprimer la concurrence en abolissant la propriété privée, les classes, les économies

*La conquête de l'État* 267

nationales; cette mission ne saurait être accomplie par la démocratie parlementaire. Voici donc comment il faut comprendre la formule « conquête de l'État » : création d'un État de type

nouveau, né de l'expérience que la classe prolétarienne a faite de l'association. et remplacement de l'État démocratique-parlementaire par ce nouvel État.

Et voici que nous retournons à notre point de départ. Nous avons dit que les institutions du mouvement socialiste et prolétarien de la période qui précède la période actuelle se sont développées, non d'une manière autonome, mais en tant que conséquences de la configuration générale de la société humaine, dominée par les lois souveraines du capitalisme. La guerre a renversé la position stratégique de la lutte de classe. Les capitalistes ont perdu leur position de force, leur liberté est limitée, leur pouvoir est annihilé. La concentration capitaliste est arrivée au maximum de développement qu'elle puisse jamais atteindre, en réalisant le monopole mondial de la production et des échanges. La concentration correspondante des masses laborieuses a donné à la classe prolétarienne révolutionnaire une puissance inouïe.

Les institutions traditionnelles du mouvement sont devenues incapables de contenir une telle exubérance de vie révolutionnaire. Leur forme même est inadaptée à la nécessité de discipliner les forces qui se sont insérées dans le processus historique conscient. Elles ne sont pas mortes; nées en fonction de la libre concurrence, elles doivent continuer à subsister jusqu'à la suppression de toute trace de concurrence, jusqu'à la complète suppression des classes et des partis, jusqu'à la fusion des dictatures nationales du prolétariat au sein de l'Internationale communiste. Mais, à côté d'elles, doivent apparaître et se développer des institutions d'un type nouveau, des institutions d'État, qui viendront précisément remplacer les institutions privées et publiques de l'État démocratique parlementaire. Ce seront des institutions qui se substitueront à la personne du capitaliste dans ses fonctions administratives et dans l'exercice du pouvoir industriel, et créeront l'autonomie du producteur à l'intérieur de l'usine; des institutions capables d'assumer le pouvoir de direction dans toutes les fonctions inhérentes à ce système complexe de rapports de production et d'échanges qui relie les secteurs d'une usine, constituant ainsi l'unité économique élémentaire, et qui lie entre elles les diverses activités de l'industrie agricole; des institutions qui en se construisant sur le

plan horizontal et sur le plan vertical, deviendront l'harmonieux édifice de l'économie nationale et internationale, libéré de la tyrannie encombrante et parasitaire des propriétaires privés.

Jamais la poussée et l'enthousiasme révolutionnaires n'ont été plus fervents dans le prolétariat de l'Europe occidentale. Mais il nous semble que la conscience lucide et exacte du but à atteindre ne s'accompagne pas d'une conscience aussi exacte et lucide des moyens adaptés, à l'heure actuelle, à la réalisation d'un tel but. Désormais s'est ancrée dans les masses la conviction que l'État prolétarien s'incarne dans un ensemble de Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Une conception tactique en mesure d'assurer objectivement la création de cet État ne s'est pas encore formée. C'est pourquoi il est nécessaire de créer dès à présent un réseau d'institutions prolétariennes, enracinées dans la conscience des grandes masses, assurées de la discipline et de la fidélité permanente des grandes masses, à la faveur desquelles la classe des ouvriers et des paysans, dans sa totalité, pourrait revêtir une forme riche de dynamisme et de virtualités de développement. Il est certain que si, aujourd'hui, dans les conditions actuelles de l'organisation prolétarienne, un mouvement de masse à caractère révolutionnaire prenait naissance, les résultats se concrétiseraient en une modification purement formelle de l'État démocratique, qu'ils se résoudraient par un accroissement des pouvoirs de la Chambre des députés (à travers une assemblée constituante) et par l'accession au pouvoir des socialistes brouillons et anticommunistes. L'expérience allemande et autrichienne doit nous apprendre quelque chose. Les forces de l'État démocratique et de la classe capitaliste sont encore immenses, il ne faut pas se dissimuler que le capitalisme se maintient tout particulièrement grâce à ses sycophantes et à ses laquais, et que la graine d'une telle espèce n'est certes pas disparue.

La création de l'État prolétarien ne relève pas, en somme, d'un geste de thaumaturge : elle aussi est un devenir, un processus de développement. Elle implique un travail préparatoire d'organisation et de propagande. Il faut donner un plus grand développement et davantage de pouvoir aux institutions prolétariennes déjà existantes dans les usines, il faut en susciter de semblables dans les villages, il faut obtenir que les hommes qui les composent soient des communistes conscients de la mission révolutionnaire qui incombe à leurs institutions. Sinon, tout

*Ouvriers et paysans*      259

notre enthousiasme, toute la foi des masses laborieuses, ne suffiront pas à empêcher que la révolution se ramène misérablement à un nouveau Parlement de fripons, de fats et d'irresponsables, et que de nouveaux sacrifices, plus terribles encore, soient nécessaires à l'avènement de l'État des prolétaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 1, 9, 12 juillet 1919.

## OUVRIERS ET PAYSANS

Pendant la guerre, et pour les besoins de la guerre, l'État italien a intégré dans ses activités la réglementation de la production et de la distribution des biens matériels. Il s'est ainsi créé une espèce de trust de l'industrie et du commerce, une sorte de concentration des moyens de production et d'échange, et un nivellement dans les conditions d'exploitation des masses prolétariennes et semi-prolétariennes qui ont eu des effets révolutionnaires. Il n'est pas possible de comprendre le caractère essentiel de la période actuelle si l'on ne tient pas compte de ces phénomènes et des conséquences psychologiques qu'ils ont provoquées.

Dans les pays où l'évolution capitaliste est encore arriérée, comme la Russie, l'Italie, la France et l'Espagne, il y a une séparation très nette entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans. Des structures économiques purement féodales ont survécu dans l'agriculture, ce qui implique toute une mentalité. On n'a pas l'idée de ce qu'est l'État moderne, capitaliste libéral; quant aux institutions économiques et politiques, elles ne sont pas conçues comme des catégories historiques qui ont eu un commencement, ont subi un processus de développement, et peuvent disparaître après avoir créé les conditions favorables à des formes supérieures de coexistence sociale; elles sont conçues, au contraire, comme des catégories naturelles, perpétuelles, irréductibles. En réalité, la grande propriété terrienne est restée en dehors de la libre concurrence : et l'État moderne en a respecté l'essence féodale, en mijotant des formules

juridiques qui prolongent en fait les investitures et\* les privilèges du régime féodal, celle du fidéicommiss, par exemple. Voilà pourquoi la mentalité du paysan est restée celle du serf attaché à la glèbe, qui se révolte avec violence contre les « seigneurs » dans certaines occasions déterminées, mais est incapable de penser par lui-même en tant que membre d'une collectivité (collectivité qui serait pour lui ce qu'est la nation pour les propriétaires et la classe pour les prolétaires) et incapable de mener une action systématique et continue pour essayer de changer les rapports économiques et politiques de la coexistence sociale.

Dans de telles conditions, la psychologie des paysans ne pouvait qu'échapper à tout contrôle : les sentiments réels restaient secrets, implicites et fondus dans un système de défense contre les exploitations; purement égoïste, sans continuité logique, cette mentalité était essentiellement pétrie de sournoiserie et de feinte servilité. La lutte de classe se confondait avec le brigandage, le rançonnement, l'incendie de forêts, le massacre du bétail, le rapt des enfants et des femmes, et la prise d'assaut des mairies : c'était une forme de terrorisme élémentaire sans conséquences durables ni efficaces. Ainsi, la psychologie du paysan se réduisait objectivement à une très petite somme de sentiments primordiaux, liés aux conditions sociales créées par l'État démocratique parlementaire. Laissé complètement à la merci des propriétaires, de leurs sycophantes et des fonctionnaires corrompus, le paysan avait pour préoccupation majeure de défendre son corps des pièges de la nature élémentaire, des abus, et de la barbarie cruelle des propriétaires et des fonctionnaires. Le paysan a toujours vécu hors du domaine de la loi; dépourvu de personnalité juridique, privé d'individualité morale, il est resté un élément anarchique, l'atome indépendant d'un tumulte chaotique, que ne freinaient que la peur du carabinier et la peur du Diable. Il ne comprenait pas ce qu'est l'organisation, il ne comprenait pas ce qu'est l'État, il ne comprenait pas ce qu'est la discipline. Patient et tenace dans son effort individuel pour arracher à la nature de rares et maigres fruits, capable de sacrifices inouïs au sein de sa famille, il était, dans la lutte de classe, sauvagement impatient et violent, incapable de se fixer un but général d'action et de le poursuivre avec persévérance par une lutte systématique.

Quatre ans de tranchées et d'exploitation du sang versé

*Ouvriers et paysans*      261

ont radicalement changé la psychologie des paysans. Ce changement s'est accompli en particulier en Russie, et c'est une des conditions essentielles de la révolution. Ce que l'industrialisme, par son processus normal de développement, n'était pas parvenu à déterminer, a été produit par la guerre. La guerre a contraint les nations les plus arriérées sur le plan du développement capitaliste, et par conséquent les moins bien dotées en moyens mécaniques, à enrôler tous leurs hommes disponibles, afin d'opposer de profondes masses de chair vivante aux

instruments de guerre des Empires centraux. La guerre pour la Russie, cela a signifié que des individus, auparavant dispersés sur un très vaste territoire, ont été mis en contact; cela a signifié une concentration humaine qui a duré, sans interruption, pendant des années et des années, dans un sacrifice constant, sous la menace, toujours présente de la mort, sous une discipline égale pour tous et équitablement féroce; les effets psychologiques de la persistance, pendant si longtemps, de semblables conditions de vie collective, ont été immenses et riches de conséquences imprévues.

Les instincts individuels égoïstes se sont émoussés, une âme unitaire commune a pris forme, les sentiments des uns se sont adaptés à ceux des autres, une habitude de discipline sociale est née : les paysans ont conçu l'État dans sa grandeur complexe, dans sa puissance sans limites, dans sa structure compliquée. Ils ont conçu le monde, non plus comme une chose aussi indéfinie et vaste que l'univers, ou étroitement circonscrite autour du clocher de leur village, mais dans sa réalité concrète, faite d'États et de peuples, de forces et de faiblesses sociales, d'armées et de machines, de richesses et de misères. Des liens de solidarité se sont noués qui, autrement, n'auraient pu naître que de plusieurs dizaines d'années d'expériences historiques et de luttes sporadiques : en quatre ans, dans la boue et dans le sang des tranchées, un monde spirituel a surgi, avide de s'affirmer à travers des formes et des institutions sociales durables et dynamiques.

C'est ainsi que sont nés, sur le front russe, les Conseils des délégués militaires, c'est ainsi que les soldats paysans ont pu activement participer à la vie des Soviets de Petrograd, de Moscou, et des autres centres industriels russes, et ont acquis la conscience de l'unité de la classe laborieuse; c'est ainsi qu'il s'est fait, au fur et à mesure que l'armée russe était démobilisée et que les soldats

retournaient à leur lieu de travail, que tout le territoire de l'Empire, de la Vistule au Pacifique, allait se couvrant d'un dense réseau de Conseils locaux, qui étaient les organismes de base de la reconstruction de l'État par le peuple russe. C'est sur ce nouvel état d'esprit que se fonde la propagande communiste qui rayonne à partir des villes industrielles, et c'est sur elle que s'appuient les hiérarchies sociales librement promues et librement acceptées à travers les expériences de vie collective révolutionnaire.

Les conditions historiques de l'Italie n'étaient pas, et ne sont toujours pas, très différentes de celles de la Russie. Le problème de l'unification de classe des ouvriers et des paysans se présente dans les mêmes termes : cette unification se réalisera par la pratique de l'État socialiste et elle se fondera sur la mentalité nouvelle créée par la vie commune dans les tranchées.

Pour sortir de la crise provoquée par la guerre il faut que l'agriculture italienne transforme radicalement ses procédés. La destruction du bétail impose l'introduction des machines, elle impose un passage rapide à la culture industrielle et centralisée et la mise à la disposition des usagers d'organismes techniques riches en moyens. Mais une telle transformation ne peut se produire dans le cadre d'un régime de propriété privée sans provoquer un désastre: il est donc nécessaire qu'elle se réalise dans un État socialiste et qu'elle soit soutenue par les paysans et les ouvriers, associés au sein des unités communistes de travail. L'introduction des machines dans un processus de production a toujours provoqué de profondes crises de chômage, que l'élasticité du marché du travail n'a pu surmonter qu'à la longue. Aujourd'hui, les conditions de travail sont radicalement troublées : le chômage agricole est déjà devenu un problème insoluble parce qu'il est devenu pratiquement impossible d'émigrer (1) ; l'industrialisation de l'agriculture ne peut intervenir qu'avec l'approbation des paysans pauvres, à travers une dictature du prolétariat incarnée par les Conseils d'ouvriers d'usine et de paysans pauvres.

Les ouvriers d'usine et les paysans pauvres sont les deux sources d'énergie de la révolution prolétarienne. Pour eux, tout spécialement, le communisme représente une nécessité vitale : son avènement signifie la vie et la liberté alors que la persistance de la propriété privée signifie le danger immanent d'être broyés, de tout perdre, y compris la vie. Ils sont l'élément irréductible, la pérennité

*Ouvriers et paysans*      263

de l'enthousiasme révolutionnaire, la volonté de fer qui n'accepte pas de compromis, qui poursuit son but, implacablement, jusqu'à la réalisation intégrale, sans perdre courage pour des succès partiels ou transitoires et sans trop céder aux illusions pour avoir remporté de faciles succès.

Ils sont l'épine dorsale de la révolution, les bataillons inflexibles de l'armée prolétarienne qui avance, renversant dans son élan les obstacles, ou leur donnant l'assaut avec ses marées humaines qui démantèlent, corrodent, en un patient travail, au prix d'un sacrifice obstiné. Le communisme est leur civilisation, il est l'ensemble des conditions historiques qui leur permettront d'acquérir une personnalité, une dignité, une culture, et c'est par lui qu'ils deviendront esprit créateur de progrès et de beauté.

Tout travail révolutionnaire n'a de chances de vraie réussite que dans la mesure où il se fonde sur les nécessités de leur vie et sur les exigences de leur culture. Il est indispensable que les *leaders* du mouvement prolétarien et socialiste le comprennent, il est nécessaire qu'ils comprennent combien presse le problème de donner à cette force incoercible de la révolution la forme qui répond à l'état d'esprit général.

Dans les conditions d'arriération où se trouvait l'économie capitaliste d'avant-guerre il avait été impossible que naissent et se développent de vastes et profondes organisations paysannes au sein desquelles les travailleurs de la terre auraient pu acquérir, avec une conception organique de la lutte de classe, la discipline permanente indispensable à la restauration de l'État après la catastrophe du capitalisme.

Les conquêtes spirituelles réalisées pendant la guerre, les expériences de type communiste, accumulées en quatre ans d'exploitation du sang versé, subie collectivement, au coude à coude dans les tranchées boueuses et ensanglantées, risquent d'être perdues si l'on ne parvient pas à insérer tous les individus dans des organismes de vie collective d'un type nouveau, qui permettront, par leur fonctionnement et leur pratique, de consolider les expériences, de les développer, de les intégrer, de les employer consciemment à la réalisation d'un objectif historique concret. Ainsi organisés, les paysans deviendront un élément d'ordre et de progrès; abandonnés à eux-mêmes, dans l'impossibilité où ils sont de mener une action systématique et disciplinée, ils ne pourront devenir qu'un informe



tumulte, un désordre chaotique de passions exaspérées jusqu'à la barbarie la plus cruelle par les souffrances inouïes qui sont en train de s'annoncer d'une façon de plus en plus effrayante.

La Révolution communiste est essentiellement affaire d'organisation et de discipline. Étant donné les conditions réelles et objectives de la société italienne, les protagonistes de la révolution seront les cités industrielles avec leurs masses compactes et homogènes d'ouvriers d'usine. Il importe donc d'accorder la plus grande attention à cette vie nouvelle que la nouvelle forme prise par la lutte des classes suscite à l'intérieur de l'usine et dans le processus de production industrielle. Mais avec les seules forces des ouvriers d'usine, la révolution ne pourra s'affirmer de façon stable et générale : il est nécessaire de souder la ville à la campagne, de faire naître à la campagne des organisations de paysans pauvres sur lesquelles l'État socialiste pourra s'appuyer pour se développer, à travers lesquelles il sera possible pour l'État socialiste, de promouvoir l'introduction de la mécanisation et de déclencher un vaste processus de transformation de l'économie agraire. En Italie, un tel travail est moins difficile qu'on ne pourrait le croire, car pendant la guerre, d'importantes masses rurales ont pénétré dans l'usine urbaine, la propagande communiste s'est rapidement enracinée dans ces masses; ce sont elles qui doivent servir de ciment entre la ville et la campagne, elles doivent être utilisées pour mener à la campagne un vaste effort de propagande qui détruira les défiances et les rancœurs, elles doivent être utilisées afin que, s'appuyant sur leur profonde connaissance de la psychologie rurale et sur la confiance dont elles jouissent, elles puissent engager l'action nécessaire pour provoquer l'apparition et le développement des nouvelles institutions, capables d'incorporer dans le mouvement communiste les vastes forces des travailleurs de la terre.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 1, 12, 2 août 1919.

*Chronique (30 août 1919)* 265

CHRONIQUE  
(30 AOÛT 1919)

« La violence, si elle n'est pas puissance, c'est-à-dire force venue de la majorité consciente, ne peut prévaloir. Elle n'est pas l'accoucheuse de l'histoire. Elle se borne à être une activité morbide de *déclassés*, d'inadaptés agités, d'âmes inquiètes qui ne trouveront jamais un relatif équilibre. intérieur. Il est symptomatique que le néocommunisme prenne racine chez ces esprits qui se débattent comme les rédacteurs de *L'Ordine Nuovo* de Turin entre la froide syllogistique de Lénine et le lyrique éclectisme de Romain Rolland, après avoir tâtonné parmi les nébuleuses de

la métaphysique mazzinienne, en prophétisant la naissance d'un socialisme national (voir *La Città futura*).» (Giuseppe Bianchi (1), *Avanti !*, Milan, 24 août : Turin, 28 août).

1. Dans *La Città futura* (numéro unique publié à la demande de la Fédération de la jeunesse socialiste du Piémont, le 11 février 1917) il est fait allusion à Mazzini pour rappeler sa devise : *Pensée et Action* (2). Bianchi, cédant à l'aimable habitude littéraire de la généralisation, affirme que les rédacteurs de L'O.N. ont prophétisé (pauvre de nous !), un socialisme national, c'est-à-dire un socialisme non socialiste, un monstre mythique, un chien et un chat enfermés dans le même sac; il affirme qu'ils ont tâtonné (!) parmi les nébuleuses (!) de la métaphysique (!) mazzinienne !

2. La froide syllogistique de Lénine, le lyrique éclectisme de Romain Rolland? Certes, nous avons publié deux œuvres de Romain Rolland (3) et nous ne croyons pas qu'entre Lénine et Rolland, il y ait un abîme. Rolland *appréhende par intuition* ce que Lénine *démontre* : la nécessité historique de l'Internationale. Lénine étudie la réalité objective de l'économie capitaliste internationale et arrive inflexiblement à la conclusion que le prolétariat doit organiser sa dictature en l'incorporant à un État de type nouveau : l'État des Soviets. Romain Rolland a l'intuition lyrique des nécessités du moment actuel, il stimule les sentiments, mais il n'en est pas moins pour autant une

force active et agissante dans l'histoire. Étant donné les conditions effectives du processus international de développement de l'histoire prolétarienne, Romain Rolland accomplit une tâche précieuse, parce qu'il infléchit en un sens favorable à la révolution les réactions de couches et de groupes prolétariens qui ne ressentent qu'indirectement et par reflet les contrecoups de la lutte de classe. En cela, Rolland travaille pour le communisme, pour l'unité de la classe prolétarienne, et nous éprouvons de la gratitude et de l'admiration à son égard : c'est le Maxime Gorki de l'Europe latine.

3. Mais pour mieux goûter la saveur rhétorique de l'exagération de Bianchi, qu'il suffise de rappeler que Bianchi est passé par le mazzinianisme avant d'arriver au socialisme, que Bianchi a toujours chanté les louanges de Romain Rolland dans *Il Grido del Popolo*, qu'il l'a très souvent traduit, qu'il lui a consacré un numéro spécial, (« Pour un chevalier de l'humanité») et que Bianchi est profondément rongé par le mal littéraire propre aux *déclassés*, aux inadaptés agités, aux âmes inquiètes, à ceux qui ne trouveront jamais de relatif équilibre intérieur et qui s'en construisent un, au jour le jour, dans le facile domaine de la phraséologie pseudo-artistique.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 16, 30 août 1919.

## CHRONIQUE

(6 SEPTEMBRE 1919)

Au cours de ces dernières semaines, notre revue a obtenu quelques-uns de ces succès que l'on qualifie ordinairement de « journalistiques » : le correspondant turinois de *Il Resto del Carlino* a informé son journal de l'œuvre entreprise par notre publication et a annoncé au Tout-Bologne cultivé et distingué que *L'Ordine Nuovo* est la *Critica Sociale* du maximalisme italien (1). Nous avons dit qu'il s'agit là d'un succès « journalistique », en fait, il ne nous a, hélas, pas procuré le moindre abonné, et nous autres, nous mesurons nos succès à l'aune, fort prosaïque, des adhésions

*Chronique (6 septembre 1919)* 267

effectives qui donnent à notre travail sa force intime et ses possibilités d'expansion, qu'il s'agisse d'un nouvel abonné, ou de la visite que nous rend un groupe d'ouvriers, ou bien encore de la lettre qu'ils nous écrivent pour nous exposer les conditions particulières de l'usine dans laquelle ils travaillent et discuter avec nous de la meilleure tactique à suivre, dans de telles conditions, pour promouvoir le comité ouvrier et susciter autour de lui l'enthousiasme et

l'adhésion de la masse. Certes, tout ceci vaut à nos yeux bien plus qu'un bon millier de ces succès extérieurs, aussi évanescents que les légères brumes d'une aube de printemps. Nous aimerions toutefois réussir à éviter que ceux qui écrivent à propos de notre revue ou expriment leur approbation de nos thèses, au moins lorsqu'il s'agit de camarades, s'obstinent à identifier l'œuvre de la revue avec la personne d'un des rédacteurs : Gramsci par-ci, Gramsci par-là... Gramsci qui est, etc., etc. Entouré de tant de lauriers, Gramsci a été saisi d'une crise de mélancolie il craint fort d'être devenu une andouillette en sauce La vérité est que *L'Ordine Nuovo* est écrit « communistement », parce que les articles naissent d'une communauté de vie spirituelle et d'une intime collaboration entre trois, quatre, ou cinq camarades, parmi lesquels l'un est bien Gramsci, mais un autre est Angelo Tasca, un troisième Palmiro Togliatti (tous deux étant aujourd'hui libérés du service militaire, peuvent faire connaître leurs noms) et il y en a d'autres... Ajoutons une autre vérité : on ne rencontre encore que trop une fâcheuse tendance au... monothéisme idéologique, la déplorable habitude de ne jamais faire le petit effort de libération spirituelle nécessaire pour vivre les idées en profondeur, en dehors des hommes, pour les vivre en elles-mêmes et pour elles-mêmes, et voir en elles un patrimoine effectivement commun, dès à présent, où chacun peut puiser à son gré en ne se préoccupant que de l'assimiler, de le recréer avec plénitude, et d'améliorer l'expression verbale et l'enchaînement d'arguments qui le rendront dynamique et persuasif et qui feront de lui un conquérant des esprits et des volontés. Reste une autre mauvaise habitude italienne à éliminer et à dépasser : chez nous, qui admire Wagner méprise Verdi, qui loue Carducci, dénigre De Sanctis,

\* Jeu de mots sur fegatello, petite saucisse de foie que l'on sert souvent accompagnée d'une sauce parfumée au laurier. Employé au figuré le mot fegatello désigne une personne qui se fait facilement duper (N.d.T.).

qui lit Mazzini toise avec une pitié dédaigneuse le lecteur de Marx... on dirait que les Italiens ont toujours besoin d'un pape infaillible qui conduise leurs consciences vers la vérité et vers l'action victorieuse... Ils ne conçoivent pas l'effort de masse, modeste et persévérant, qui a besoin de toutes les énergies, qui est un tout où chaque énergie isolée puise courage, réconfort, et une profonde et intime satisfaction. Gramsci ne veut être ni andouillette, ni pape : il est trop jeune pour se contenter du rôle décoratif et charlatanesque de pape, et il ne veut décidément pas être une andouillette!

Sans signature,  
*L'Ordine Nuovo*, 1, 17, 6 septembre 1919.

AUX DÉLÉGUÉS D'ATELIERS  
DE L'USINE FIAT-CENTRE  
ET DE L'USINE BREVETTI-FIAT

Camarades,

La nouvelle forme prise dans votre usine par le comité d'entreprise, avec la nomination de délégués d'ateliers (1) ainsi que les discussions qui ont précédé et accompagnent cette transformation, ne sont pas passées inaperçues dans le monde ouvrier ni dans le monde patronal turinois. Dans l'un des camps, les ouvriers d'autres établissements de la ville et de la province s'appliquent à vous imiter, dans l'autre, les propriétaires et leurs agents directs, les dirigeants des grandes entreprises industrielles, observent ce mouvement avec un intérêt croissant, et ils se demandent, et ils vous demandent, quel peut être son but, quel est le programme que la classe ouvrière turinoise se propose de réaliser.

Nous savons que notre journal n'a pas peu contribué à provoquer ce mouvement. Dans ses colonnes, non seulement la question a été examinée d'un point de vue théorique et général, mais encore les résultats des expériences des autres pays ont été rassemblés et exposés, afin de fournir des éléments à l'étude des applications pratiques. Nous savons cependant que si notre oeuvre a eu une valeur,

*Aux délégués d'ateliers*      269

c'est dans la mesure où elle a répondu à un besoin, où elle a favorisé la concrétisation d'une aspiration latente dans la conscience des masses laborieuses. C'est pourquoi nous sommes

parvenus si rapidement à un accord, c'est pourquoi nous avons pu passer avec autant d'assurance de la discussion à la réalisation.

Le besoin et les aspirations qui sont à la source de ce mouvement rénovateur de l'organisation ouvrière que vous avez entamé, se trouvent inscrits, nous le croyons, dans les faits eux-mêmes, ils sont une conséquence directe du point qu'a atteint, dans son développement, l'organisme social basé sur l'appropriation privée des moyens d'échange et de production. De nos jours, l'ouvrier d'usine et le paysan des campagnes, aussi bien le mineur anglais que le *moujik* russe, pressentent de façon plus ou moins sûre, éprouvent de façon plus ou moins directe cette vérité que les théoriciens avaient prévue, et dont ils commencent à acquérir une certitude toujours plus grande lorsqu'ils observent les événements de cette période de l'humanité : nous en sommes arrivés au point où la classe laborieuse, si elle ne veut manquer au devoir de réorganisation qui est inscrit dans sa destinée historique et dans sa volonté, doit commencer à s'organiser de façon positive et adaptée au but à atteindre.

Et s'il est vrai que la société nouvelle sera basée sur le travail et sur la coordination des énergies des producteurs, les lieux où l'on travaille, ceux où les producteurs vivent et œuvrent en commun, seront demain les centres de l'organisme social, et devront remplacer les rouages directeurs de la société d'aujourd'hui. Aux premiers temps de la lutte ouvrière, l'organisation par corps de métiers était celle qui se prêtait le mieux aux objectifs défensifs, aux nécessités des luttes pour l'amélioration économique et pour l'établissement immédiat d'une discipline; aujourd'hui, alors que les objectifs de la réorganisation commencent à se dessiner et à prendre chaque jour une plus grande consistance entre les mains des ouvriers, il faut que soit créée, à côté de cette première organisation, une organisation usine par usine, qui sera la véritable école des capacités réorganisatrices des travailleurs.

La masse ouvrière doit se préparer effectivement afin d'acquérir une complète maîtrise de soi, et le premier pas à franchir dans cette voie consiste à être plus solidement disciplinée à l'intérieur de l'usine, à l'être de façon autonome, spontanée et libre. Et l'on ne peut, certes, nier que

la discipline qui sera instaurée par le nouveau système conduira à une amélioration de la production, mais ceci n'est pas autre chose que la confirmation de cette thèse du socialisme qui affirme que plus les forces humaines productives, en s'émancipant de l'esclavage auquel le capitalisme voudrait les condamner pour toujours, prennent conscience d'elles-mêmes, se libèrent, et s'organisent librement, plus les modalités de leur utilisation tendent à s'améliorer : l'homme travaillera toujours mieux que l'esclave. A ceux qui objectent que, par ce biais on en vient à collaborer avec nos adversaires, avec les propriétaires des entreprises, nous répondons que c'est là, au contraire, le seul moyen de leur faire sentir de façon concrète que la fin de leur domination est proche, parce que la classe ouvrière conçoit désormais la possibilité de *se débrouiller* seule, et de se bien débrouiller, et qu'elle acquiert même la certitude, de jour en jour plus claire, qu'elle est seule capable de sauver le monde entier de la ruine et de la désolation. C'est pourquoi toute action que vous entreprendrez, tout combat qui sera livré sous votre conduite sera éclairé par la lumière de ce but suprême qui est présent à vos esprits et anime vos intentions.

C'est ainsi que même les actions apparemment sans importance par lesquelles s'exercera le mandat qui vous sera conféré, prendront une très grande valeur. Élus par une Inasse ouvrière qui comprend encore de nombreux éléments inorganisés, votre premier soin sera certainement de les faire entrer dans les rangs de l'organisation, travail qui, du reste, sera rendu facile s'ils trouvent en vous quelqu'un de toujours prêt à les défendre, à les guider, à les intégrer à la vie de l'usine. Vous leur montrerez par l'exemple que la force de l'ouvrier est tout entière dans l'union et dans la solidarité avec ses camarades.

C'est à vous également qu'incombera la mission d'être vigilants afin que dans les ateliers soient respectées les règles de travail fixées par les fédérations professionnelles et ratifiées par les concordats, car dans ce domaine, une dérogation, même légère, aux principes établis, peut parfois constituer une atteinte grave aux droits et à la personnalité de l'ouvrier dont vous serez les défenseurs et les gardiens rigoureux et fidèles. Et comme vous vivrez vous-mêmes continuellement parmi les ouvriers et au cœur du travail, vous serez en mesure de connaître les modifications qu'il faudra peu à peu apporter aux règlements, modifications qui seront imposées, tant par le progrès

*Aux délégués d'ateliers*      271

technique de la production, que par l'accroissement du degré de conscience et des capacités professionnelles des travailleurs eux-mêmes. De cette façon se constituera peu à peu une *coutume* d'usine, premier germe de la véritable et effective législation du travail, c'est-à-dire de cet ensemble de lois que les producteurs élaboreront, et qu'ils se donneront à eux-mêmes. Nous

sommes certains que l'importance de ce fait ne vous échappe pas, qu'il apparaît comme évident à l'esprit de tous les ouvriers qui, avec promptitude et enthousiasme, ont compris la valeur et le sens de l'œuvre que vous vous proposez d'entreprendre car c'est le commencement de l'intervention active des forces mêmes du travail dans le domaine technique et dans celui de la discipline.

Dans le domaine technique, vous pourrez tout d'abord accomplir un très utile travail d'information, en rassemblant des données et des éléments précieux tant pour les fédérations professionnelles que pour les administrations centrales de direction des nouvelles organisations d'usines. Vous veillerez en outre à ce que les ouvriers des divers ateliers acquièrent une capacité toujours accrue, et vous ferez disparaître les sentiments mesquins de jalousie professionnelle qui créent encore entre eux la division et la discorde. Vous les entraînerez ainsi pour le jour où, ne devant plus travailler pour un patron mais pour eux-mêmes, il leur sera nécessaire d'être unis et solidaires, afin d'accroître la force de la grande armée prolétarienne, dont ils sont les cellules premières. Pourquoi ne pourriez-vous pas arriver à ce que se créent, dans l'usine même, des ateliers spécialisés dans l'instruction, véritables écoles professionnelles, où chaque ouvrier pourrait, en échappant à l'abrutissement de la fatigue, ouvrir son esprit à la connaissance des divers procédés de production et se perfectionner?

Certainement, la discipline sera indispensable pour accomplir tout cela, mais la discipline que vous demanderez à la masse ouvrière sera bien différente de celle que le patron imposait et à laquelle il prétendait, fort de ce droit de propriété qui lui conférait sa position de privilégié. Vous serez forts d'un autre droit : celui du travail, qui, après avoir été pendant des siècles un instrument entre les mains de ceux qui l'exploitaient, veut aujourd'hui s'affranchir, veut se diriger lui-même. Votre pouvoir, opposé à celui des patrons et de leurs acolytes, représentera en face des forces du passé, les libres forces



de l'avenir, qui attendent leur heure et la préparent, en sachant qu'elle sera l'heure de la rédemption de tous les esclavages.

Et c'est ainsi que les organismes centraux qui seront créés pour chaque groupe d'ateliers, pour chaque groupe d'usines, pour chaque ville, pour chaque région, et qui aboutiront au Conseil ouvrier national suprême, poursuivront, élargiront, intensifieront l'œuvre de contrôle, de préparation et d'organisation de la classe tout entière avec, comme objectif, la prise du pouvoir et la conquête du gouvernement.

Le chemin ne sera ni court, ni facile, nous le savons beaucoup de difficultés surgiront et vous seront opposées, et pour en triompher, il vous faudra faire usage de grande habileté, il faudra peut-être parfois faire appel à l'intervention de la force de classe organisée, il faudra toujours être animés et poussés à l'action par une grande foi. Mais ce qui est le plus important, camarades, c'est que les ouvriers guidés par vous et par ceux qui suivront votre exemple, acquièrent la conviction profonde qu'ils marchent désormais, certains du but à atteindre, sur la grande route de l'avenir.

Signé « L'Ordine Nuovo », *L'Ordine Nuovo*, 1, 18, 13 septembre 1919.

## L'UNITÉ NATIONALE

La bourgeoisie italienne est née et s'est développée en proclamant le principe de l'unité nationale et en la réalisant. Puisque l'unité nationale a représenté dans l'histoire italienne, comme dans l'histoire des autres pays, une forme d'organisation techniquement perfectionnée de l'appareil marchand de production et d'échanges, on peut dire que la bourgeoisie italienne a été l'instrument. historique d'un progrès général de la société humaine.

Aujourd'hui, sous la poussée des conflits profonds et incurables que la guerre a fait naître au sein du bloc compact qu'elle formait, la bourgeoisie tend à désagrèger la

*L'unité nationale* 273

nation, à saboter et à détruire l'appareil économique si patiemment construit.

Gabriele D'Annunzio, valet congédié de la maçonnerie franco-anglaise, se rebelle contre ses anciens tireurs de ficelles, il grapple çà et là les éléments d'une bande de mercenaires, il occupe Fiume, s'en déclare le « maître absolu » et constitue un gouvernement provisoire (1). Le geste de D'Annunzio avait au départ une valeur purement littéraire : D'Annunzio préparait, en le vivant,

un futur poème épique ou un futur roman de psychologie sexuelle, ou un futur recueil des « Bulletins de guerre du commandant Gabriele D'Annunzio ».

Rien d'extraordinaire ni de monstrueux dans l'aventure littéraire de Gabriele D'Annunzio : il peut arriver qu'on trouve au sein d'une classe politiquement et spirituellement saine des individus qui sont atteints de folie politique parce qu'ils sont inadaptés et échappent à toute réalité économique concrète.

Mais le colonel D'Annunzio suscite des disciples, il obtient qu'une partie de la classe bourgeoise s'organise en axant son activité sur le coup d'éclat de Fiume. On oppose le gouvernement de Fiume au gouvernement central, on oppose la discipline des armes, telle qu'elle est au pouvoir dans le gouvernement de Fiume, à la discipline des lois qui est celle de Rome.

L'attitude littéraire devient un phénomène social. Comme cela s'est fait en Russie pour les gouvernements d'Omsk, d'Ekaterinodar, d'Arkhangelsk, etc., le gouvernement de Fiume est considéré en Italie comme la base d'une réorganisation de l'État, comme l'énergie saine, représentative du « vrai » peuple, de la « vraie » volonté, des « véritables » intérêts et qui chassera les usurpateurs de la capitale. D'Annunzio est à Nitti ce qu'était Kornilov à Kerenski, son geste littéraire a déchaîné en Italie la guerre civile.

La guerre civile a été déchaînée précisément par cette classe bourgeoise qui, en paroles, la condamne tant. C'est que la guerre civile signifie justement un choc entre les deux pouvoirs qui se disputent à main armée le gouvernement de l'État, et ce choc ne se produit pas en rase campagne, entre deux armées bien distinctes, déployées selon les règles établies, il se produit au sein même de la société, sous la forme d'affrontements entre groupes de fortune, sous la forme d'une multiplicité d'escarmouches armées au milieu desquelles la grande masse des citoyens

ne parvient pas à s'orienter, qui réduisent à néant la sécurité des individus et des biens, et la remplacent par la terreur, le désordre, l' « anarchie ». En Italie comme partout ailleurs, comme en Russie, comme en Bavière, comme en Hongrie, c'est la classe bourgeoise qui a déchaîné la guerre civile, c'est elle qui plonge la nation dans la terreur, dans le désordre, dans l' « anarchie ». La Révolution communiste, la dictature du prolétariat, ont été en Russie, en Bavière, en Hongrie, ce qu'elles seront en Italie : la suprême tentative des énergies saines du pays pour arrêter la décomposition, pour restaurer la discipline et l'ordre, pour empêcher que la société ne s'enfonce dans la barbarie bestiale qu'entraîne la disette provoquée par l'arrêt du travail productif pendant la période de terrorisme bourgeois.

Puisque les choses sont ce qu'elles sont, puisque le geste littéraire a déclenché la guerre civile, puisque l'aventure de D'Annunzio a révélé une crise de conscience générale et profonde et lui à donné une forme politique, nous en déduisons que la bourgeoisie est morte en tant que classe, que le ciment qui assurait sa cohésion a été rongé et détruit par le triomphe des puissants antagonismes de castes, de groupes, de milieux, de régions; et nous en tirons la conclusion que l'État parlementaire n'est plus capable de donner une forme concrète à la réalité objective de la vie économique et sociale de l'Italie.

Et l'unité nationale, dont cette forme concrète était l'expression, craque sinistrement. Qui donc s'étonnerait en lisant demain la nouvelle qu'à Cagliari, à Sassari, à Messine, à Cosenza, à Tarente, à Aoste, à Venise ou à Ancône un général, un colonel, voire un simple lieutenant des *arditi* (1), a réussi à fomenter une mutinerie dans des divisions de l'armée, a déclaré adhérer au gouvernement de Fiume et a décrété que les citoyens placés sous sa juridiction ne doivent plus payer d'impôts au gouvernement de Rome?

Aujourd'hui l'État central, le gouvernement de Rome, représente les dettes de guerre, il représente l'asservissement à la finance internationale, il représente un passif de cent milliards. Le voici, l'acide qui ronge l'unité nationale et la cohésion de la classe bourgeoise! la voici la raison secrète qui fait comprendre pourquoi tout acte d'indiscipline « bourgeoise », d'indiscipline qui respecte le cadre de la propriété privée, tout acte d'insurrection « réactionnaire » contre le gouvernement central, trouve des adhé

#### *L'unité nationale* 275

sions, des sympathies, des journaux, pour le défendre, de l'argent! Si un lieutenant des *arditi* fonde à Cagliari, à Messine, à Tarente, à Aoste, à Ancône, ou à Udine un gouvernement qui s'oppose au gouvernement central, il devient aussitôt le pivot autour duquel s'organisent toutes les défiances, tous les égoïsmes des couches possédantes du lieu, il trouve des sympathies, des

adhésions, des fonds, parce que les propriétaires détestent l'État central et voudraient être exonérés des impôts que l'État central sera contraint d'exiger pour faire front aux dépenses de guerre.

Les gouvernements locaux qui ont fait dissidence à l'occasion du problème de Fiume deviendront les organismes de ces antagonismes irréductibles; ils tendront à se maintenir, à donner naissance à des États permanents, comme cela s'est produit dans l'ex-empire russe et dans la monarchie austro-hongroise. Les propriétaires de Sardaigne, de Sicile, du Val d'Aoste, du Frioul et d'ailleurs démontreront que les peuples sarde, sicilien, valdotain, frioulain, et les autres, ne sont pas italiens, qu'il y a beau temps qu'ils aspiraient à l'indépendance, que l'œuvre d'italianisation que le gouvernement de Rome a menée, à coups d'enseignement obligatoire de la langue italienne a échoué; et ils enverront mémorandum sur mémorandum à Wilson, à Clemenceau, à Lloyd George... et ils ne payeront pas leurs impôts.

La nation italienne a été réduite en cet état par la classe bourgeoise qui, dans toutes ses activités ne tend qu'à accumuler le profit. Psychologiquement, l'Italie se trouve dans les mêmes conditions qu'avant 1859, mais aujourd'hui, ce n'est plus la classe bourgeoise qui a des intérêts politiques ou économiques unitaires. Historiquement, la classe bourgeoise italienne est déjà morte, écrasée par un passif de cent milliards, rongée par les acides corrosifs de ses dissensions internes, de ses antagonismes incurables. Aujourd'hui la classe nationale, c'est le prolétariat, c'est la multitude des ouvriers et des paysans, ce sont les travailleurs italiens, qui ne peuvent permettre que l'on désagrège la nation, parce que l'unité de l'État est la forme que prend l'organisme de production et d'échange qui a été bâti par le travail italien, parce que l'unité de l'État est le patrimoine de richesse sociale que les prolétaires veulent pouvoir apporter au sein de l'Internationale communiste. Seul l'État prolétarien, par la dictature du prolétariat, peut arrêter aujourd'hui le processus de décomposition

de l'unité nationale, car il est le seul pouvoir effectif qui soit capable, en leur imposant de travailler s'ils veulent manger, de contraindre les bourgeois factieux à ne pas troubler l'ordre public.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 1, 20, 4 octobre 1919.

## CHRONIQUE

(11 OCTOBRE 1919)

Georges Sorel affirme, dans le *Resto del Carlino* du 5 octobre, que «la législation bolchevique nous offre une version pragmatique du communisme; elle a installé des conseils de contrôle dans les usines, nommés par des ouvriers. Que ces derniers, plutôt que de demander à Kautsky et à ses émules le plan de la cité future, accomplissent leur éducation industrielle par la conquête de pouvoirs plus étendus dans les usines, et ils feront œuvre de communistes! L'expérience qui se réalise aux usines Fiat a davantage d'importance que tous les articles publiés sous les auspices de la *Neue Zeit* (la revue du marxisme doctrinaire allemand)». Ce jugement de Sorel va dans le même sens que celui de Lénine qui souligne l'importance des Conseils de commissaires d'ateliers et ajoute que les théoriciens de la Ille Internationale se sont bornés à jeter sur le papier ce qui était déjà un fait acquis dans la conscience des masses. En somme, ces jugements sont pour nous la reconnaissance de la maturité du prolétariat turinois qui s'est engagé dans cette voie.

Il est bon cependant de s'entendre sur la valeur que nous accordons aux paroles de Sorel. En effet, ne vous semble-t-il pas entendre déjà murmurer, si ce n'est proclamer, que par goût du succès, nous allons jusqu'à nous faire syndicalistes? Nous n'avons pas eu, jusqu'à présent, l'occasion de parler à loisir de Sorel et de son œuvre. Il est certain que, dans cette dernière, nous sommes bien loin de tout accepter. Nous n'acceptons pas la théorie syndicaliste telle qu'ont voulu la présenter élèves et praticiens, telle peut-être qu'elle n'était pas au départ dans l'esprit du maître, mais cependant telle qu'il a bien semblé l'approu

*Chronique (11 octobre 1919)* 277

ver par la suite. Nous n'éprouvons aucune sympathie pour ces habitudes débridées de vanité mentale qui se sont introduites chez nous sous l'étiquette de syndicalisme théorique. Mais, alors que ses disciples, ou du moins ceux qui se proclamaient tels, se desséchaient dans un lieu stérile de pyrotechnie intellectuelle ou bien, s'étant engagés dans la pratique de la politique et de

l'organisation, finissaient, sous couleur de pratiquer l'interventionnisme, par se noyer dans la boue de la démocratie et de la politique des blocs, Sorel était d'un tempérament trop finement critique pour se plier à des schématisations arbitraires et hâtives, et il était également animé d'un amour de la cause prolétarienne trop sincère pour perdre tout contact avec la vie du prolétariat et toute intelligence de son histoire. Chez lui, la rigueur et la précision du raisonnement et l'impétuosité polémique allaient, et vont toujours, de pair avec une intuition immédiate et limpide des besoins de la vie ouvrière et de ce qui, en elle, est fraîcheur et originalité. Dans ce qu'il a écrit de meilleur il montre qu'il a réuni en lui un peu des vertus de ses deux maîtres : l'âpre logique de Marx et la chaleureuse et plébéienne éloquence de Proudhon. Il ne s'est enfermé dans aucune formule, et, ayant conservé ce qui était vital et neuf dans sa doctrine, c'est-à-dire cette exigence hautement proclamée que le mouvement prolétarien s'exprime à travers ses formes propres et donne vie à ses propres institutions, il peut aujourd'hui suivre non seulement d'un oeil plein d'intelligence, mais aussi avec un esprit plein de compréhension, l'effort de réalisation entrepris par les ouvriers et les paysans russes, et il peut encore donner le nom de « camarades » aux socialistes d'Italie qui veulent suivre cet exemple.

Nous sentons bien que Georges Sorel est véritablement resté tel que Proudhon l'avait fait, c'est-à-dire un ami désintéressé du prolétariat (1). C'est pourquoi sa parole ne peut laisser indifférents les ouvriers turinois, ces ouvriers qui ont si bien compris que les institutions prolétariennes doivent être « créées de longue main, si l'on veut éviter que la prochaine révolution ne soit qu'une colossale duperie (2) ».

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 21, 11 octobre 1919.

## SYNDICATS ET CONSEILS

L'organisation prolétarienne qui se ramène, en tant qu'expression d'ensemble de la masse ouvrière et paysanne, aux organismes centraux de la Confédération du travail, est en train de traverser une crise de même nature que celle où se débat vainement l'État démocratique parlementaire. C'est une crise de pouvoir et une crise de souveraineté. La solution de l'une entraînera la solution de l'autre, car en résolvant le problème de la volonté de puissance dans le cadre de leur organisation de classe, les travailleurs parviendront à créer l'armature organique de leur État, et l'opposeront victorieusement à l'État parlementaire.

Les ouvriers sentent que l'ensemble de « leur » organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et dans son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer, de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution. Ils sentent que, même chez eux, dans la maison qu'ils ont bâtie, tenacement, à coups d'efforts patients, en la cimentant de leur sang et de leurs larmes, la machine écrase l'homme, le bureaucratisme stérilise l'esprit créateur et que l'amateurisme plat et verbeux tente vainement de masquer une absence de doctrine précise sur les nécessités de la production industrielle et une absence totale de compréhension de la psychologie des masses prolétariennes. Les ouvriers s'irritent de cet état de choses, mais, individuellement, ils ne peuvent rien pour le modifier; la parole et la volonté des individus isolés sont une trop petite chose face aux lois inflexibles inhérentes à la structure du fonctionnement de l'appareil syndical.

Les *leaders* de l'organisation ne réalisent pas l'ampleur et la profondeur de cette crise. Plus il apparaît clairement que la classe ouvrière n'est pas organisée selon des formes adaptées à sa véritable structure historique, plus il apparaît que la classe ouvrière n'est pas insérée dans un cadre qui

*Syndicats et Conseils* 279

ne cesse de s'adapter aux lois qui gouvernent l'intime processus du développement historique réel de la classe ouvrière, et plus ces *leaders* s'obstinent dans leur aveuglement et s'efforcent de trouver « par des voies juridiques » des solutions de compromis aux dissensions et aux conflits. Comme ce sont des esprits éminemment bureaucratiques, ils croient que l'on peut venir à bout d'une condition objective enracinée dans la psychologie telle qu'elle se forme à travers les expériences vécues à l'usine, avec un discours qui soulève l'émotion, ou une motion votée à

l'unanimité par une assemblée abrutie de chahut et d'effets oratoires. Aujourd'hui, ils s'efforcent de « se mettre à la hauteur des circonstances », et, afin de prouver qu'ils sont également capables de « méditer vigoureusement », ils remettent à flot les vieilles idéologies syndicalistes, en insistant laborieusement pour établir des rapports d'identité entre soviétique et syndicat, en insistant laborieusement pour affirmer que le système actuel d'organisation syndicale constitue déjà l'armature de la société communiste, qu'il constitue le système de forces dans lequel s'incarnera la dictature prolétarienne.

Le syndicat, sous la forme où il existe actuellement dans les pays d'Europe occidentale, est un type d'organisation, non seulement essentiellement différent du soviétique, mais aussi notablement différent du syndicat, tel qu'il est en train de se développer de jour en jour dans la République communiste russe.

Les syndicats professionnels, les Bourses du travail, les Fédérations de l'industrie, la Confédération générale du travail, représentent le type d'organisation prolétarienne spécifique de la période de l'histoire dominée par le capital. En un certain sens, on peut soutenir que de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste et sont une fonction inhérente au régime de la propriété privée. Dans la période actuelle, où les individus n'ont de valeur que dans la mesure où ils sont propriétaires de marchandises et font commerce de leur propriété, les ouvriers ont dû, eux aussi, se plier à la loi de fer de la nécessité générale, et ils sont devenus vendeurs de leur unique propriété : leur force de travail et leur intelligence professionnelle. Plus exposés aux risques de la concurrence, les ouvriers ont accumulé leur propriété dans des « firmes » toujours plus vastes et, en employant un personnel toujours plus nombreux, ils ont créé cet énorme appareil de concentration de chair à effort, ils



ont imposé des prix et des horaires, et ils ont discipliné le marché. Ils ont engagé à l'extérieur ou ont tiré de leurs rangs un personnel administratif de confiance, versé dans ce genre de spéculations, en mesure de dominer les conditions du marché, capable de stipuler des contrats, évaluer des aléas commerciaux, de lancer des opérations économiquement rentables. La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société : il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien. Il n'offre aucune possibilité de choisir des individualités prolétariennes capables de diriger la société et dignes de le faire. Les hiérarchies en mesure d'incarner l'élan vital, le rythme de progrès de la société communiste, ne peuvent venir de lui.

La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont les esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation. Puisque dans le Conseil toutes les branches du travail sont représentées, proportionnellement à la contribution que chaque corps de métier et chaque branche du travail apporte à l'élaboration de l'objet que l'usine produit pour la collectivité, c'est là une institution de classe, c'est une institution à valeur sociale. Sa raison d'être est dans le travail, elle est dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire, qu'il s'agit précisément de dépasser.

C'est pourquoi le Conseil réalise l'unité de la classe laborieuse, il donne aux masses une cohésion et une forme qui sont de même nature que la cohésion et la forme que prend la masse dans l'organisation générale de la société.

Le Conseil d'usine est le modèle de l'État prolétarien (1). Tous les problèmes inhérents à l'organisation de l'État prolétarien sont inhérents à l'organisation du Conseil. Dans l'un comme dans l'autre, la notion de citoyen perd de sa valeur et est remplacée par la notion de camarade, la collaboration pour produire bien et utilement, développe la solidarité, multiplie les liens d'affection et de fraternité. Chacun est indispensable, chacun est à son poste et cha

### *Syndicats et Conseils*      281

cun a une fonction et un poste. Jusqu'au plus ignorant et au plus arriéré des ouvriers, jusqu'au plus vaniteux et au plus « dandy » des ingénieurs, tous finissent par se convaincre de cette vérité à travers l'expérience de l'organisation d'usine : tous finissent par acquérir assez de conscience communiste pour mesurer quel grand pas en avant représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste. Le Conseil est l'organisme le mieux adapté à l'éducation réciproque et au

développement du nouvel état d'esprit social que le prolétariat soit parvenu à tirer de l'expérience vivante et féconde de la communauté de travail. La solidarité ouvrière qui se développait, au sein du syndicat, dans la lutte contre le capitalisme, dans la souffrance et dans le sacrifice, est, au sein du Conseil, une valeur positive, permanente; elle entre jusque dans le moindre instant de la production industrielle, on la trouve dans la joie que l'on éprouve à être conscients de constituer un tout organique, un système homogène et compact qui, en travaillant utilement, et en produisant de façon désintéressée la richesse sociale, affirme sa souveraineté, réalise son pouvoir et sa liberté, créatrice d'histoire.

L'existence d'une organisation qui encadre la classe laborieuse dans son homogénéité de classe productrice et rend possible une floraison libre et spontanée de hiérarchies et d'individualités dignes et capables, aura des échos, importants et déterminants dans la façon dont se constitueront les syndicats et dans l'esprit qui animera leur activité.

Le Conseil d'usine se fonde lui aussi sur le corps de métier. Dans chaque atelier, les ouvriers se divisent en équipes, et chaque équipe est une unité de travail (de métier); le Conseil est précisément constitué des commissaires que les ouvriers élisent par métier (par équipe) dans chaque atelier. Mais alors que le syndicat s'appuie sur l'individu, le Conseil s'appuie sur l'unité organique et concrète du métier, unité qui se réalise en disciplinant le processus industriel. L'équipe (de métier) sent qu'elle se différencie dans le corps homogène de la classe, mais dans le même temps, elle se sent impliquée dans le système de discipline et d'ordre qui rend possible, par son fonctionnement méthodique et précis, le développement de la production. Du point de vue économique et politique, le métier est une partie parfaitement indifférenciée et parfaitement solidaire du corps de la classe, mais il s'en différencie du

point de vue technique et du point de vue du développement de l'instrument particulier dont il se sert au travail. De la même façon, toutes les industries sont homogènes et solidaires pour essayer d'atteindre la perfection dans la production, dans la distribution et dans l'accumulation sociale de la richesse, mais pour tout ce qui touche à l'organisation technique de son activité spécifique, chaque industrie a des intérêts distincts.

L'existence du Conseil donne aux ouvriers une responsabilité directe dans la production; elle les pousse à améliorer leur travail, elle instaure une discipline consciente et volontaire, elle leur donne une mentalité de producteur, de créateur d'histoire. Les ouvriers apportent au syndicat cette conscience nouvelle et, parti de la simple activité de lutte de classe, le syndicat se consacre à la tâche fondamentale d'imprimer à la vie économique et à la technique du travail un nouvel aspect; il se consacre à élaborer la forme de vie économique et de technique professionnelle qui est propre à la civilisation communiste. Dans ce sens, les syndicats, qui sont constitués des ouvriers les meilleurs et les plus conscients, réalisent le moment suprême de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat : ils créent les conditions objectives dans lesquelles les classes sont dans l'impossibilité de continuer à exister et ne peuvent renaître.

Voilà ce que font en Russie les syndicats d'industrie. Ils sont devenus les organismes dans lesquels toutes les entreprises isolées d'une industrie donnée s'amalgament, se lient, s'articulent, formant une grande unité industrielle. Les concurrences gaspilleuses sont éliminées, les grands services administratifs de fourniture, de distribution et de stockage sont unifiés en de grandes centrales. Les systèmes de travail, les secrets de fabrication, les nouvelles applications, sont immédiatement mis en commun dans tout l'ensemble de l'industrie. La multiplicité des fonctions bureaucratiques et disciplinaires, inhérentes aux rapports de propriété privée et à l'entreprise individuelle, est réduite aux simples exigences industrielles. L'application des principes syndicaux à l'industrie textile a permis en Russie une réduction de la bureaucratie, passée de 100 000 employés à 3 500.

L'organisation sur la base de l'usine donne à la classe (à l'ensemble de la classe) une unité homogène et cohérente qui adhère avec souplesse au processus industriel de production et le domine pour s'en rendre définitivement

### *Syndicalisme et Conseils 283*

maître. C'est donc dans l'organisation sur la base de l'usine que s'incarne la dictature du prolétariat, l'État communiste qui supprime la domination de classe dans ses superstructures politiques et dans ses rouages généraux.

Les syndicats professionnels et les syndicats d'industrie sont les solides vertèbres du grand corps prolétarien. Ils élaborent les expériences individuelles et locales et ils les thésaurisent, réalisant ainsi cette unification nationale des conditions de travail et de production sur laquelle se base concrètement l'égalité communiste.

Mais pour qu'il soit possible de donner aux syndicats cette orientation aussi positive du point de vue de classe que du point de vue communiste, il est nécessaire que les ouvriers apportent toute leur volonté et toute leur foi à la consolidation et à la généralisation des Conseils, à l'unification organique de la classe laborieuse. Sur cette base homogène et solide, fleuriront et se développeront toutes les structures supérieures de la dictature et de l'économie communiste.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 21, 11 octobre 1919.

### SYNDICALISME ET CONSEILS (1)

Sommes-nous des syndicalistes? Parti de Turin, le mouvement des délégués d'ateliers n'est-il pas autre chose que la énième incarnation régionale de la théorie syndicaliste? N'est-il vraiment que le petit tourbillon avant-coureur des dévastations du cyclone syndicaliste de fabrication indigène; de ce conglomérat fait de démagogie, de verbalisme emphatique pseudo-révolutionnaire, d'esprit d'indiscipline et d'irresponsabilité, d'agitation maniaque de quelques individus à l'intelligence limitée, pauvres d'esprit et forts en gueule, qui, jusqu'à présent, ne sont parvenus qu'à faire occasionnellement des ravages dans la volonté des masses; de ce conglomérat qui, dans les annales du mouvement ouvrier portera pour étiquette syndicalisme italien ?

La théorie syndicaliste a complètement échoué à l'épreuve concrète des révolutions prolétariennes. Les syn

dicats ont fait la preuve de leur incapacité organique à incarner la dictature du prolétariat. Le développement normal du syndicat est caractérisé par une décadence continue de l'esprit révolutionnaire des masses : quand la force matérielle augmente, l'esprit de conquête s'affaiblit, ou disparaît complètement, l'élan vital s'épuise, l'intransigeance héroïque fait place à l'opportunisme, à la pratique de la politique du « beurre sur le pain ». L'accroissement quantitatif détermine un appauvrissement qualitatif et une confortable installation à l'intérieur des structures sociales capitalistes; elle détermine l'apparition d'une mentalité ouvrière pouilleuse, étroite, digne de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Et pourtant, c'est un devoir élémentaire du syndicat que de recruter la totalité de la masse, d'intégrer dans ses cadres tous les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Le moyen n'est donc pas adapté à la fin, et puisque tout moyen n'est qu'un moment de la fin en train de se réaliser, de s'accomplir, il faut bien en conclure que le syndicalisme n'est pas un moyen d'arriver à la révolution, qu'il n'est pas un moment de la Révolution prolétarienne, que ce n'est pas la révolution en train de se réaliser, de s'accomplir : le syndicalisme n'est révolutionnaire que dans la mesure où il existe une possibilité grammaticale d'accoupler les deux expressions.

Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste. Il organise les ouvriers, non en tant que producteurs, mais en tant que salariés, c'est-à-dire en tant que créatures du régime capitaliste de propriété privée; en tant que vendeurs de la marchandise-travail. Le syndicalisme unit les ouvriers en fonction de l'outil du travail ou de la matière à transformer, ce qui revient à dire que le syndicalisme unit les ouvriers selon les formes qu'impose le régime capitaliste, le régime de l'individualisme économique. Le fait de se servir d'un outil de travail plutôt que d'un autre, de modifier une matière première donnée plutôt qu'une autre, révèle des différences d'aptitudes et de capacité à l'effort et au gain; l'ouvrier se fige dans sa propre capacité et sa propre aptitude et il les conçoit non comme un moment de la production, mais comme un simple moyen de gagner sa vie.

Le syndicat professionnel ou le syndicat d'industrie, en l'unissant à ses camarades du même métier ou de la

#### *Syndicalisme et Conseils 285*

même industrie, avec ceux qui, dans le travail, se servent du même outil ou transforment la même matière que lui, contribue à renforcer une telle mentalité, il contribue à le rendre toujours davantage incapable de se concevoir comme un producteur, et l'amène à se considérer comme une « marchandise », offerte sur un marché national et international où s'établit, par le jeu de la concurrence, son propre prix et sa propre valeur.

L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivante en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manoeuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique. L'ouvrier peut se concevoir comme étant lui-même producteur si, après s'être inséré psychologiquement dans le processus particulier de production d'une usine déterminée (comme, par exemple, à Turin, celui d'une usine de construction automobile) et après s'être pensé lui-même en tant que moment nécessaire et indispensable de l'activité d'un ensemble social qui produit des automobiles, il franchit une nouvelle étape et devient conscient de l'ensemble de l'activité turinoise de l'industrie automobile, et il conçoit alors Turin comme une unité de production caractérisée par l'automobile, et il réalise qu'une grande partie de l'activité laborieuse turinoise n'existe que parce qu'existe et se développe l'industrie de l'automobile, et que, par conséquent, les travailleurs de ces multiples activités générales sont, eux aussi, des producteurs de l'industrie de l'automobile, parce qu'ils sont les créateurs des conditions nécessaires et suffisantes pour que cette industrie existe. A partir de cette cellule : l'usine, considérée comme une unité, comme l'acte créateur d'un produit déterminé, l'ouvrier s'élève à la compréhension d'unités toujours plus vastes, jusqu'à la nation, qui est dans son ensemble un gigantesque appareil de production caractérisé par ses exportations, par la somme de richesses qu'elle échange contre une somme de richesses équivalentes, confluant de tous les coins du monde, venant de tous ces autres gigantesques appareils de production dans lesquels se divise le monde. Alors l'ouvrier est vraiment un producteur, parce qu'il a pris conscience de sa fonction dans le processus productif, à tous ses degrés, depuis l'usine jusqu'à la nation, puis au monde; alors, il sent ce qu'est la classe, et il devient com

muniste, parce que, pour lui, la propriété privée n'est pas une fonction de la productivité; et il devient révolutionnaire parce qu'il conçoit le capitaliste, le propriétaire privé, comme un poids mort, comme un obstacle, qu'il faut éliminer. Alors, vraiment, il conçoit « l'État », il conçoit ce qu'est une organisation complexe de la société, parce qu'elle se ramène à la forme d'un gigantesque appareil de production qui, avec tous ses rapports, avec toutes les fonctions nouvelles et supérieures qu'exige sa terrible grandeur, reflète la vie de l'usine, et représente l'ensemble, harmonisé et hiérarchisé, des conditions nécessaires pour que son industrie, pour que son usine, pour que sa personnalité de producteur vivent et se développent.

La pratique italienne du syndicalisme pseudo-révolutionnaire est repoussée par le mouvement turinois des Délégués d'ateliers, tout autant que la pratique du syndicalisme réformiste; elle est même repoussée au second degré, puisque le syndicalisme réformiste est un dépassement du syndicalisme pseudo-révolutionnaire. En effet, si le syndicat n'est capable que de donner aux ouvriers le « pain et le beurre », si le syndicat ne peut, dans un régime bourgeois, qu'assurer un marché stable des salaires et éliminer quelques-uns des aléas les plus menaçants pour l'intégrité physique et morale de l'ouvrier, il est évident que la pratique réformiste a mieux réussi que la pratique pseudo-révolutionnaire à obtenir de tels résultats. Si l'on demande à un outil davantage que ce qu'il peut fournir, si l'on fait croire qu'un outil peut fournir davantage que ce que lui permet sa nature, on ne cesse de commettre des bévues, on exerce une action purement démagogique. Les syndicalistes pseudo-révolutionnaires d'Italie en arrivent souvent à discuter sur l'opportunité de faire du syndicat (par exemple du syndicat des cheminots) un cercle fermé, ne comptant que des « révolutionnaires », que la minorité audacieuse qui entraîne les masses froides et indifférentes; c'est-à-dire qu'ils en arrivent à renier le principe élémentaire du syndicalisme qui est d'organiser l'ensemble de la masse. S'ils en arrivent là, c'est qu'ils pressentent confusément, au plus profond d'eux-mêmes, l'inanité de « leur » propagande, l'incapacité du syndicat à donner une forme concrètement révolutionnaire à la conscience de l'ouvrier. C'est qu'ils ne se sont jamais posé avec clarté et précision le problème de la révolution prolétarienne; c'est que ces fervents défenseurs de la théorie des « producteurs » n'ont

### *Syndicalisme et Conseils 287*

jamais eu une conscience de producteurs : ce sont des démagogues et non des révolutionnaires, ce sont des agitateurs qui se contentent d'émouvoir avec le faux brillant de leurs discours et non des éducateurs, qui forment les consciences.

Le mouvement des délégués ne serait-il né, et ne se développerait-il donc que pour remplacer Buozzi ou D'Aragona par Borghi (1) ? Le mouvement des délégués est le refus de toutes les formes d'individualisme ou de mise en avant des personnalités. C'est le commencement d'un

grand processus historique dans lequel la masse laborieuse prend conscience de son indivisible unité, basée sur la production, basée sur l'acte concret du travail, et donne à cette conscience une forme organique en se créant une hiérarchie, en tirant cette hiérarchie du plus profond d'elle-même, afin qu'elle incarne sa volonté consciente, tendue vers un objectif précis, vers un vaste processus historique qui, malgré les erreurs que les individus pourront commettre, malgré les crises que les contingences nationales ou internationales risquent de déterminer, atteindra irrésistiblement son sommet avec l'instauration de la dictature du prolétariat, avec l'Internationale communiste.

La théorie syndicaliste n'a jamais formulé une telle conception du producteur et du processus de développement historique de la société des producteurs; elle n'a jamais montré qu'il conviendrait de donner cette direction et ce sens à l'organisation des travailleurs. Elle a tiré une théorie d'une forme particulière d'organisation, qui est le syndicat professionnel et le syndicat d'industrie, et si elle a construit sur une réalité, c'est sur une réalité modelée par le régime capitaliste de la libre concurrence, de la propriété privée de la force-travail; elle n'a donc construit qu'une utopie, un grand château d'abstractions.

La conception du système des Conseils, fondé sur la puissance de la masse laborieuse organisée par lieu de travail, par unité de production, a sa source dans les expériences historiques concrètes du prolétariat russe, elle est le résultat de l'effort théorique des camarades communistes russes qui ne sont pas des syndicalistes révolutionnaires, mais bien des socialistes révolutionnaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 1, 25, 8 novembre 1919.



## LUTTE ANTIBOURGEOISE (1)

Pourquoi la classe propriétaire lutte-t-elle avec autant d'acharnement et dépense-t-elle des dizaines de millions pour remporter la victoire aux élections? Pourquoi lancer tant de tracts, pourquoi noircir tant de colonnes de journaux, pourquoi soudoyer autant de sicares contre le Parti socialiste, contre le parti de la classe ouvrière?

La classe propriétaire est désormais convaincue que le mouvement prolétarien tend vraiment à la conquête du pouvoir social; elle est convaincue que les travailleurs, ouvriers et paysans, tendent vraiment à l'expropriation de la grande industrie et de la grande propriété foncière. Elle en est convaincue depuis que la classe ouvrière a démontré qu'elle était capable de s'organiser en État, avec ses méthodes et ses systèmes, qu'elle était capable de créer sa hiérarchie, expression de sa volonté et de ses fins historiques, capable de réorganiser l'appareil national de la production industrielle et agricole, en le transformant selon ses exigences de classe productrice. La classe propriétaire terrorisée se réfugie dans son dernier abri; dans son bastion le plus valide et le plus puissant : l'État parlementaire-bureaucratique, l'organisme central de sa force, l'organisme qui contrôle et dirige toute l'activité économique et spirituelle de la nation, qui réunit la direction de toutes les fabriques, de toutes les entreprises agricoles, en une seule et unique direction suprême de tout l'appareil national de production industrielle et agricole.

Posséder le gouvernement cela signifie, pour la classe propriétaire, être en mesure de saboter la révolution; cela veut dire pouvoir embrigader, avec les moyens énormes dont dispose l'État, des dizaines de centaines de milliers de gardes blancs; cela signifie avoir la possibilité de manœuvrer, face au flux révolutionnaire; cela signifie la possibilité d'arrêter d'un seul coup, au moment décisif, le mécanisme administratif qui règle la vie de la nation et en plongeant ainsi le pays dans le chaos et le tumulte, créer les conditions qui permettront à une minorité de

*Lulle antibourgeoise*      289

mercenaires bien armés et bien entretenus, d'avoir raison de la majorité qui voit se dresser devant elle le spectre de la famine. Mais on ne peut posséder le gouvernement qu'autant que sont réunies les conditions qui lui permettent de fonctionner, c'est-à-dire lorsque existe un Parlement susceptible de fournir au gouvernement une majorité stable et sûre. Et voilà pourquoi la classe propriétaire s'acharne tant en ce moment contre le parti socialiste; voilà pourquoi elle dépense des dizaines de millions et lance tant de sicares stipendiés contre les candidats du socialisme international, contre les candidats du parti de la classe ouvrière. Pour remporter les élections,

pour interdire à la classe propriétaire l'exercice du pouvoir social, il n'est pas nécessaire que le parti socialiste obtienne la moitié plus un des sièges parlementaires; il suffit que le Parti socialiste ait plus de cent députés parmi ses militants. La Chambre ne pourrait plus fonctionner comme base du gouvernement, comme base du pouvoir. Il y aurait crise sur crise, agitation sur agitation, les grandes masses seraient contraintes de sortir de leur apathie, de secouer leur veulerie, et d'entrer dans le système des forces révolutionnaires, pour collaborer avec le prolétariat d'avant-garde au renversement de la classe patronale et à la fondation organique de la société communiste.

Le Parlement est un organe de libre concurrence. En y gagnant la majorité absolue, la classe propriétaire donne l'illusion à la multitude informe des individus, que les intérêts des coffres-forts s'identifient aux intérêts de la majorité populaire. Puisque cette majorité bourgeoise est divisée en partis qui luttent entre eux pour apporter une solution plutôt qu'une autre aux problèmes inhérents au régime de la propriété privée, on donne l'illusion que ce dernier ne doit pas être remis en question, mais qu'il s'agit tout simplement de la forme extérieure de cette institution et de l'ensemble des rapports qui en forment la superstructure.

Envoyer au Parlement un bon noyau de militants socialistes cela veut dire mettre un terme à ces joutes de politicards. Les socialistes internationalistes détruiront cette illusion; ils contraindront les partis bourgeois à former un *trust* des défenseurs de la classe propriétaire et à en démasquer la dictature. Pour que la révolution soit intégrale, pour qu'elle ne tombe pas entre les mains de réformistes brouillons et opportunistes du type de Kerenski, il est nécessaire de gagner à la révolution les plus vastes couches

de la population, de ceux qui sont engourdis, de ceux qui croient encore possible de sortir de la terrible crise économique et morale dans laquelle la guerre a plongé la nation, par de petites modifications de forme, par un léger remaniement du parti au gouvernement. Ce travail d'éclaircissement ne peut être accompli que par une action parlementaire droite et intransigeante. Les militants socialistes, par leur nombre, doivent contraindre les partis bourgeois à s'unifier, ils doivent mettre un terme à la concurrence des partis. politiques dans la sphère gouvernementale et promouvoir dans cette sphère aussi la concurrence des classes, la lutte de classe pour le pouvoir social.

Les ouvriers et les paysans conscients du processus historique de la révolution, doivent se convaincre qu'il est nécessaire de lutter d'arrache-pied pour envoyer au Parlement le plus grand nombre possible de militants du Parti socialiste. Il ne s'agit pas de conquérir le Parlement comme forme stable du pouvoir social. Les socialistes veulent envoyer beaucoup de militants au Parlement pour rompre l'enchantement de la « souveraineté » populaire, pour frapper au cœur la classe propriétaire, dans son gouvernement, dans son organisme de contrôle de l'appareil national de production et d'échange. Ce que les ouvriers d'une usine veulent faire pour le pouvoir sur la production de l'usine, ce que les paysans pauvres veulent faire pour le pouvoir sur la production d'une exploitation agricole ou d'un village, le Parti socialiste, le parti des ouvriers et paysans, doit le faire pour l'organisme central qui domine les grands courants économiques de la nation, qui lie le pouvoir capitaliste d'une usine au pouvoir d'une autre usine, qui établit et garantit les rapports de propriété. Si l'on ne conquiert pas le pouvoir central, si l'on ne donne pas au parti des ouvriers et paysans la possibilité d'immobiliser politiquement l'organisme central de la classe propriétaire, toute tentative d'expropriation ne serait qu'une aventure à la Masaniello (1), une illusion et une catastrophe. Il faut arriver au cœur même du système capitaliste et l'étreindre d'une poigne de fer; il faut réduire la classe propriétaire dans le donjon de son château d'iniquité et d'exploitation et l'y anéantir. La lutte électorale est aujourd'hui l'étape la plus importante de la lutte de classe, de la lutte révolutionnaire, pour l'avènement du communisme. Les ouvriers et les paysans d'avant-garde doivent y entraîner la masse entière du prolétariat industriel et agricole. Toute défection - et toute abstention est

*La défaite bourgeoise* 291

défection - toute défection est désertion de la lutte révolutionnaire : c'est une lâcheté de l'Armée rouge face aux hordes mercenaires du capitalisme assassin.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise,  
13 novembre 1919; édition milanaise, 15 novembre 1919.

## LA DÉFAITE BOURGEOISE (1)

Les vieilles hiérarchies sociales sont mortes. L'idée libérale qui avait fini par être misérablement incarnée par un ramassis de laquais et de sicaires du coffre-fort, a été expulsée de l'histoire du peuple italien. La « démocratie », réduite en miettes, s'est pulvérisée dans une multiplicité de cliques locales; il y a la « démocratie » turinoise, milanaise, bolognaise... mais plus de « démocratie » italienne. La masse des paysans et des ouvriers révolutionnaires qui, pour la première fois entrent en jeu en tant que masse unitaire solide et disciplinée, sous un seul drapeau et avec un seul mot d'ordre, a balayé la tourbe hurlante et terrorisée des politiciens professionnels, des « dirigeants » de droit divin. L'événement décisif de ce très grave moment de l'histoire du peuple italien, a été la fusion qui vient de se réaliser entre les masses ouvrières et les masses paysannes. Le triomphe du parti du peuple travailleur est le triomphe de la classe prolétarienne, comme totalité, en tant que masse des producteurs italiens. Jusqu'ici le Parti socialiste était essentiellement le parti des ouvriers d'industrie, le parti de l'avant-garde révolutionnaire. Le pouvoir du Parti socialiste était basé sur une section d'assaut nombreuse et aguerrie; aujourd'hui le parti socialiste a une armée rouge structurée et bien encadrée; les paysans se sont unis à leurs frères ouvriers, à la section d'assaut se sont jointes les lourdes réserves de l'infanterie et de l'artillerie de campagne. La forteresse capitaliste ne résistera pas longtemps au siège de ces vastes masses paysannes, tenaces et patientes; elles ont remporté le Vittorio Veneto de l'impérialisme capitaliste, elles gagneront le Vittorio Veneto du socialisme libérateur, de l'Internationale prolétarienne.

Si le Parti socialiste était une fraction de la démocratie libérale, il serait aujourd'hui le parti de gouvernement. L'appareil administratif, judiciaire, militaire, du pouvoir politique devrait lui revenir, et il pourrait l'exercer en faveur de la classe ouvrière. C'est dans cette phase dialectique de la lutte de classe qu'aura lieu le choc violent. Les institutions bourgeoises sont désormais vides de tout contenu politique. L'appareil bourgeois de l'État ne s'appuie plus désormais que sur le terrorisme et sur l'administration ordinaire. Les institutions traditionnelles ont perdu tout prestige; on y fait allusion comme à des sources de désordre et de dissolution. L'État ouvrier s'est donné des bases solides et profondes à l'échelle nationale : les deux principales branches de la classe des producteurs - les ouvriers et les paysans - se sont largement rassemblées sous le drapeau de l'Internationale socialiste : elles sont la base permanente et solide du nouvel appareil administratif qui constituera l'État prolétarien.

Les journaux de la bourgeoisie s'efforcent inutilement d'expliquer par des raisons contingentes le triomphe du socialisme international. Mais les explications sont autant d'accusations cinglantes contre le régime actuel. Si des bourgeois se sont abstenus d'exercer leur droit de vote, cela prouve clairement la perte de prestige et de pouvoir des institutions. La devise « Qui n'est pas avec moi, est contre moi », acquiert tout son sens à l'égard des institutions. Ces abstentionnistes sont de petits intellectuels, de petits bourgeois, semi-prolétaires, psychologiquement arriérés, qui n'ont pas le courage moral de se ranger à côté des ouvriers et des paysans, mais qui, d'autre part, abhorrent et haïssent les hommes du passé, les responsables criminels de la guerre. Ce sont eux qui ont sans doute été les plus sensibles à la campagne frénétique de calomnies contre le bolchevisme russe : ce sont ces individus qui aspirent au socialisme, mais qui ne connaissent pas le monde ouvrier et croient de bonne foi que les ouvriers sont un ramassis de brutes inintelligentes et avinées. Le processus ultérieur de la révolution les jettera sans doute du côté des ouvriers et paysans, car ils sont toujours du côté du plus fort. La situation était obscure et chaotique : on ne pouvait pas prévoir que le socialisme international serait aussi fort qu'il l'est apparu soudain en Italie. Ces individus sont imbus de carriérisme et de fonctionnarisme et leur abstentionnisme est le symptôme le plus grave de la décomposition de la galère capitaliste : si l'instinct

### *Le parti et la révolution* 293

infaillible de ces rongeurs de traitements et de petites rentes les pousse à quitter le bord subrepticement, c'est que le naufrage est inévitable.

L'Italie de la révolution vient de naître. Le nombre de voix remporté par les divers partis révèle les différentes phases de la maturité révolutionnaire du peuple italien. Au socialisme se mêlent impétueusement, irrésistiblement d'autres éléments étrangers ou contradictoires, tels que

la religion, la démocratie, les passions pas complètement éteintes des anciens combattants. Le processus révolutionnaire éclaire et purifie les masses profondes du peuple, convaincues chaque jour davantage que le salut de la vie et de la dignité humaine, la restauration de l'ordre, l'arrêt énergique de la dissolution et de la catastrophe économique et morale ne peuvent être réalisés que par une discipline dure et impitoyable imposée aux classes parasites et politicardes par les ouvriers et les paysans organisés dans leur État, dans l'État où qui ne travaille pas ne mange pas.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise,  
19 novembre 1919; édition milanaise, 20 novembre 1919.

## LE PARTI ET LA RÉVOLUTION

Avec son réseau de sections (qui, dans les grands centres industriels constituent à leur tour le pivot d'un dense et puissant appareil de cercles de quartiers), avec ses fédérations provinciales, solidement cimentées par les courants d'idées et d'activités qui rayonnent des sections urbaines, avec ses congrès annuels, régulièrement convoqués pour discuter et résoudre les problèmes immédiats et concrets, et qui représentent la plus haute instance de cette souveraineté que la masse exerce par l'intermédiaire de délégations aux pouvoirs nettement définis et limités, avec sa direction *qui* émane directement du congrès, et en est le comité permanent d'exécution et de contrôle, le Parti socialiste constitue un appareil de démocratie prolétarienne *qui* peut facilement apparaître à l'imagination politique, comme « exemplaire ».

Le Parti socialiste est un modèle de société « libertaire»,

disciplinée volontairement, par un acte explicite de conscience; imaginer toute la société humaine comme un colossal Parti socialiste, avec ses demandes d'admission et ses démissions, ne peut manquer de chatouiller le préjugé contractualiste de nombreux esprits subversifs qui ont fait leur éducation dans Jean-Jacques Rousseau et dans les opuscules anarchistes bien plus que dans les doctrines historiques et économiques du marxisme. La constitution de la République russe des Soviets se fonde sur des principes identiques à ceux sur lesquels se fonde le Parti socialiste; le gouvernement de la souveraineté populaire russe a des formes de fonctionnement qui offrent une ressemblance frappante avec les formes de gouvernement du Parti socialiste. Il n'est vraiment pas surprenant que de ces analogies et de cette communauté d'aspirations instinctives soit né le mythe révolutionnaire qui conçoit l'instauration du pouvoir prolétarien comme une dictature de l'appareil des sections du Parti socialiste.

Cette conception est pour le moins aussi utopique que celle qui voit dans les syndicats et dans les Bourses du travail les formes du processus de développement révolutionnaire. La société communiste ne peut être conçue que comme une formation « naturelle », liée à l'instrument de production et d'échange; et la révolution peut être considérée comme l'acte de reconnaissance historique du « naturel » d'une telle formation. Le processus révolutionnaire ne peut donc s'identifier qu'avec un mouvement spontané des masses laborieuses, déterminé par le choc des contradictions inhérentes à la coexistence humaine dans un régime de propriété capitaliste. Prises dans la tenaille des conflits capitalistes, menacées d'être condamnées sans appel à la perte de leurs droits civiques et spirituels, les masses se détachent des formes de la démocratie bourgeoise, elles sortent de la légalité et de la constitution bourgeoises. La société pourrait se décomposer, toute production de richesse utile pourrait cesser, et les hommes pourraient tomber au fond d'un sombre abîme de misère, de barbarie et de mort, sans provoquer la moindre réaction de la conscience historique des masses populaires, qui acquièrent de nouveaux cadres, qui réalisent un ordre nouveau dans le processus de production et de distribution de la richesse. Les organismes de lutte du prolétariat sont les « agents » de ce colossal mouvement de masse; le Parti socialiste est indubitablement le principal « agent

#### *Le parti et la révolution* 295

de ce processus de désagrégation et de restructuration, mais il n'est pas, et il est inconcevable qu'il puisse l'être, la forme même de ce processus; cette forme qui doit être ductile et malléable selon le bon plaisir des dirigeants. La social-démocratie germanique (entendue dans son ensemble de mouvement syndical et politique) a réalisé le paradoxe de plier par la violence le processus de la révolution prolétarienne allemande aux formes de son organisation, et elle a cru dominer ainsi l'histoire. Elle a créé « ses » conseils, autoritairement, avec une majorité sûre, choisie parmi ses hommes : elle a mis des entraves à la révolution, elle l'a domestiquée.

Aujourd'hui elle a perdu tout contact avec la réalité, si ce n'est le contact du poing de Noske avec la nuque de l'ouvrier, et le processus révolutionnaire suit son cours incontrôlable, encore mystérieux, et qui affleurera en des jaillissements insoupçonnés de violence et de douleur.

Le Parti socialiste, par son action intransigeante dans le domaine politique, provoque des résultats identiques à ceux que les syndicats réalisent sur le plan économique : il met fin à la libre concurrence. Le Parti socialiste, par son programme révolutionnaire, retire à l'appareil de l'État bourgeois sa base démocratique, faite du consensus des gouvernés. Il influence des masses populaires toujours plus profondes et leur donne l'assurance que le malaise dans lequel elles se débattent n'est pas une bagatelle, que ce n'est pas un malaise dont on ne peut sortir, mais qu'il correspond à une nécessité objective, qu'il est le moment inéluctable d'un processus dialectique qui doit déboucher sur une rupture violente, sur une régénération de la société. Voici que le parti est en train de s'identifier ainsi à la conscience historique des masses populaires et d'en gouverner le mouvement spontané, irrésistible; c'est là une façon de gouverner incorporelle; elle s'exerce à travers des millions et des millions de liens spirituels, elle est un rayonnement de prestige qui ne peut se transformer en gouvernement effectif qu'à la faveur de moments de paroxysme: un appel à descendre dans la rue, le déploiement de forces militantes, prêtes à repousser de leurs corps un danger, prêtes à disperser la nuée de la violence réactionnaire. Une fois obtenu le résultat de paralyser le fonctionnement de la légalité dans le gouvernement des masses populaires, commence pour le parti la phase la plus difficile et la plus délicate de son activité : la phase d'activité positive. Les



théories répandues par le parti agissent de façon autonome sur les consciences individuelles et déterminent des configurations sociales nouvelles, liées à ces théories; elles déterminent des organismes qui fonctionnent selon leur loi intrinsèque, elles déterminent des appareils de pouvoir embryonnaires dans lesquels la masse réalise son gouvernement, dans lesquels la masse prend conscience de sa responsabilité historique et de sa mission précise qui est de créer les conditions du communisme régénérateur. Le parti, en tant que formation compacte et militante au service d'une idée, influence cette intime activité d'élaboration des structures nouvelles, ce travail des innombrables millions d'infusoires sociaux qui préparent les rouges bancs corallifères qui, un jour qui n'est pas lointain, affleureront, briseront les assauts de la bourrasque océane, ramèneront la paix sur les flots, et établiront un nouvel équilibre dans les courants et les climats. Mais cette influence est tout organique, elle est dans le courant des idées, dans le maintien de l'intégralité de l'appareil de gouvernement spirituel, elle est dans le fait que des millions et des millions de travailleurs, en fondant de nouvelles hiérarchies, en instituant les ordres nouveaux, savent que la conscience historique qui les anime s'incarne de façon vivante dans le Parti socialiste, se justifie par une doctrine : la doctrine du Parti socialiste, et possède un rempart puissant : la force politique du Parti socialiste.

Le Parti reste la hiérarchie supérieure de cet irrésistible mouvement de masse. Le Parti exerce la plus efficace des dictatures, celle qui naît du prestige, celle qui est l'acceptation consciente et spontanée d'une autorité que l'on reconnaît comme étant indispensable à la bonne réussite de l'œuvre entreprise. Gare, si, par une conception sectaire du rôle du Parti dans la révolution, on prétend matérialiser cette hiérarchie, si l'on prétend fixer dans les formes mécaniques du pouvoir immédiat l'appareil de gouvernement des masses en mouvement, si l'on prétend plier le processus révolutionnaire aux formes du Parti ! Car on réussira alors à entraîner une partie des hommes, on réussira à « dominer » l'histoire, mais le réel processus révolutionnaire échappera au contrôle et à l'influence du Parti, devenu à son insu un organisme conservateur.

La propagande du Parti socialiste insiste aujourd'hui sur ces thèses irréfutables :

Les rapports traditionnels d'appropriation capitaliste

*Le parti et la révolution* 297

du produit du travail humain ont changé radicalement. Avant-guerre, le travail italien permettait, sans encourir de graves secousses, l'appropriation par l'étroite minorité des capitalistes et par l'État de 60 % de la richesse produite par le travail, tandis que des dizaines de millions de membres de la population laborieuse devaient se contenter, pour satisfaire les exigences de leur vie élémentaire et celles de leur vie culturelle supérieure, d'un maigre 40 %.

Aujourd'hui, après la guerre, voici le phénomène auquel on assiste : la société italienne ne produit que la moitié de la richesse qu'elle consomme : l'État consacre au travail futur des sommes colossales, c'est-à-dire qu'il fait de plus en plus du travail italien l'esclave de la ploutocratie internationale. A ces deux rançonneurs de la production que sont les capitalistes et l'État s'en est ajouté un troisième, purement parasitaire : cette caste militaro-bureaucratique de la petite bourgeoisie qui s'est formée pendant la guerre « C'est précisément elle qui prélève cette moitié de richesse non produite qui est consacrée au travail futur : elle la prélève directement sous forme de salaires et de pensions et elle la prélève indirectement car sa fonction parasitaire suppose l'existence de tout un appareil parasitaire. Si la société italienne ne produit que 15 milliards de richesse, alors qu'elle en consomme 30, et si ces 15 milliards sont produits par les huit heures de travail quotidien des dizaines de millions de membres de la population laborieuse qui reçoivent de 6 à 7 milliards en salaires, la balance capitaliste ne peut être normalement redressée que d'une seule façon : en contraignant les dizaines de millions de membres de la population laborieuse à fournir, pour la même masse salariale, une, deux, trois, quatre, ou cinq heures de travail supplémentaire, de travail non payé, de travail qui s'en ira engraisser le capital, afin qu'il puisse récupérer sa fonction d'accumulation de travail; qui s'en ira à l'État afin qu'il puisse payer ses dettes, consolider la situation de la petite bourgeoisie pensionnée, et la dédommager des services qu'elle a rendus, à l'État et au Capital, en obligeant, les armes à la main, la population laborieuse à crever sur les machines et sur la glèbe.

Dans cette conjoncture des rapports capitalistes, la lutte de classe ne saurait avoir d'autre but que la prise du pouvoir de l'État par la classe ouvrière afin de diriger cet énorme pouvoir contre les parasites, les contraindre à rentrer dans les rangs du travail et abolir d'un seul coup la monstrueuse rançon qui est prélevée aujourd'hui. Il faut,

pour atteindre ce but, que toute la masse laborieuse coopère, que toute la masse laborieuse s'organise et se dote d'une forme consciente, conforme à la place qu'elle occupe dans le processus de production et d'échange; ainsi chaque ouvrier, chaque paysan est appelé à collaborer au sein du Conseil à l'effort de régénération, il est appelé à constituer l'appareil du gouvernement industriel et de la dictature; c'est ainsi que s'incarne dans le Conseil la forme actuelle de lutte de la classe qui tend au pouvoir. Et c'est ainsi que se dessine le réseau d'institutions à travers lesquelles s'accomplit le processus révolutionnaire : le Conseil, le syndicat, le Parti socialiste. Le Conseil est la formation historique de la société, déterminée par la nécessité de dominer l'appareil de production, c'est une formation née de la consciente conquête de soi qui s'est accomplie chez les producteurs. Le syndicat et le Parti sont des associations volontaires, ce sont des instruments de propulsion du processus révolutionnaire, des « agents » et des « gérants » de la révolution : le syndicat coordonne les forces productives et imprime une forme communiste à l'appareil industriel; le Parti socialiste est le modèle vivant et dynamique d'une coexistence sociale qui ne sépare pas la liberté de la discipline, et qui fait rendre à l'esprit humain toute l'énergie et tout l'enthousiasme dont il est capable.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 31, 27 décembre 1919.

#### L'ANNÉE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Armée rouge de l'État ouvrier russe est aux portes de Irkoutsk et d'Odessa : l'amiral Koltchak est coupé de ses bases et l'on peut prévoir sa capture et sa condamnation par un tribunal d'ouvriers et de paysans sibériens; le général Denikine est repoussé jusqu'à la mer sous la protection des cuirassés français et anglais. L'avance victorieuse de l'Armée rouge ouvrière est l'événement le plus important de l'année 1919, c'est le plus grand événement historique des vingt premières années du siècle : un État ouvrier est né en Europe et dans le monde, un État ouvrier de 120 millions d'habitants, dont l'influence rayonne en Europe et en Asie; qui modifie et met en mouvement les

*L'année révolutionnaire* 299

esprits et les corps d'un milliard et plus de population, des deux tiers de la population mondiale.

L'avance victorieuse de l'Armée rouge est la meilleure preuve de la solidité de l'État ouvrier russe. Celui-ci s'est désormais profondément inséré dans le système des forces économiques et politiques du monde, il les transforme et il les oblige à tenir compte de son existence vigoureuse,

de son énergie expansive et conquérante de consciences et de volontés actives. Quatre millions d'ouvriers urbains, avec la solidarité des masses de paysans pauvres, ont pu, en deux ans, créer un appareil d'État qui en impose aux plus anciennes organisations capitalistes. Avec le reste d'une immense ruine, la classe ouvrière russe a su construire une réalité historique vivante qui se développe et se renforce tandis que, tout autour, le monde craque sinistrement. Vaincue économiquement, la Russie, grâce à l'effort héroïque du prolétariat, avant-garde consciente du peuple travailleur, a créé un organisme économique qui lui a permis de vivre pendant deux ans par ses propres moyens, tandis que le reste de l'Europe s'endette et hypothèque son avenir de tailles énormes. Défaite militairement, réduite à une poussière de petits États, la Russie, grâce à l'abnégation et à la vertu créatrice du peuple travailleur, grâce au sacrifice du prolétariat conscient, a créé une puissante armée, une formidable machine de guerre qui avance en chassant comme des troupeaux de moutons la soldatesque mercenaire de la réaction capitaliste. Tandis que tout autour, le monde capitaliste se décompose et que les signes les plus probants d'une telle décomposition sont en effet l'incapacité à satisfaire les exigences élémentaires de la vie humaine, de la part de l'appareil économique assujéti à la forme de propriété capitaliste, et l'incapacité de l'appareil politique, asservi aux coffres-forts, de donner une forme disciplinée et une conscience sociale à la population, en Russie le prolétariat a su créer un appareil économique qui « suffit » à la société russe et dont le développement, fût-ce au prix de sacrifices et de douleurs, assure un avenir de bien-être et de progrès civil, et il a créé un appareil politique qui donne au pouvoir la possibilité de gouverner avec la confiance et la collaboration des masses et le prestige nécessaire pour tirer de la discipline volontaire et consciente des masses une armée puissante et disciplinée, prête aux plus lourds efforts, aux plus atroces souffrances, afin de soutenir le gouvernement, le renforcer, en imposer la reconnaissance et le respect à la coalition capitaliste.

Créer un État, créer une puissance étatique capable de vivre et de se développer : cet impératif historique de tous les peuples qui veulent se donner de nouvelles institutions, le peuple travailleur de Russie l'a réalisé. Et le peuple travailleur de Russie l'a réalisé grâce aux vertus héroïques du prolétariat, des ouvriers communistes guidés par le Parti marxiste révolutionnaire. Les ouvriers des grandes villes russes ont réalisé la prévision historique de Marx : la classe capitaliste se décompose en s'éloignant progressivement de l'instrument de travail et en s'isolant sauvagement dans un cercle étroit de plaisirs, de violence et de corruption et si le prolétariat russe a trouvé la force immense qui lui a permis de se détacher des formes de la démocratie bourgeoise, c'est parce qu'il a su s'isoler dans la sphère du travail et de la production; c'est parce qu'il s'est considéré comme une unité de celle-ci et s'est organisé dans le monde du travail et de la production. Il a basé son pouvoir social, le choix de ses députés, le monde du travail autour de l'usine et de l'unité industrielle urbaine. Il a lié ces formations entre elles par les filets économiques des échanges et des interdépendances économiques. Il a su donner aux masses paysannes l'impression d'une très grande force nouvelle; leur faire comprendre que les villes n'étaient plus le siège des banques et des expropriateurs des paysans, mais le siège du prolétariat, de la classe ouvrière, dont les intérêts et les aspirations sont solidaires de ceux de la classe paysanne.

La classe ouvrière russe a donné ainsi, grâce à son expérience économique, une base positive d'enseignements et d'exemples au prolétariat mondial. Grâce à la politique intransigeante, secondée par l'action fructueuse de l'Armée rouge, elle a affaibli la capacité de résistance des oppresseurs du prolétariat mondial : en avançant vers l'Orient, l'Armée rouge réveille la volonté de 400 millions de Chinois écrasés par la ploutocratie anglo-américaine et menacés par les visées du militarisme japonais; elle réveille la volonté de révolte de 300 millions d'Indiens asservis aux coffres-forts anglais, *[une ligne et demie censurée]* en créant la Ille Internationale, le prolétariat russe a restauré le principe de l'ordre et de la discipline révolutionnaire internationale, qu'avait détruit l'opportunisme réformiste asservi, pendant la guerre, aux États bourgeois.

L'État ouvrier russe démontre ainsi qu'il représente un principe de vie dont le souffle est plus ample que celui des révolutions qui ont eu lieu jusqu'ici dans l'histoire de

### *La fonction historique des grandes villes 301*

l'humanité. Le principe qui vit et milite dans la Révolution russe est le principe de la régénération du monde; c'est le principe de l'unification du monde régénéré. L'année 1919 a vu la plus importante phase du développement de la Révolution russe, du premier État ouvrier de l'histoire; elle en a vu les efforts terribles pour se concentrer sur lui-même et pour acquérir la force expansive qui, vers la fin de l'année, s'est déchaînée sur deux continents, balayant devant

soi la barbarie du passé. L'année 1919 a vu les premières lueurs de l'histoire du genre humain délivré des classes et des guerres civiles.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise, 1er janvier 1920.

## LA FONCTION HISTORIQUE DES GRANDES VILLES (1)

La Révolution communiste sera accomplie par la classe ouvrière, par le prolétariat, au sens marxiste du mot, c'est-à-dire par une couche sociale constituée par les ouvriers des grandes villes, tels que les ont modelés l'usine et le système industriel capitaliste. La ville, cet organisme d'industrie et de vie sociale, de même qu'elle a été l'instrument de la puissance économique capitaliste et de la dictature bourgeoise, deviendra l'instrument de la puissance économique communiste et de la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat sauvera de la menace de désastre qui se profile à l'horizon ce magnifique instrument de production industrielle, de production intellectuelle, d'élan vers une vie plus évoluée. La puissance bourgeoise, corrompue et gâchée par la guerre impérialiste et par les conséquences de la guerre impérialiste, révèle sa décomposition progressive dans la perte de prestige toujours plus grande que connaissent les villes par rapport aux campagnes; c'est que les hommes ont faim, alors, devant ce besoin élémentaire que seule la campagne peut satisfaire, toutes les conquêtes historiques et spirituelles qui se résument dans la ville perdent leur prix et se dégradent. La dictature du prolétariat sauvera la ville de cette débâcle; elle suscitera la guerre civile dans les campagnes

et créera des liens entre la ville et les vastes couches de la paysannerie pauvre, elle empêchera ainsi que, par lambeaux, ces admirables instruments de vie et de progrès que sont les villes modernes ne soient ravagés par les propriétaires terriens, par ces usuriers campagnards qui détestent et méprisent grossièrement la civilisation industrielle moderne.

La situation devant laquelle se trouve la Révolution communiste à son point de développement actuel est la même que celle qu'a connue l'Italie au moment du *Risorgimento* national, lors du développement de la Révolution bourgeoise : aujourd'hui comme alors, les forces historiques agissantes sont tout particulièrement les villes de Turin et de Milan, et, entre ces deux villes, se retrouve le même système de rapports. Le *Risorgimento* national a eu Milan pour pivot. A Milan, et dans toute la Lombardie, pullulaient les énergies bourgeoises avides d'expansion, pour lesquelles c'était une nécessité vitale que d'organiser l'Italie en un système unitaire, qu'il s'agisse des douanes, des poids et mesures, de la monnaie, des transports, des débouchés maritimes, des impôts ou du Code civil. Mais la bourgeoisie milanaise n'aurait jamais été capable de créer un État bourgeois, elle n'aurait jamais été capable de se libérer du joug de la domination autrichienne; pour y parvenir, en effet, ni les barricades, ni l'héroïsme individuel ne pouvaient suffire; et les *Cinq Journées* (1) n'y suffirent pas, pas plus que ne pouvait y suffire la seule ville de Milan, libérale, mais écrasée par sa province pro-autrichienne. La force historique décisive, capable de créer un État italien et d'unifier fermement la classe bourgeoise nationale, ce fut Turin.

La population bourgeoise du Piémont n'était ni aussi riche ni aussi audacieuse que celle de la Lombardie, mais elle était disciplinée, mais elle était fermement unifiée sous un gouvernement fort, mais elle possédait une inflexible tradition administrative et militaire, mais elle était parvenue à s'intégrer, grâce à l'intelligence de ses hommes politiques, dans le système de l'équilibre européen. L'État piémontais était un bon instrument de conquête et les coups qu'il portait étaient capables de déterminer une nouvelle formation italienne; il était en mesure de doter le nouvel État d'un puissant noyau militaire et administratif et de donner une forme organique, sa forme authentique, au peuple italien. Turin était le centre vital de ce puissant système piémontais, Turin était l'unificateur de

### *La fonction historique des grandes villes 303*

la population piémontaise, et il devint le creuset de la révolution capitaliste italienne.

Aujourd'hui, si Turin n'est pas la ville capitaliste par excellence, c'est la ville industrielle par excellence et la ville prolétarienne par excellence. La classe ouvrière turinoise est compacte, elle est disciplinée, elle est *individualisée* comme dans très peu d'autres villes au monde, Turin est

comme une seule usine, sa population laborieuse est d'un seul et même type, et elle est fortement unifiée par la production industrielle.

Si le prolétariat turinois a été capable de faire tant de pas en avant sur la voie de l'organisation de masse de type soviétique, c'est justement grâce à ce caractère fortement unifié de son industrie urbaine, c'est justement parce qu'il avait déjà acquis, à travers les expériences de la lutte de classe, une vive conscience de sa propre homogénéité, de sa propre compacité. Et une conscience semblable peut être rapidement acquise par l'ensemble du peuple laborieux du Piémont, parce que le Piémont aussi, grâce à ses traditions d'efforts tenaces et patients, grâce au patrimoine de richesse matérielle et culturelle qu'il a accumulé au cours de longs siècles d'indépendance politique et de pratique de l'autogouvernement, continue à constituer un organisme économique fortement caractérisé et individualisé, un organisme économique de type autonome, qui produit presque toutes les richesses qu'il consomme et exporte suffisamment pour être indispensable, non seulement à la vie nationale, mais même à la vie de l'Europe.

Le type d'organisation d'État qui s'étendra à toute la nation et incarnera la dictature du prolétariat ne peut naître et se définir qu'à partir de ce système de production industrielle et agricole, magnifiquement outillé par le capitalisme pour dominer la nation tout entière (le phénomène Giolitti (1) n'est d'ailleurs pas au fond autre chose qu'une conséquence de la confiance aveugle du capitalisme italien dans la tradition de gouvernement et de domination de la bourgeoisie piémontaise). Les conditions économiques désastreuses de l'Italie et la pauvreté de son patrimoine naturel, exigent que le prolétariat, une fois arrivé au pouvoir, fasse un effort acharné de productivité; c'est pourquoi la dictature de la classe ouvrière en Italie ne sera capable de gouverner et de se développer jusqu'à l'instauration du communisme qu'autant que la classe ouvrière et paysanne parviendra à implanter un solide



système de Conseils ouvriers et paysans, qui s'emparent de l'appareil national de production et d'échange, acquièrent le sens aigu de la responsabilité économique, et donnent aux travailleurs une vigoureuse et vigilante conscience de producteurs.

Le système économique régional piémontais, grand producteur de denrées alimentaires (blé, riz, pommes de terre, châtaignes, vin), riche en énergies naturelles électriques, riche d'une multiplicité d'industries (industries alimentaires, industries du textile et du vêtement, industries métallurgiques, industries du bâtiment, industrie du bois, du caoutchouc, du cuir, industries chimiques, etc.), ce système qui excède en production la consommation locale et se concentre dans le grand ensemble industriel turinois, exportateur mondial, peut servir de modèle à la classe ouvrière pour bâtir l'État économique prolétarien national.

Turin et le Piémont sont appelés, par leur structure particulière, par le type bien défini et cohérent de prolétariat qu'a fait naître le mode de production capitaliste, à exercer dans la révolution communiste et dans la création de l'État ouvrier, une fonction identique à celle qu'ils avaient exercée dans la révolution capitaliste et dans la création de l'État bourgeois.

Mais même dans la Révolution communiste, c'est Milan qui sera le pivot du mouvement. Les plus grandes et les plus puissantes forces de la bourgeoisie se trouvent à Milan, et c'est à Milan que devront être faites les plus difficiles expériences prolétariennes. Cette immense usine de profit capitaliste qu'est l'État bourgeois a son centre vital à Milan. C'est de Milan que partent les milliers, les millions de fils qui sont tendus à travers tout le territoire national et qui soumettent le travail des ouvriers et des paysans aux coffres-forts; et la dictature capitaliste ne peut être supprimée par le prolétariat que s'il s'empare des puissantes centrales bancaires et commerciales qui ont leur siège à Milan, et que s'il les convertit en instruments de la puissance économique et politique du prolétariat. La Révolution communiste à Milan, cela veut bien dire la révolution communiste en Italie, parce que Milan est la capitale effective de la dictature bourgeoise.

La *Giustizia* (1), hebdomadaire de Reggio Emilia, a reproduit et commenté pour le plus grand profit de la contre-révolution, un fragment de l'article de J. Wanine, paru dans *L'Ordine Nuovo* du 6 au 13 décembre (2); il s'agit du

*Toul d'abord, rénover le parti* 305

passage où il est dit : « Sauf de rares exceptions (exceptions intéressantes de ce seul fait) les pays capitalistes possèdent aujourd'hui un appareil d'État si centralisé qu'une révolution politique ne peut être conçue que comme une décapitation de cet appareil: la révolution doit se faire dans les capitales, sous peine de succomber. » Si la *Giustizia* s'intéresse à l'exception

romaine, ce n'est pas pour indiquer aux ouvriers une solution au problème qu'elle pose, mais bien pour décourager les ouvriers, pour persuader les ouvriers que la révolution est impossible en Italie parce que leur capitale « *n'est pas une ville industrielle* », qu'elle « *n'est pas entourée de banlieues prolétariennes* ». Mais la vérité, c'est que l'État italien doit être décapité à Milan et non pas à Rome, parce que l'appareil capitaliste du gouvernement effectif ne se trouve pas à Rome, mais bien à Milan. Rome est la capitale bureaucratique, et, à Rome, la dictature du prolétariat devra lutter, non contre la puissance économique de la bourgeoisie, mais essentiellement contre le sabotage des bureaucrates (le rationnement des vivres et la présence à Rome d'un groupe énergique d'ouvriers armés assureront au gouvernement des Soviets italiens les conditions normales d'administration et la sécurité indispensables pour réaliser. le transfert de la capitale bureaucratique dans la capitale économique). Rome en tant que ville n'a aucune fonction dans la vie sociale italienne, elle ne représente rien; elle subira la dure loi que l'État ouvrier oppose aux parasites.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 1, 34, 17 janvier 1920.

#### TOUT D'ABORD, RÉNOVER LE PARTI (1)

Le Parti socialiste est le parti des ouvriers et des paysans pauvres. Ayant fait son apparition dans le camp de la démocratie libérale (dans le camp de la concurrence politique, qui est une projection du processus de développement du capitalisme) comme une des forces sociales qui tendent à se créer une base de gouvernement et à conquérir le pouvoir d'État pour l'employer au bénéfice de leurs membres, sa mission consiste à organiser les

ouvriers et les paysans pauvres en classe dominante, à étudier et à promouvoir les conditions favorables à l'avènement d'une démocratie prolétarienne.

Le Parti socialiste italien est parvenu à réaliser la partie la plus facile et la plus élémentaire de sa mission historique : il a réussi à agiter les masses jusque dans leurs couches les plus profondes, il a réussi à attirer l'attention du peuple laborieux sur son programme de révolution et d'État ouvrier, il a réussi à construire un appareil de gouvernement fait de trois millions de citoyens qui, s'il avait été consolidé et matérialisé en des institutions permanentes révolutionnaires, aurait été suffisant pour s'emparer du pouvoir de l'État. Le Parti socialiste n'a pas réussi dans la partie essentielle de sa mission historique : il n'a pas réussi à donner une forme permanente et solide à l'appareil qu'il était parvenu à susciter par l'agitation de masse. Il n'a pas réussi à progresser, et c'est pourquoi il est tombé dans une crise de marasme et de léthargie. Construit pour prendre le pouvoir, construit comme un déploiement de forces militaires décidées à livrer bataille, l'appareil de gouvernement du Parti socialiste s'en va par morceaux, se désagrège; le parti perd chaque jour davantage le contact avec les grandes masses en mouvement, les événements se déroulent, et le parti est absent; le pays est parcouru de frissons de fièvre, les forces dissolvantes de la démocratie bourgeoise et du régime capitaliste implacables et sans pitié, continuent d'agir, et le parti n'intervient pas, il ne vient pas éclairer les grandes masses d'ouvriers et de paysans, il ne se justifie pas dans ce qu'il fait et dans ce qu'il ne fait pas, il ne lance pas de mots d'ordre capables de calmer les impatiences, d'empêcher les démoralisations, de maintenir les rangs serrés et de conserver la force et la cohésion des armées ouvrières et paysannes. Le Parti, qui était devenu la plus grande énergie historique de la nation italienne, est tombé dans une crise d'infantilisme politique, il est aujourd'hui la plus grande des faiblesses sociales de la nation italienne. Il n'est vraiment pas surprenant que, dans des conditions aussi propices, les germes de dissolution de la cohésion révolutionnaire, c'est-à-dire la nullité opportuniste et réformiste et la phraséologie pseudo-révolutionnaire anarchiste (qui sont les deux aspects de la tendance petite-bourgeoise), pullulent et se développent avec une impressionnante rapidité.

Les conditions internationales et nationales de la révo

*Toul d'abord, rénover le parti* 307

lution prolétarienne se dessinent avec toujours plus de netteté et de précision, et elles se consolident. Et voici que, juste au moment qui pourrait être décisif, l'outil principal de la révolution prolétarienne italienne, le Parti socialiste, se décompose, agressé et attaqué insidieusement par les politicards parlementaires et par les fonctionnaires confédéraux, par des individus qui se réclament d'un pouvoir représentatif sans base sérieuse et concrète, fondé sur l'équivoque, fondé sur l'absence de toute continuité d'action et sur cette paresse mentale qui est le

lot des ouvriers italiens comme de tous les autres Italiens. Et du côté communiste, du côté révolutionnaire, du côté des organismes directeurs nommés par la majorité révolutionnaire, aucune action d'ensemble pour endiguer cette décomposition, pour assainir le Parti, pour l'organiser en un bloc homogène, pour l'organiser en tant que section de la Ille Internationale, fortement insérée dans le système mondial des forces révolutionnaires sérieusement décidées à réaliser les thèses communistes!

La résistance du bloc impérialiste, qui était parvenue à soumettre le monde à quelques coffres-forts est brisée; elle est désagrégée par les victoires militaires de l'État ouvrier russe. Le système de la révolution prolétarienne internationale, axé sur l'existence et sur le développement en tant que puissance mondiale de l'État ouvrier russe, possède aujourd'hui une armée de deux millions de baïonnettes, une armée pleine d'enthousiasme guerrier parce que victorieuse, parce que consciente d'être la protagoniste de l'histoire contemporaine. Les victoires et les progrès de l'armée de la Ille Internationale secouent les bases du système capitaliste, accélèrent le processus de décomposition des États bourgeois, rendent plus aigus les conflits au sein des démocraties occidentales. Les Anglais sont inquiets pour l'Inde, la Turquie, la Perse, l'Afghanistan, la Chine, où se multiplient les foyers de révolte, et d'une légère pression, ils ont fait disparaître Clemenceau de la scène politique. La chute du fantoche antibolchevique révèle immédiatement quelles sont les fêlures du bloc réactionnaire français. Et la désagrégation de l'État politique commence : la tendance communiste et intransigeante se renforce au sein du mouvement ouvrier. Le problème russe oppose l'opportunisme d'un Lloyd George à l'intransigeance contre-révolutionnaire d'un Winston Churchill, mais le terrain de la démocratie britannique, jadis magnifique champ de manœuvre pour la démagogie radicale de

Lloyd George, a complètement changé; la structure de la classe ouvrière anglaise continue son évolution, lentement, mais sûrement, vers des formes supérieures : les ouvriers veulent intervenir plus souvent et plus directement dans la décision des programmes d'action; les congrès des Trade Unions se multiplient (1), et les révolutionnaires y font entendre leurs voix toujours plus souvent et avec davantage d'efficacité; le bureau permanent des congrès syndicaux est passé des mains du groupe parlementaire travailliste aux mains d'un comité central ouvrier. En Allemagne, le gouvernement de Scheidemann se décompose, il sent que tout appui populaire vient à lui manquer, la terreur blanche sévit brutalement, mais les ouvriers communistes et indépendants ont récupéré une certaine liberté de mouvement, et ils ont acquis la conviction que seule la dictature du prolétariat peut sauver la nation allemande du désastre économique et de la réaction militariste qui se répand partout. Le système international contre-révolutionnaire est en train de se désagréger sous le poids de l'exaspération des contradictions internes de la démocratie bourgeoise et sous les gigantesques poussées du prolétariat russe. L'État bourgeois italien tombe en morceaux, miné par les grèves colossales des services publics, et par la faillite frauduleuse et ridicule de sa politique étrangère et de sa politique intérieure. Les conditions nécessaires et suffisantes de la révolution prolétarienne sont en train de se réaliser, tant sur le plan international que sur le plan national. Et voilà que le Parti socialiste n'est plus à la hauteur de lui-même et de sa mission; lui qui est un parti d'agitateurs, de négateurs, de militants intransigeants sur les problèmes de tactique générale, d'apôtres des théories essentielles, voilà qu'il ne parvient pas à trouver le terrain d'action où il soit assuré d'avoir, à tout instant, le contact avec les grandes masses. Il ne réussit pas à organiser sa propre cohésion intérieure, il manque d'une discipline théorique et pratique, qui lui permette de ne jamais perdre le contact avec la réalité prolétarienne nationale et internationale, afin de la dominer, afin de contrôler les événements et de ne pas être entraîné et écrasé par eux. Lui qui est le parti des ouvriers et des paysans révolutionnaires, il permet que l'armée permanente de la révolution : le syndicalisme ouvrier, reste sous le contrôle d'opportunistes qui enrayent, comme bon leur semble, son mécanisme de manœuvre, qui sabotent systématiquement toute action révolutionnaire, qui forment un parti dans le Parti,

*Toul d'abord, rénover le parti* 309

et qui sont le parti le plus fort, parce qu'ils sont les maîtres des centres moteurs du corps ouvrier. On a vu se dérouler deux grèves qui auraient pu être fatales pour l'État (1), et elles laisseront de longues séquelles de récriminations et de polémiques agressives de la part des anarchistes, sans que le Parti ait trouvé un mot à dire, sans qu'il ait trouvé d'autre principe à proclamer que le principe périmé et usé de la plus périmée et de la plus usée des lie Internationales : le distinguo entre grève économique et grève politique. C'est ainsi que, au moment où l'État subissait une crise de la plus grande acuité, au moment où la bourgeoisie armée et haineuse risquait de déclencher une offensive contre la classe ouvrière, -au moment où l'on

voyait s'annoncer un coup de main militariste, c'est ainsi que les centres révolutionnaires ouvriers ont été abandonnés à eux-mêmes, sans mot d'ordre général; la classe ouvrière s'est trouvée enserrée et emprisonnée dans un système de compartiments étanches, perdue, déçue, exposée à toutes les tentations anarchoïdes.

Sommes-nous découragés et démoralisés? Non pas; mais il est nécessaire de dire la vérité toute crue, il est nécessaire de révéler une situation qui peut et qui doit être changée. Le Parti socialiste doit se rénover s'il ne veut pas être emporté et pulvérisé par la poussée des événements; il doit se rénover parce que sa défaite *équivaldrait* à la défaite de la révolution. Le Parti socialiste doit se constituer en section effective de la Ille Internationale, et il doit commencer par en réaliser les thèses dans son propre sein, au sein du bloc compact des ouvriers organisés. Les masses organisées doivent se rendre maîtresses de leurs propres organismes de lutte, elles doivent, pour commencer, «s'organiser en classe dirigeante», au sein de leurs propres institutions, elles doivent se fondre avec le Parti socialiste. C'est aux ouvriers communistes, aux révolutionnaires conscients des terribles responsabilités qu'impose la période actuelle, qu'incombe le devoir de rénover le Parti, de lui donner une forme précise, et une direction précise : ils doivent empêcher que les opportunistes petits-bourgeois ne le ravalent au niveau de ces innombrables, partis qui existent au pays de Polichinelle.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 35, 24-31 janvier 1920.

## L'INSTRUMENT DE TRAVAIL

La révolution communiste réalise l'autonomie du producteur dans le domaine économique et dans le domaine politique. L'action politique de la classe ouvrière (appliquée à instaurer la dictature, à créer l'État ouvrier) n'acquiert de valeur historique réelle que lorsqu'elle est fonction de conditions économiques nouvelles, riches de possibilités, qui ne demandent qu'à se répandre et à se consolider définitivement. Pour que l'action politique ait un résultat positif, elle doit coïncider avec une action économique. La révolution communiste est la reconnaissance historique de faits économiques préexistants qu'elle révèle, qu'elle défend énergiquement contre toute tentative réactionnaire et à qui elle donne force de droit. Ce qui revient à dire qu'elle leur donne une forme organique et qu'elle leur donne leur place. Voilà pourquoi la construction des Soviets politiques *communistes* ne peut que succéder historiquement à une floraison et à une première mise en place des Conseils d'usine. Le Conseil d'usine et le système des Conseils d'usine constituent une expérience, ils apportent une première indication sur les nouvelles positions occupées par la classe ouvrière dans le domaine de la production, ils permettent de donner à la classe ouvrière conscience de sa valeur actuelle, de sa fonction réelle, de sa responsabilité, de son avenir. La classe ouvrière tire les conséquences de la somme d'expériences positives que chaque individu accomplit personnellement, elle acquiert une psychologie et un caractère de classe dominante et elle s'organise en tant que telle, c'est-à-dire qu'elle crée le Soviet politique, qu'elle instaure sa dictature.

Les réformistes et les opportunistes forment à ce propos un jugement fort nébuleux lorsqu'ils affirment que la révolution est liée au degré de développement de l'instrument de travail. Mais cette expression - l'instrument de travail - est un peu pour les réformistes un de ces diables qu'on fait jaillir d'une boîte. Ils aiment aussi cette autre expression : le nihilisme maximaliste, ils s'en emplissent la bouche et l'esprit, mais ils se gardent bien de toute précision concrète, ils se gardent bien de fournir un échan

*L'instrument de travail* 311

tillon de leur connaissance en la matière. Qu'entendent-ils par instrument de travail? Entendent-ils l'objet matériel, une machine donnée, un outil donné, et rien que cela, ou bien entendent-ils aussi les rapports hiérarchiques d'organisation de l'équipe d'ouvriers qui travaille dans un atelier autour d'une machine donnée ou d'un groupe donné de machines ? Ou entendent-ils l'atelier avec tout son 'vaste équipement en machines, avec sa spécialisation plus large, avec ses divisions et son organisation? ou l'usine tout entière? ou l'ensemble des usines qui dépendent d'une même entreprise? ou le système de rapports entre diverses entreprises industrielles, ou celui

qui lie une industrie donnée aux autres, ou le lien entre l'industrie et l'agriculture? Ou bien encore entendent-ils la position que l'État occupe dans le monde grâce à la balance entre exportation et importation? ou bien enfin, entendent-ils l'ensemble de ces multiples rapports, étroitement interdépendants, qui constituent les conditions du travail et de la production ?

Les réformistes et les opportunistes se gardent bien de toute précision concrète. Eux, qui se proclament les dépositaires de la sagesse politique, et les détenteurs de la boîte qui enferme le diable, n'ont jamais étudié les problèmes réels de la classe ouvrière et du devenir socialiste; ils ont perdu tout contact physique et spirituel avec les masses prolétariennes et avec la réalité historique; ce sont des rhéteurs bavards et vains, incapables de la moindre action, incapables de formuler le moindre jugement concret. Puisqu'ils ont perdu tout contact avec la réalité prolétarienne, il est parfaitement compréhensible qu'ils aient fini par se persuader, en toute bonne foi, et en toute sincérité, que la mission de la classe ouvrière est remplie lorsque le suffrage universel a permis la constitution d'un ministère avec un Turati qui promulgue une loi accordant aux prostituées l'accès aux urnes ou avec un Enrico Ferri qui réforme le régime disciplinaire des asiles d'aliénés et des pénitenciers (1).

L' « instrument de travail » s'est-il développé depuis vingt ans ? depuis dix ans, du début de la guerre jusqu'à l'armistice ? de l'armistice jusqu'à aujourd'hui? Les intellectuels réformistes et opportunistes, qui revendiquent la propriété privée et le monopole de l'interprétation du marxisme, ont toujours cru que le jeu de tarots et l'intrigue parlementaire étaient plus sains que l'étude systématique et pro



fonde de la réalité italienne : c'est ainsi que le « nihilisme » maximaliste ne dispose pas du moindre livre sur le développement de l'économie, italienne, c'est ainsi que la classe ouvrière italienne ne peut être informée sur le développement des conditions de la révolution prolétarienne italienne, c'est ainsi que la classe ouvrière italienne se trouve désarmée face à l'irruption sauvage et désordonnée dudit « nihilisme » irréfléchi et insensé.

Néanmoins, la classe ouvrière, bien que privée de la contribution des intellectuels petits-bourgeois qui ont trahi leur mission d'éducateurs et de guides, parvient à comprendre et à évaluer le processus de développement subi par l'instrument de travail, par l'appareil de production et d'échange. Les meetings, les réunions de préparation des Conseils d'usine ont profité davantage à l'éducation de la classe ouvrière que ne l'avaient fait dix ans de lecture des brochures et des articles rédigés par les détenteurs du diable enfermé dans la boîte. Les différents membres de la classe ouvrière se sont communiqué leurs expériences concrètes, et ils en ont tiré un patrimoine collectif; la classe ouvrière s'est éduquée de façon communiste, par ses propres méthodes.

Pour qu'on parvienne à constituer un Conseil, il a fallu que chaque ouvrier prenne conscience de la position qu'il occupe dans le secteur économique. Chaque ouvrier a senti qu'il était initialement inséré dans une unité élémentaire, l'équipe d'atelier, et il a senti que les innovations apportées à l'équipement en machines ont modifié ses rapports avec le technicien : l'ouvrier a moins besoin qu'avant du technicien, du maître d'œuvre, il a par conséquent acquis une autonomie plus grande, il peut se doter de sa propre discipline.

Le personnage du technicien a, lui aussi, changé; ses rapports avec l'industriel sont complètement transformés : il n'est plus l'homme de confiance, l'agent des intérêts capitalistes; puisque l'ouvrier peut se passer du technicien pour une infinité de gestes du travail, le technicien en tant qu'agent disciplinaire, devient encombrant - le technicien lui aussi en est réduit à être un producteur, lié au capitaliste par de simples et brutaux rapports d'exploiteur à exploité. Sa mentalité s'épure des scories petites-bourgeoises et devient prolétarienne, devient révolutionnaire. Les innovations industrielles et la plus grande capacité professionnelle qu'il a acquise permettent à l'ouvrier une autonomie accrue, lui assurent une position plus

### *L'instrument de travail* 313

élevée dans le domaine industriel. Mais les changements intervenus dans les rapports hiérarchiques et dans le coefficient « d'indispensabilité » ne se limitent pas à l'équipe d'exécution, à l'unité élémentaire qui donne vie à l'atelier et à l'usine.

La personne du commissaire-délégué est pour chaque équipe de travail l'expression de la conscience unitaire qu'elle a acquise, de son degré d'autonomie et d'autodiscipline dans le travail, et chaque équipe prend ainsi un visage concret dans l'atelier et dans l'usine. Chaque Conseil d'usine (chaque assemblée de délégués) exprime à travers les personnes des membres du comité exécutif la conscience unitaire que tous les ouvriers de l'usine ont prise de leur place dans le domaine industriel. Le comité exécutif peut constater dans le personnage du directeur d'usine un changement d'aspect identique à celui que tout ouvrier constate chez le technicien.

L'usine n'est pas indépendante : il n'existe pas, à l'échelle de l'usine, de gérant-propriétaire ayant la capacité marchande (stimulée par l'intérêt inhérent à la propriété privée) de bien acheter les matières premières et de vendre mieux encore l'objet manufacturé. Ces fonctions se sont déplacées de l'usine isolée à l'ensemble des usines possédées par une même firme. Et ce n'est pas tout : les firmes se rassemblent au sein d'une banque, ou d'un système de banques qui a assumé le rôle effectif de fournisseur des matières premières et d'accapareur des marchés de vente.

Mais, pendant la guerre, du fait même des nécessités de la guerre, l'État n'est-il pas devenu le fournisseur en matières premières de l'industrie, leur distributeur selon un plan préétabli et l'unique acheteur de la production ? Qu'est donc devenu le personnage économique de l'entrepreneur-propriétaire, ce capitaine d'industrie, indispensable à la production, et qui rend l'usine florissante, par sa prévoyance, par ses initiatives, poussé par l'aiguillon de l'intérêt individuel ? Voilà qu'il s'est évanoui, il s'est dissout dans le processus de développement de l'instrument de travail, dans le processus de développement du système des rapports techniques et économiques qui constituent les conditions de la production et du travail.

Le capitaine d'industrie est devenu un chevalier d'industrie, il niche dans les banques, dans les salons, dans les couloirs du Parlement, à la Bourse. Le propriétaire du capital n'est, plus qu'une branche morte dans le domaine

de la production. Puisqu'il n'est plus indispensable, puisque ses fonctions historiques sont atrophiées, il devient un simple instrument de la police, il remet directement ses droits entre les mains de l'État afin que ce dernier les défende impitoyablement.

Ainsi, l'État devient-il le seul propriétaire de l'instrument de travail; il assume toutes les fonctions traditionnelles du gérant, il devient la machine impersonnelle qui achète et distribue les matières premières, qui impose un plan de production, qui achète les produits et qui les distribue; c'est l'État bourgeois des bureaucrates incompetents et irrévocables, l'État des politicards, des aventuriers, des gredins. Les conséquences, les voici : on accroît la force armée policière, on augmente de façon chaotique la bureaucratie incompetente, on essaie d'absorber tous les mécontentements de la petite bourgeoisie avide d'oisiveté et à cette fin, on crée un nombre infini d'organismes parasites.

Le nombre des non-producteurs augmente de façon morbide, il dépasse toutes les limites autorisées par la potentialité de l'appareil de production. On travaille et on ne produit pas, on travaille fiévreusement et la production ne cesse de baisser. C'est pourquoi s'est creusé un abîme grand ouvert, une gueule béante qui engloutit et anéantit le travail, qui anéantit la productivité. Les heures non payées du travail ouvrier ne servent plus à accroître la richesse des capitalistes, elles servent à apaiser l'avidité d'une infinie multitude d'agents, de fonctionnaires, d'oisifs, elles servent à rassasier ceux qui travaillent directement pour cette foule de parasites inutiles. Et personne n'est responsable, personne ne peut être frappé : car, toujours, partout, on trouve l'État bourgeois, avec sa force armée, l'État bourgeois qui est devenu le gérant de cet instrument de travail qui est en train de se décomposer, qui s'en va par morceaux, qui est hypothéqué, et qui sera vendu aux enchères sur le marché international de la ferraille usée et inutile...

C'est ainsi que s'est développé l'instrument de travail, le système des rapports économiques et sociaux. La classe ouvrière a acquis un très haut niveau dans le domaine de la production, parce que le développement de la technique industrielle et commerciale a supprimé toutes les fonctions utiles inhérentes à la propriété privée et à la personne du capitaliste.

*La Sardaigne et la classe ouvrière* 315

La personne du propriétaire privé, automatiquement éliminée du domaine immédiat de la production, est allée se réfugier au- sein du pouvoir d'État qui monopolise la distillation du profit. La force armée maintient la classe ouvrière dans un esclavage politique et économique qui est devenu antihistorique, qui est devenu une source de décomposition et de ruine. La classe ouvrière serre les rangs autour des machines, elle crée ses institutions représentatives en tant que fonctions du travail, en tant que fonctions de l'autonomie qu'elle a conquise. Le Conseil d'usine est la base

de ses expériences positives, de la prise en main de l'instrument de travail, elle est la base solide du processus qui doit avoir pour point culminant la dictature, la conquête du pouvoir de l'État et qui s'emploiera à abolir le chaos, et à détruire cette gangrène qui menace d'étouffer la société des hommes, qui corrompt et dissout la société des hommes.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 37, 14 février 1920.

## LA SARDAIGNE ET LA CLASSE OUVRIÈRE

A Gênes s'est constituée une fédération de groupes sardes qui a pris le nom de « Giovane Sardegna ». La fédération ligure veut se transformer en confédération italienne et dans ce but elle expédie un peu partout ses émissaires avec mission de convoquer, constituer, et confédérer. Dimanche, c'est la colonie sarde de Turin qui a été convoquée, mais les résultats de la réunion ont été fort différents de ceux qu'en attendaient les promoteurs (1).

Un groupe d'ouvriers sardes intervint en effet et donna à la discussion un tour clair et précis. Le professeur Pietro Nurra, émissaire du Comité central de Gênes, avait proposé la constitution d'une de ces si nombreuses associations régionalistes, de type petit-bourgeois, qui se proclament apolitiques, et élaborent de vagues programmes de rénovation, de régénération, d'éclaircissement, de propagande. Les orateurs socialistes soutinrent que toute action de groupes associés ayant des objectifs généraux qui

touchent à la structure de l'État et à l'action gouvernementale est nécessairement une action politique. C'est pourquoi, si l'apolitisme d'un mouvement ne se ramène pas à la classique formule équivoque qui sert à masquer une politique effective et inavouable, c'est que les promoteurs dudit mouvement ne sont que des amateurs irresponsables qui mettent en branle des actions collectives sans avoir de méthode, sans avoir une vision concrète des buts à atteindre; cette seconde hypothèse étant admise il est facile de prévoir que la « Giovane Sardegna » aura pour seul résultat de procurer des titres honorifiques et des décorations à de vulgaires arrivistes et de « lancer » quelque nouveau politicard sans scrupules.

L'intervention énergique du groupe socialiste jeta le désarroi dans l'assemblée : les « Jeunes Sardes » cherchèrent vainement à empêcher que la discussion prenne un tour aussi dangereux. Les ouvriers socialistes se succédaient à la tribune et insistaient sur leurs points de vue de classe, rappelant les souffrances de la Sardaigne, la misère des paysans et des ouvriers sardes, qu'exploitent toutes les formes de capitalisme : depuis le capitalisme anglais qui exploite les mines, jusqu'au capitalisme piémontais qui exploite les chemins de fer, au capitalisme romain qui exploite la vie pastorale, et à l'État italien qui prélève chaque année des millions et des millions d'impôts qu'il ne rend sous aucune forme et qui servent à dégrever la charge fiscale du continent. La majorité de l'assemblée ne tarda pas à manifester son approbation des thèses socialistes et à chahuter les homélies rhétoriques des « Jeunes Sardes ». Le groupe socialiste demanda finalement que la motion suivante soit mise aux voix :

« Pour situer avec exactitude le problème sarde dans le cadre de l'activité générale gouvernementale des classes dirigeantes italiennes, il est nécessaire de rappeler que l'État italien s'est constitué et s'est développé de façon impérialiste, afin de servir les intérêts de groupes capitalistes restreints de l'Italie du Nord. La grande industrie et la haute Banque possèdent aujourd'hui le pouvoir de l'État et s'en servent pour extorquer des profits, soit à la classe ouvrière directement soumise à leurs coffres-forts, soit aux régions de l'Italie du Sud et des îles sous forme de tarifs douaniers et d'un système fiscal qui fait peser sur la misère du Sud et des îles les dépenses générales de l'État.

« La Sardaigne se trouve ainsi, vis-à-vis du gouvernement central, dans des conditions économiques et politiques semblables à celles de la classe ouvrière vis-à-vis du capitalisme : les intérêts de la Sardaigne coïncident donc avec les intérêts de la classe ouvrière, et la seule force historique authentique qui puisse libérer

les populations du joug de l'exploitation inique à laquelle les a soumises l'État italien est la classe ouvrière, organisée sur le plan économique au sein de la Confédération générale du travail, et sur le plan politique au sein du Parti socialiste.

« Lorsque la classe ouvrière brisera la domination du capital qui trouve son expression suprême dans l'État bourgeois, elle libérera avec elle tous les exploités et tous les opprimés.

« C'est pourquoi nous soutenons qu'on ne peut travailler utilement à résoudre le problème de la Sardaigne qu'en s'appliquant : 1. à développer en Sardaigne une forte fédération régionale du Parti socialiste italien et un réseau de fortes organisations ouvrières et paysannes luttant sur le même terrain révolutionnaire que la classe ouvrière du continent. 2. à créer sur le continent des cercles socialistes de Sardes afin de faire connaître à la classe ouvrière et au Parti socialiste les véritables termes du problème sarde et afin qu'ils servent de liaison entre les masses insulaires et les masses du continent (1).»

Après bien des hésitations et bien des tentatives d'obstruction, la motion fut mise aux voix, fractionnée. Il se fit une fraction très nette... de classes : d'un côté les policiers sardes, venus très nombreux, les fonctionnaires avec leurs dames et demoiselles et quelques représentants des professions libérales; de l'autre côté les ouvriers et les femmes des ouvriers, qui formaient la très grande majorité de cette très nombreuse assemblée. Les ouvriers entonnèrent *Bandiera Rossa*, et la grande foule sortit de la salle, en laissant les petits-bourgeois consternés et ahuris constituer tout seuls la section de la « Giovane Sardegna » (2).

Sans signature,

*Avanti !*, édition piémontaise, 17 février 1920.

## L'OUVRIER D'USINE

Toute société vit et se développe parce qu'elle s'insère dans un courant de production historiquement déterminé : là où il n'existe pas de production, où il n'existe pas de travail organisé (ne serait-ce que sous une forme élémentaire) il n'existe pas de société, il n'existe pas de vie historique. La société moderne a pu vivre et se développer jusqu'à sa phase actuelle parce qu'elle s'insérait dans un système de production, ce système de production qui est historiquement déterminé par l'existence de deux classes :

la classe capitaliste, détentrice des moyens de production, et la classe laborieuse, au service de la première, soumise au joug de la première par le lien du salaire, par la menace permanente de mourir de faim.

Au stade actuel, la classe capitaliste est représentée par une couche que l'on peut appeler d'avant-garde : la ploutocratie. Dans sa ligne générale, le développement historique de la classe capitaliste a suivi un processus de corruption, de décomposition. Les fonctions traditionnelles de la classe capitaliste dans le domaine de la production sont passées entre les mains d'une couche moyenne irresponsable, sans liens d'intérêt ou de psychologie avec la production elle-même : elle est faite de bureaucrates du type « fonctionnaire », vénaux, avides, corrompus, d'agents de change, de politicards sans feu ni lieu, toute une menue racaille qui vit au jour le jour, en assouvissant ses bas désirs et en se proposant des buts et des idéaux à la mesure de sa mentalité crapuleuse : posséder beaucoup de femmes, avoir beaucoup d'argent à dépenser dans les alcôves des prostituées de haut vol, dans les *bals Tabarin*, et déployer un luxe voyant et grossier; avoir une parcelle du pouvoir de tourmenter et de faire souffrir d'autres hommes, placés sous sa domination.

La classe laborieuse, au contraire, n'a cessé de se développer en tendant vers un type d'humanité historiquement original et nouveau : l'ouvrier d'usine, le prolétaire qui a perdu tout résidu psychologique de ses origines paysannes ou artisanes, le prolétaire qui partage la vie de l'usine, la vie de la production intense et méthodique, cette vie qui est désordonnée et chaotique dans les rapports sociaux extérieurs à l'usine et dans les rapports politiques de distribution de la richesse, mais qui est, à l'intérieur de l'usine, ordonnée, précise, disciplinée, pliée au rythme des grandes machines, pliée au rythme d'une division exacte et minutieuse du travail, et qui constitue la plus grande de toutes les machines de la production industrielle.

La classe détentrice du capital s'est écartée du travail et de la production, elle s'est désagrégée, elle a perdu la conscience de son unité primitive, qui était une unité dialectique, une unité dans la lutte individualiste pour la concurrence du profit; ainsi, l'unité de la classe capitaliste s'est ramenée à une des institutions de l'État : le gouvernement : ainsi l'individu a remis ses fonctions de lutte et de conquête entre les mains d'une bande d'aven

### *L'ouvrier d'usine 319*

turiers et de politicards mercenaires, et est retombé dans la bestialité primordiale et barbare qui nourrit les instincts les plus abjects de la crapule.

La classe ouvrière s'est identifiée à l'usine, elle s'est identifiée à la production : le prolétaire ne peut vivre sans travailler, et sans travailler dans l'ordre et la méthode. La division du travail a créé l'unité psychologique de la classe prolétarienne, elle a créé dans le monde prolétarien cet ensemble de sentiments, d'instincts, de pensées, de mœurs, d'habitudes, d'émotions que résume l'expression « solidarité de classe ». Au sein de l'usine, chaque prolétaire est amené à se concevoir lui-même comme inséparable de ses camarades de travail : est-ce que la matière inerte entassée dans les entrepôts pourrait circuler dans le monde sous forme d'objets utiles à la vie des hommes en société si un seul anneau venait à manquer au système du travail dans la production industrielle? Plus un prolétaire se spécialise dans un geste professionnel, et plus il ressent combien ses camarades lui sont indispensables, plus il ressent qu'il est la cellule d'un corps organisé, d'un corps intimement unifié et cohérent; plus il ressent la nécessité de l'ordre, de la méthode, de la précision, plus il ressent la nécessité que le monde entier soit comme une immense usine, qu'il soit organisé avec cette même précision, cette même méthode, ce même ordre, dont il constate l'importance vitale dans l'usine où il travaille; plus il ressent enfin la nécessité que l'ordre, la précision, la méthode, qui vivifient l'usine, soient étendus à l'ensemble des rapports qui lient une usine à une autre usine, une ville à une autre ville, une nation à une autre nation.

C'est cette psychologie originale, cette conception du monde qui lui est propre, qui fait de l'ouvrier d'usine, du prolétaire de la grande industrie urbaine, le champion du communisme. Il est la force révolutionnaire qui incarne la mission de régénération de la société des hommes, il est un fondateur d'États nouveaux. C'est dans ce sens (et non dans le sens stupidement déformé où l'ont pris les rédacteurs de La Stampa 1) que nous avons affirmé que Turin est le creuset de la révolution communiste, car la classe laborieuse de Turin est faite en majorité de prolétaires, d'ouvriers d'usine, de révolutionnaires du type annoncé par Karl Marx et non de ces révolutionnaires petits-bourgeois, quarante-huitards, du type que chérissent les démocrates et les anarchistes brouillons. C'est également dans ce sens que nous avons soutenu que la



Confédération générale du travail est constituée de masses ouvrières plus « révolutionnaires » que ne le sont les masses organisées dans l'Union Syndicale (1) : en effet, la Confédération englobe les ouvriers des industries les plus spécialisées et les plus organisées, des industries les plus « révolutionnaires » et les plus « d'avant-garde », tandis que l'Union Syndicale est une par-organisation qui ne réussit pas à sortir du stade gélatineux et confus, caractéristique de cette conception du monde propre aux petits-bourgeois qui ne sont pas parvenus à devenir des capitalistes et aux artisans et aux paysans qui ne sont pas devenus des prolétaires.

Toute société vit et se développe parce qu'il existe une production, parce qu'on produit plus qu'on ne consomme, même si la distribution de la consommation et de l'épargne se fait de façon inique, car dans ce cas, la société vit et se développe dans l'iniquité, tandis que si l'on ne produit pas, elle meurt, quand bien même se serait établi le règne de la justice. La société bourgeoise meurt parce qu'on ne produit pas, parce que le travail des producteurs, étant donné les nouveaux rapports de distribution créés par la guerre et la phase plouto-bureaucratique du capitalisme qui en est découlée, est insuffisant, non seulement pour permettre la moindre accumulation, mais même pour satisfaire aux besoins de la consommation. La richesse en matières premières est à peu près réduite à néant, tandis qu'au contraire la masse des titres d'appropriation de la richesse matérielle, le papier-monnaie, augmente. Le système capitaliste de distribution est devenu un véritable pillage à main armée, perpétré par les détenteurs du pouvoir gouvernemental. Le capitaliste s'est éloigné du domaine de la production, le gouvernement de l'industrie est tombé dans des mains ineptes et irresponsables; la classe ouvrière est restée la seule à aimer le travail, à aimer la machine. Aujourd'hui, la classe ouvrière domine la production, elle est le maître de la société, parce qu'elle peut trancher, rien qu'en se croisant les bras, les derniers nerfs qui la font vibrer encore et parce que ce n'est que par un effort héroïque de productivité qu'on pourrait lui infuser une nouvelle vie et de nouvelles virtualités de développement. Les apôtres salariés, les laquais du capital, les avides Lazares de la cambuse bourgeoise croient pouvoir, avec leur éloquence pleine d'une enflure patriotique ou humanitaire digne d'un roman-feuilleton, inciter l'héroïsme productif du prolétariat comme ils ont déjà réussi à en

*L'unité prolétarienne*      321

inciter l'héroïsme guerrier. Mais une prouesse de ce genre ne s'accomplit qu'une fois, et dans le cas présent, il n'est pas possible de se faire donner un coup de main par les carabiniers pour y parvenir! Il faudra bien s'arranger en mettant les pouces, ou à l'aide d'une poignée de gardes rouges; le prolétariat n'augmentera la production que pour le communisme, que pour réaliser sa conception du monde, pour transformer en histoire sa « philosophie » et non pour procurer de nouveaux loisirs ou de nouvelles occasions de gaspillage aux détenteurs du papier-monnaie ! Il augmentera la production lorsque la lame de son pouvoir d'État élaguera l'arbre de la vie de ses

très nombreuses branches mortes. A lui seul, cet élagage provoquera une augmentation de la production, ce qui signifie une meilleure distribution, et la possibilité d'instaurer une épargne.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 38, 21 février 1920.

## L'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Dans la polémique sur la phase actuelle du processus révolutionnaire et sur le degré de « maturité » atteint par l'organisation capitaliste de l'instrument de travail et de production, les réformistes et les opportunistes (ainsi du reste que les syndicalistes anarchistes) se refusent systématiquement à puiser leurs documents à cette source qui est précisément pour les communistes la plus riche en informations essentielles et dignes de foi la masse des ouvriers et des paysans. Voilà qui prouve 1. Que les réformistes et les opportunistes, malgré leur prétentieuse phraséologie scientifique, sont complètement en dehors de la tradition de la doctrine marxiste et représentent, dans le domaine de la lutte ouvrière organisée, une infiltration des agents idéologiques du capital. 2. Que les syndicalistes anarchistes, malgré leur prétentieuse phraséologie révolutionnaire, représentent dans le domaine ouvrier, l'activité irresponsable d'une clique de politicards qui substituent une franc-maçonnerie incontrôlable au parti de la classe ouvrière, connu de tous et contrôlable.

Pour les communistes qui se rattachent à la doctrine

marxiste, la masse des ouvriers et des paysans est la seule expression authentique et en aucune façon falsifiable, du processus historique du capital. Par les mouvements spontanés et incoercibles qui se manifestent largement dans son sein, par les prises de position qui confèrent un nouvel aspect à ses différentes couches, la masse indique le sens précis du développement historique, elle révèle les attitudes et les formes successives prises par l'organisation capitaliste de la société dont elle annonce la décomposition et l'écroulement. Ces manifestations de la masse peuvent être jugées sublimes ou grotesques, héroïques ou barbares quand elles sont vues dans l'optique du lyrisme révolutionnaire ou de la morale à deux sous des petits-bourgeois; à la lumière de la doctrine marxiste, elles doivent être replacées dans la perspective de la nécessité historique, et elles prennent pour les communistes une valeur réelle, dans la mesure où elles révèlent dans la masse une virtualité, le début d'une vie nouvelle, l'aspiration à créer de nouvelles institutions, la poussée historique vers un renouvellement radical de la société des hommes; elles ont pour les communistes une valeur authentique dans la mesure où elles révèlent que le processus de développement de la grande production industrielle a créé les conditions qui permettent à la classe ouvrière de prendre conscience de sa propre autonomie historique, de prendre conscience de sa possibilité de construire, par son travail méthodique et discipliné, un nouveau système de rapports économiques et juridiques, basé sur la fonction spécifique que la classe ouvrière assume dans la vie du monde.

Se couper de la vie profonde de la classe laborieuse, cela revient pour les communistes à se couper du processus historique qui est en train de se réaliser inexorablement, malgré et contre toute volonté individuelle, malgré et contre toute institution traditionnelle. Les réformistes fondent la « ligne » de leur action politique sur les assertions officielles des autorités établies, sur les apparences extérieures et superficielles des institutions traditionnelles, sur la volonté des « dirigeants » bourgeois ou syndicaux. Les syndicalistes anarchistes fondent leurs velléités sur des clameurs de place publique, suscitées artificiellement par leur caprice, sur le hurlement qui jaillit des gorges d'une multiplicité chaotique d'individus dont le sang vient d'être âprement échauffé par le discours d'un tribun emphatique et truculent. Les uns et les autres, cependant,

*L'unité prolétarienne*      323

se réfèrent à la « vraie » volonté des masses humaines; les uns comme les autres, et dans la même mesure, ont autant d'intuition et de capacité dialectique, qu'un mulet aux yeux bandés.

Ce qui se réalise quotidiennement, c'est, pour les communistes, la volonté de la masse, c'est la volonté historique et révolutionnaire, qui s'exprime lorsque la masse ouvrière est encadrée par les impératifs techniques de la production industrielle, lorsque chaque individu se sent lié à ses camarades par les fonctions du travail et de la production, lorsque la classe ouvrière ressent les

impulsions de la nécessité historique immanente dans sa sphère spécifique d'activité. La volonté de la masse est celle qui s'affirme de façon organique et permanente, en construisant chaque jour une cellule nouvelle de la nouvelle psychologie ouvrière, de la nouvelle organisation sociale qui se développera jusqu'à la création de l'Internationale communiste, suprême régulatrice de la vie du monde.

La période d'histoire que nous sommes en train de traverser est révolutionnaire, parce que les institutions traditionnelles de gouvernement des masses humaines, qui étaient liées aux vieux modes de production et d'échange ont perdu toute signification et toute fonction utile. Le centre de gravité de toute la société s'est déplacé vers un nouveau domaine; les institutions sont restées purement extérieures, purement formelles, sans substance historique, sans souffle pour les animer. C'est en dehors du Parlement que la classe bourgeoise gouverne ses intérêts vitaux; la classe ouvrière essaie de nouvelles voies pour trouver, hors du syndicat, son institution gouvernementale, et elle la trouve dans les Conseils d'usines et dans le système des Conseils. Le Parlement était l'organisme où se concentraient les rapports politiques supérieurs déterminés par la concurrence pour le profit, concurrence individuelle, concurrence de groupe ou de couche sociale; puisque le régime de la concurrence a été aboli par la phase impérialiste du capitalisme mondial, le Parlement national a achevé son rôle historique; la bourgeoisie se gouverne désormais dans les banques et dans les grandes centrales capitalistes qui concentrent les intérêts amalgamés et unifiés de toute cette classe; le gouvernement politique s'appuie directement sur ces coalitions, et son activité se réduit à des fonctions de police, au maintien de l'ordre dans les rues et sur les places.

Mais ce ne sont pas seulement les institutions de la classe bourgeoise qui sont tombées en décadence et se sont corrompues : les institutions de la classe ouvrière, qui étaient apparues dans la période de développement du capitalisme, qui s'étaient constituées en tant que réaction de la classe ouvrière face à ce développement, sont elles-mêmes entrées dans une période de crise et ne réussissent plus à gouverner les masses. Les dirigeants des institutions ouvrières protestent contre le déroulement des événements; ils les trouvent irrationnels et chaotiques, ils accusent l'un, l'autre, ou un troisième, de les avoir suscités artificiellement. La vérité est que la classe ouvrière, elle aussi, se gouverne en dehors du syndicat, elle se gouverne au sein de l'usine, sur son lieu de travail. Lorsqu'elle n'a pas encore réussi à créer un organisme gouvernemental qui lui soit propre, lorsque dans ses rangs manquent encore les individus capables d'exprimer avec clarté et précision le tumulte des sentiments et des passions qui agite la classe laborieuse, lorsque manquent les individus capables d'apaiser à ce tumulte, la masse se laisse gouverner par des chefs improvisés, par l'un de ces nombreux Masaniello (1) qui battent le pavé des rues et des places, en quête de grosses émotions et de belles aventures révolutionnaires.

Les rapports économiques de la société capitaliste se sont modifiés, l'organisation de l'appareil de production et d'échange a subi un changement radical : tout l'édifice juridique qui s'était construit sur le vieux terrain se délabre et se décompose. Comme cela s'est toujours passé, les groupes d'hommes commis de par leur profession à la garde de l'édifice se désespèrent comme des imbéciles et deviennent sottement arrogants si quelqu'un « ose » remettre en question la nécessité de leur fonction, si quelqu'un « ose » affirmer que le progrès industriel a tué leur métier.

Chaque jour apparaît plus nettement ce qu'est la tâche du parti politique des ouvriers dans le moment actuel, la tâche de cette avant-garde ouvrière que constitue le Parti socialiste. La dictature du prolétariat, l'État ouvrier, a pour tâche de garantir les conditions de développement des institutions que la classe laborieuse aura créées afin de diriger la production selon son propre intérêt et de se gouverner directement; le Parti réalise dès aujourd'hui cette tâche à l'intérieur de la classe ouvrière, c'est un modèle

*L'unité prolétarienne* 325

de ce que sera demain l'État ouvrier. Le Parti garantit aujourd'hui la liberté nécessaire pour que la masse ouvrière se retrouve elle-même dans son domaine spécifique, la production; le Parti, grâce à son activité de culture et d'éclaircissement, aide la classe ouvrière à acquérir la conscience de sa position historique, il l'aide à donner une expression concrète et structurée aux sentiments et aux passions qui naissent des nécessités pressantes que les nouvelles conditions matérielles de la vie humaine ont révélées. Chaque jour apparaît plus clairement l'erreur des

syndicalistes théoriques et des syndicalistes pragmatiques, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires; le Parti politique qui selon eux aurait dû disparaître, submergé par la vague syndicale, se renforce en effet progressivement et les ouvriers voient toujours plus clairement en lui l'instrument principal de leur émancipation; les syndicats subissent une profonde crise de transformation et ne réussissent à la surmonter que dans la mesure où existe une avant-garde ouvrière qui s'est formée à l'intérieur du Parti, qui transporte dans le syndicat une fraction du Parti, et fait du syndicat un champ de discussion plus vaste pour les problèmes que le Parti a déjà discutés, déjà éclaircis, déjà résolus.

Le syndicalisme a obtenu un seul résultat : il a multiplié les partis politiques de la classe ouvrière. Cette multiplicité des partis politiques est peut-être l'obstacle majeur (sinon le seul) à l'unité prolétarienne, à cette « unique et grande union (1)» qui se trouve pourtant dans le programme du syndicalisme.

L'unité prolétarienne existe en fait. La forme épidémique qu'assume tout mouvement local ou corporatif le démontre. L'unité prolétarienne existe parce qu'existe l'unité capitaliste; c'est une conséquence de la nouvelle phase dans laquelle est entré le système des rapports économiques et politiques de la société bourgeoise. S'il n'existe pas d'unité formelle, d'unité d'organisation, c'est parce qu'il existe plusieurs partis politiques dans le prolétariat.

De ce point de vue, le problème de l'unité prolétarienne doit intéresser tous les révolutionnaires conscients des énormes difficultés que le prolétariat devra affronter pour réaliser sa mission historique; la révolution prolétarienne a besoin de situations claires et nettes, elle a besoin que les responsabilités soient bien définies: la classe ouvrière doit être mise en mesure de juger vite et droit. Le syndica

lisme, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, a fait naître des partis politiques inavoués, des partis de l'équivoque. Des groupes restreints d'individus, en se mettant à la tête des organisations ouvrières en tant que techniciens de l'organisation, en tant que spécialistes d'une méthode de lutte plutôt que d'une autre, ont asservi les masses à leurs tendances politiques particulières, à leurs programmes de « chapelles » qui échappent au contrôle des masses. Ce sont les intérêts de ces « chapelles », de ces groupes restreints, voire même ceux d'individus isolés, qui ont toujours entravé la réalisation de l'unité du prolétariat italien.

Le processus historique du capitalisme a créé les conditions dans lesquelles la masse elle-même peut, par ses propres méthodes et par son action directe, parvenir à l'unité. L'unité prolétarienne créée par les ouvriers eux-mêmes est une phase supérieure de l'unité de fait : c'est la phase où les ouvriers font la preuve qu'ils ont pris conscience de leur unité et veulent qu'elle ait une expression concrète, qu'elle reçoive une sanction.

L'avant-garde ouvrière qui est organisée dans le Parti socialiste doit prendre en main la résolution de ce problème. Il est clair que la solution effective ne peut être réalisée que par la masse elle-même et uniquement par l'intermédiaire des Conseils d'usines. La masse ne se laissera plus flatter par les promesses mirobolantes des chefs syndicalistes quand elle prendra l'habitude, à travers la pratique des Conseils, de penser qu'il n'existe pas plusieurs méthodes dans la lutte de classe, qu'il n'en existe qu'une, qui est celle que la masse elle-même est capable d'appliquer avec ses hommes de confiance, révocables à tout instant; quand elle se convaincra que les techniciens de l'organisation, précisément parce qu'ils sont des techniciens, parce qu'ils sont des spécialistes, ne peuvent être révocables et remplaçables, mais que s'ils sont irrévocables et irremplaçables, ils doivent être cantonnés à des fonctions purement administratives, ils ne doivent avoir aucun pouvoir politique. Tout le pouvoir politique de la masse, le pouvoir de diriger les actions, le pouvoir de conduire la masse à la victoire contre le capital, doit appartenir aux organismes représentatifs de la masse elle-même, au Conseil et au système des Conseils, responsables devant la masse, constitués de délégués qui peuvent être révoqués à chaque instant, constitués de délégués qui, s'ils appartiennent non seulement aux organisations syndicales, mais aussi au Parti socialiste, sont contrôlés

*Turin et l'Italie* 327

également par le Parti, qui applique une discipline établie par des congrès auxquels a participé l'avant-garde révolutionnaire de toute la nation.

Les opportunistes de tous les camps, qui défendent les intérêts bien établis des diverses chapelles, intérêts matériels, certes, mais plus encore intérêts qui s'attachent à la domination

politique des masses, font obstacle à l'unité prolétarienne. En s'unissant, la masse n'a rien à perdre et elle a tout à gagner, c'est pourquoi elle est seule à pouvoir mener l'action indispensable pour atteindre cet objectif révolutionnaire.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 39, 28 février - 6 mars 1920.

## TURIN ET L'ITALIE

La Turin prolétarienne vit ces jours-ci sa semaine de passion (1). Les luttes de catégories s'étendent et s'intensifient, de nouvelles batailles s'engagent, qui demandent une tactique différente de la tactique habituelle, et se livrent sur des bases nouvelles, des batailles dont on ne voit pas encore quel sera le résultat. D'un côté, la conscience d'être dans son droit demeure lucide et entière, de l'autre, l'intention de résister se raffermi. Et la situation devient tendue. C'est ainsi que chaque ouvrier la ressent; il sent de façon plus ou moins claire qu'il vit un moment qui risque d'être décisif pour l'histoire de sa classe, où tout peut être mis en jeu, tout risqué, tout perdu peut-être. Jamais autant qu'aujourd'hui la participation de la classe à l'action n'est apparue comme ce qu'elle doit être vraiment : un effort pour dominer une réalité, pour ne pas nous laisser entraîner par un mécanisme qui agit en dehors de nous, une tension de la volonté, une angoisse de toutes les consciences. Aujourd'hui plus que jamais, donc, une chose est nécessaire : ne pas se voiler la face, fixer la réalité avec des yeux grands ouverts et avec un esprit sans préjugés. Au moment où tout peut être risqué sur tout, il faut que le plus grand sang-froid anime le jugement et la décision.

Les symptômes de cet état de choses sont en partie



évidents pour tout le monde : qu'il s'agisse de métallurgistes, d'ouvriers de la chaussure, de tailleurs, de fonctionnaires, quatre-vingt-dix mille ouvriers ont cessé le travail. Telle est la façon dont Turin répond aux appels à la production, et elle y répond comme il convient, en ville socialiste, en intensifiant la lutte des producteurs pour leur propre libération. Et sur ces quatre-vingt-dix mille grévistes, cinquante mille combattent ouvertement, cinquante mille sont des ouvriers pour lesquels l'objectif n'est plus un vain mot, n'est plus un de ces rêves imprécis qui ont besoin de luttes intérieures pour devenir clairs, pour prendre une forme sensiblement concrète, mais bien quelque chose de précis : le programme explicite pour lequel on mène une action sans relâche, le guide de l'action quotidienne. La lutte vise à sa réalisation, c'est une volonté qui s'oppose à une autre volonté, une force qui affronte une autre force. Est-ce aux Conseils d'usines que revient le mérite de cette situation nouvelle? En partie, oui; en partie, c'est la tradition révolutionnaire et insurrectionnelle de la ville qui revit sous une nouvelle forme, qui s'incarne dans un programme d'action, dans lequel elle a trouvé une consistance. C'est contre cet état d'esprit qu'on prépare aujourd'hui les armes.

C'est le gouvernement qui les prépare, mais avant lui ce sont les industriels. Bien plus, il est symptomatique que ce soit directement au gouvernement central, en passant par-dessus l'autorité politique locale, que les industriels se sont adressés pour demander qu'on les défende. De toute évidence, il y avait chez eux l'intention explicite de passer à l'attaque. Et aujourd'hui Turin est une place forte sur le pied de guerre : il est question de cinquante mille soldats, des batteries sont installées sur la colline, dans la campagne les renforts sont en place, en ville, ce sont des blindés; des mitrailleuses sont postées sur des maisons particulières, dans les faubourgs qui ont la réputation d'être les plus enclins à la révolte, à l'entrée des ponts, près des carrefours et des usines.

Rendons grâce de tout cela à Messieurs les Industriels, rendons-leur grâce d'avoir mis en évidence aux yeux de tous, si tant est que le besoin s'en soit fait encore sentir, quels sont les termes du rapport de forces. S'il y avait encore parmi nous quelqu'un qui, nourrisse des illusions, s'il y avait encore un de nos ouvriers pour croire légitime la limitation de l'horizon révolutionnaire ou insurrectionnel aux dimensions de l'usine ou de la ville, si quelqu'un

### *Turin et l'Italie* 329

trouvait encore des difficultés à admettre l'existence du processus qui transforme l'autorité de l'usine en un simple élément et en un simple rouage de l'autorité de l'État, si de tels sceptiques, de tels rêveurs subsistaient, c'est pour eux que cette leçon a été donnée. C'est pour la discipline d'usine qu'on lutte et le pouvoir de l'État est encore présent, actif, insurmontable.

Il s'agit donc d'un problème général, d'un problème qui doit être posé dans toute son ampleur. Aujourd'hui, nous sommes en face de la réalité. Aujourd'hui, il convient de faire un examen de conscience. Qu'est-ce qui a permis cette concentration de forces à Turin si ce n'est que, sur le plan local, on a fait montre d'accepter ou plus exactement on a commencé à accepter de se battre sur un problème dont les termes risquent de porter atteinte aux intérêts privés, et de réclamer l'action du prolétariat italien tout entier? Dans notre ville s'est concentrée, s'est accumulée, durant ces derniers mois, une masse d'énergies révolutionnaires qui tend à tout prix à prendre de l'expansion, en cherchant une issue. Et cette issue ne doit pas être pour l'instant une rupture locale, dangereuse, peut-être fatale, elle doit être une intensité accrue dans le travail de préparation à travers tout le pays, une diffusion de l'énergie, une accélération générale du processus de développement des éléments qui doivent concourir, tous ensemble, à une œuvre commune.

Aujourd'hui on a assisté, à Turin, à une tentative. Nous verrons demain si ce sera une victoire ou une défaite; mais qu'il en reste quelque chose, que cela laisse un enseignement, un encouragement à faire davantage. Ce n'est pas seulement à Turin que l'on combat mais dans toute l'Italie, mais dans le monde entier, et tout ce qui sert à raffermir la détermination, à rendre la volonté plus tenace, est un instrument de la préparation même s'il est conquis au prix de sacrifices et d'apparents abandons. Tout, même l'espoir perdu, même la désillusion, même la colère qui sera dans les esprits quand on réintégrera les usines, tout cela sera une arme pour notre victoire.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise, 3 avril 1920.

LA CLASSE OUVRIÈRE,  
INSTRUMENT DE PRODUCTION

L'Avanti ! a publié hier une note sur le mouvement qui s'est formé parmi les ouvriers victimes du lock-out pour organiser une émigration de main-d'œuvre spécialisée vers la Russie des Soviets (1). Cette information a suscité un énorme intérêt dans toute la classe ouvrière turinoise. Cette initiative connaîtra sans nul doute un grand succès et ne restera pas sans suite. Beaucoup d'ouvriers, prêts à partir immédiatement, sont venus à *L'Avanti !* pour avoir des informations précises, des adresses, pour savoir dans quelles localités de Russie ils devraient se rendre. C'est trop de hâte. D'autres se demandent si le gouvernement leur permettra de partir : - c'est une question de force politique. Le gouvernement peut-il retirer aux citoyens la liberté d'aller et venir? la liberté de trouver dans d'autres pays les conditions de développement économique et intellectuel qu'on ne peut trouver en Italie?

Pour l'instant, tels sont les faits : la Russie des Soviets cherche une main-d'œuvre ouvrière spécialisée qui lui permette de reconstruire et de développer l'appareil de production russe; elle fait appel aux sentiments révolutionnaires et internationalistes des ouvriers : elle se présente non comme l'un de ces si nombreux marchés d'émigration pauvre, où les Italiens se rendaient dans des conditions d'infériorité, comme un troupeau de viande servile offerte à l'exploitation capitaliste -mais comme un pays d'émigration riche, d'émigration choisie, où doivent se rendre les ouvriers qui ont une conscience de classe, conscients de partir non pour vendre leur travail, mais pour collaborer à une œuvre gigantesque qui doit transformer le monde. Dans le monde actuel, la Russie représente, pour la classe ouvrière, une force historique qui incarne une mission semblable à celle qu'incarnait le Piémont, pour la classe bourgeoise italienne, avant le *Risorgimento* : alors, affluait à Turin et dans le Piémont l'avant-garde de la bourgeoisie italienne qui ne trouvait pas, dans les autres États italiens, les conditions favorables au développement de sa personnalité. La révolution bourgeoise italienne fut ainsi déterminée de l'extérieur, sous l'impulsion des émi

*La classe ouvrière, instrument de production 331*

grés qui s'étaient réfugiés au Piémont. Aujourd'hui la Russie tend à devenir l'asile de l'avant-garde du prolétariat européen qui s'épuise dans les différents pays, qui court le risque d'être décimé et saigné par les mercenaires en armes que le capital réussit à recruter parmi ceux que la crise de la guerre a corrompus et démoralisés.

La classe ouvrière est devenue le plus parfait des instruments de production industrielle; c'est, de plus, le seul instrument de production qui soit irremplaçable. La main-d'œuvre des usines Fiat

est l'un des instruments de production les plus perfectionnés qui soient en Europe et dans le monde. Chaque ouvrier est comme un levier de cet instrument, un engrenage que l'on ne peut retirer : il est irremplaçable s'il part, non pas à titre individuel, mais en liaison avec un départ massif de la main-d'œuvre. Jusqu'ici la classe ouvrière avait eu parfois recours au sabotage, matériel, des machines. L'existence de la Russie des Soviets permet à la classe ouvrière de saboter l'instrument le plus délicat de la production industrielle, celui que constitue la fonction même de ces ouvriers dans la division du travail. Et elle permet de le faire sans porter préjudice au progrès industriel. La Russie est aujourd'hui le plus grand atelier du monde : en Russie la classe ouvrière ne produit pas que matériellement : elle produit aussi de la puissance et de l'énergie expansive pour l'État ouvrier et pour l'Internationale communiste. La Russie souffre du manque d'ouvriers qualifiés, du manque de cadres pour son armée du travail, de l'impossibilité de travailler directement les matières premières qu'elle possède à profusion, de la difficulté de remettre en marche l'appareillage mécanique; elle a besoin de machines, mais surtout d'ouvriers expérimentés, qui apportent un sang neuf à la classe ouvrière russe et qui mettent la Russie en mesure de vaincre le capitalisme, non seulement par les armes, mais par une meilleure production industrielle, par la supériorité économique qu'assure la collaboration des avant-gardes industrielles de l'Internationale communiste.

Il se peut que la lutte des classes aboutisse dans certains pays à l'entrée en scène, dans le jeu de la concurrence, d'une nouvelle force : la Russie, qui, en attirant la main-d'œuvre la plus qualifiée, place l'industrie occidentale dans une situation d'infériorité technique irrémédiable et met ainsi en route la dernière phase de l'effondrement capitaliste.

Avanti !, édition piémontaise, 3 avril 1920.

POUR UNE RÉNOVATION  
DU PARTI SOCIALISTE

*Le rapport qui suit a été présenté au Conseil national de Milan par les représentants de la section socialiste et de la fédération provinciale turinoise et a servi de base à la critique de l'action et de la ligne de la direction du parti (1).*

1. La physionomie actuelle de la lutte des classes en Italie tient au fait que, sur l'ensemble du territoire national, les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture sont incoerciblement poussés à poser de façon explicite et violente la question de la propriété des moyens de production. L'exaspération des crises nationales et internationales qui réduisent progressivement à néant la valeur de la monnaie prouvent que le capital est épuisé : l'ordre actuel de production et de distribution ne réussit même plus à satisfaire les exigences élémentaires de la vie humaine, et il ne subsiste que parce qu'il est férocement défendu par la force armée de l'État bourgeois; tous les mouvements qui agitent le peuple travailleur italien tendent irrésistiblement à réaliser une gigantesque révolution économique qui instaurera de nouveaux modes de production et un nouvel ordre dans le processus de la production et de la distribution, qui arrachera des mains des capitalistes et des propriétaires terriens le pouvoir d'initiative dans le domaine de la production afin de le donner à la classe des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture.

2. Les industriels et les agrariens ont réalisé au maximum la concentration de la discipline et de la puissance de classe: un mot d'ordre lancé par la Confédération générale de l'industrie italienne est immédiatement appliqué jusque dans la moindre usine. L'État bourgeois a créé un corps armé mercenaire<sup>2</sup> qui est prêt à faire fonction d'instrument d'exécution pour concrétiser la volonté de cette nouvelle et puissante organisation de la classe possédante qui tend par le terrorisme et par un emploi généralisé du lockout à restaurer son pouvoir sur les moyens de production en contraignant les ouvriers et les paysans à se laisser frustrer d'une quantité accrue de travail non payé. Le dernier

*Pour une rénovation du Parti socialiste 333*

lock-out des entreprises métallurgiques turinoises a marqué une étape de la volonté des industriels, décidés à poser leur talon sur la nuque de la classe ouvrière : les industriels ont mis à profit le manque de coordination et de concentration révolutionnaire des forces ouvrières italiennes, pour tenter de briser la cohésion du prolétariat turinois et de réduire à néant dans la conscience des ouvriers le prestige et l'autorité des institutions d'usines (Conseils et Délégués

d'ateliers (1)) qui avaient entamé la lutte pour le contrôle ouvrier. La poursuite des grèves agricoles dans la région de Novare et dans la Lomellina montre à quel point les propriétaires terriens sont prêts à réduire à néant leur production pour pousser au désespoir et affamer le prolétariat agricole et le soumettre implacablement aux plus dures et aux plus humiliantes conditions de travail et d'existence.

3. La phase actuelle de la lutte de classe en Italie est celle qui précède, soit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire et le passage à de nouveaux modes de production et de distribution permettant une reprise de la productivité, soit une terrible réaction de la part de la classe possédante et de la caste gouvernante. On ne reculera devant aucune violence pour soumettre le prolétariat industriel et agricole à un travail servile : on cherchera à briser inexorablement les organismes de lutte politique de la classe ouvrière (le Parti socialiste) et à faire entrer les organismes de résistance économique (les syndicats et les coopératives) dans les rouages de l'État bourgeois.

4. Les forces ouvrières et paysannes manquent de coordination et de concentration révolutionnaire parce que les organismes directeurs du Parti socialiste se sont révélés absolument incapables de comprendre la phase actuelle de développement de l'histoire nationale et internationale, incapables de rien comprendre à la mission qui incombe aux organismes de lutte du prolétariat révolutionnaire. Le Parti socialiste assiste en spectateur au déroulement des événements, il n'a jamais d'opinion personnelle à exprimer, qui découle des thèses du marxisme et de l'Internationale communiste, il ne lance pas de mots d'ordre que les masses puissent reprendre et qui définissent une ligne générale, unifient et concentrent l'action révolutionnaire. Le Parti socialiste, en tant qu'organisation politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, devrait mener une action générale propre à mettre l'ensemble de la classe ouvrière en mesure de gagner la révolution et de la gagner de façon

durable. Le Parti socialiste, qui est constitué par cette partie de la classe prolétarienne qui ne s'est laissé ni abattre ni démoraliser par l'oppression physique et spirituelle du système capitaliste et a réussi à sauver sa propre autonomie et son esprit d'initiative, devrait, s'il était conscient et discipliné, incarner la conscience révolutionnaire vigilante de toute la classe exploitée. Son devoir est de centrer sur lui l'attention de toute la masse, d'obtenir que ses directives deviennent celles de l'ensemble de la masse, de conquérir la confiance indéfectible de l'ensemble de la masse, de façon à devenir son guide et sa tête pensante. C'est pourquoi il est nécessaire que le Parti vive toujours au cœur de la réalité effective de la lutte de classe menée par le prolétariat industriel et agricole, qu'il sache en comprendre les diverses phases, les divers épisodes, les multiples manifestations, afin de réussir à tirer une unité de cette diversité multiforme, afin d'être en mesure de donner une directive réelle à l'ensemble des mouvements, et d'inspirer aux foules la conviction qu'il existe un ordre immanent dans l'épouvantable désordre actuel, ordre qui, en s'affirmant, régénérera la société des hommes et rendra l'instrument de travail apte à satisfaire les exigences de la vie élémentaires et du progrès de la civilisation. Le Parti socialiste est resté, même après le Congrès de Bologne (1), un simple parti parlementaire, statique, enserré dans les limites étroites de la démocratie bourgeoise, ne se préoccupant que des prises de position politiques superficielles de la caste gouvernementale; il n'a pas pris son visage original de parti caractéristique du prolétariat révolutionnaire, caractéristique du seul prolétariat révolutionnaire.

5. Après le Congrès de Bologne, les organismes centraux du Parti auraient dû immédiatement entamer et mener jusqu'au bout une action énergique afin de rendre l'équipe révolutionnaire du Parti homogène et cohérente, afin de lui donner la physionomie spécifique et caractéristique d'un Parti communiste adhérant à la IIIe Internationale. La polémique avec les réformistes et les opportunistes n'a même pas été engagée, ni la direction du Parti, ni L'Avanti !, n'ont opposé leur propre conception révolutionnaire à la propagande incessante à laquelle se livraient les réformistes et les opportunistes tant au Parlement que dans les organismes syndicaux. Rien n'a été tenté par les organes centraux du Parti pour donner aux masses une éducation politique qui aille dans le sens communiste, pour pousser les masses à éliminer les réformistes et les opportunistes

*Pour une rénovation du Parti socialiste 335*

de la direction des organismes syndicaux et des coopératives, pour donner aux diverses sections et aux plus actifs des groupes de camarades une directive et une tactique qui soient unifiées. Ainsi, alors que la majorité révolutionnaire du Parti ne trouvait ni dans la direction ni dans le journal, l'expression de sa pensée et l'instrument de sa volonté, les éléments opportunistes ont-ils pu, au contraire, s'organiser fortement et exploiter le prestige et l'autorité du Parti pour consolider leurs positions parlementaires et syndicales. La direction leur a permis de s'unir et de

voter des résolutions qui sont en contradiction avec les principes et avec la tactique de la IIIe Internationale et en opposition à la ligne du Parti; la direction a laissé à des organismes subordonnés l'entière liberté de mener des actions et de répandre des conceptions contraires aux principes et à la tactique de la IIIe Internationale : la direction du Parti a été systématiquement étrangère à la vie et à l'activité des sections, à celle des organismes, à celle des différents camarades. Loin de disparaître, la confusion qui régnait dans le Parti avant le Congrès de Bologne et qui pouvait s'expliquer par le régime de guerre, s'est accrue de façon impressionnante; il est naturel que, dans ces conditions, le Parti ait perdu du terrain dans la confiance des masses et qu'en divers endroits les tendances anarchistes aient tenté de reprendre le dessus. Le Parti politique de la classe ouvrière ne se justifie que dans la mesure où, en centralisant et en coordonnant fortement l'unité prolétarienne, il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait au pouvoir légal de l'État bourgeois et en limite la liberté d'initiative et de manœuvre ; si le Parti ne réalise pas l'unité et la simultanéité des efforts, si le Parti apparaît comme un simple organisme bureaucratique, sans âme ni volonté, la classe ouvrière tend instinctivement à se doter d'un autre parti, et elle glisse vers les tendances anarchistes qui, précisément, critiquent sans cesse avec véhémence le centralisme et le fonctionnarisme des partis politiques. -

6. Le Parti n'a pas participé au mouvement international. La lutte de classe est en train de prendre dans tous les pays du monde des formes gigantesques, partout les prolétaires sont poussés à renouveler leurs méthodes de lutte et souvent, comme en Allemagne après le coup de force militariste (1), à s'insurger, armes en main. Le Parti ne prend pas la peine d'expliquer au peuple travailleur italien de tels événements, de les justifier à la lumière de la conception de l'Internationale communiste; il ne prend pas la



peine de mener toute une action éducative pour rendre le peuple travailleur italien conscient de cette vérité : la révolution prolétarienne est un phénomène mondial, et chaque événement isolé doit être considéré et jugé dans un ensemble mondial. La Me Internationale s'est déjà réunie deux fois en Europe occidentale, en décembre 1919 dans une ville allemande, en février 1920 à Amsterdam (1) : le Parti italien n'était représenté à aucune de ces deux réunions, les militants du Parti n'ont même pas été informés par les organismes centraux des discussions et des décisions prises lors de ces deux conférences. Sur le plan de la IIIe Internationale, les polémiques sur la doctrine et sur la tactique de l'Internationale communiste battent leur plein, elles ont parfois (comme en Allemagne) provoqué des scissions internes (2). Le Parti italien est complètement coupé de ce fécond débat idéologique où se trempent les consciences révolutionnaires et où se construit l'unité d'esprit et d'action des prolétariats de tous les pays. L'organe central du Parti n'a de correspondant particulier ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, il n'en a même pas en Suisse : étrange situation pour le journal du Parti socialiste qui représente en Italie les intérêts du prolétariat international, et étrange situation que celle de la classe ouvrière italienne, obligée de s'informer à travers les nouvelles, tronquées et tendancieuses que diffusent les agences et les journaux bourgeois. L'Avanti!, en tant qu'organe du Parti, devrait être l'organe de la Me Internationale; l'Avanti ! devrait faire place à toutes les informations, toutes les polémiques, tous les commentaires sur les problèmes prolétariens *qui* touchent la IIIe Internationale; L'Avanti ! devrait mener, dans un esprit unitaire, une polémique incessante contre toutes les déviations et tous les compromis opportunistes; et, au contraire, l'Avanti ! met en valeur certaines manifestations de la pensée opportuniste, comme par exemple le récent discours à la Chambre du député Treves (3), qui s'appuyait entièrement sur une conception petite-bourgeoise des rapports internationaux et exposait une théorie des énergies prolétariennes, contrerévolutionnaire et défaitiste. Évidente dans les organes centraux, cette absence de tout souci d'informer le prolétariat sur les événements et sur les discussions théoriques qui se déroulent au sein de la IIIe Internationale peut être également constatée dans l'activité de la maison d'édition du Parti. La maison d'édition continue à publier des opuscules sans importance, ou des brochures qui répandent des

*Pour une rénovation du Parti socialiste 337*

conceptions et des opinions qui relèvent de la IIe Internationale, tandis qu'elle néglige les publications de la IIIe Internationale. Certains ouvrages de camarades russes, indispensables pour comprendre la Révolution bolchevique, ont été traduits en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, et sont ignorés en Italie; qu'il nous suffise de prendre l'exemple du livre de Lénine, *L'État et la révolution* (1). Les opuscules traduits le sont d'ailleurs déplorablement, et souvent rendus incompréhensibles par les déformations grammaticales ou les contresens.

7. L'analyse qui précède fait déjà apparaître en quoi consiste l'œuvre de rénovation qu'il nous paraît indispensable de réaliser au sein de l'organisation du Parti. Le Parti doit prendre sa forme précise et originale; de parti parlementaire petit-bourgeois il doit devenir le parti du prolétariat révolutionnaire en lutte pour réaliser la société communiste grâce à l'État ouvrier; un parti homogène, cohérent, ayant sa propre doctrine, sa propre tactique, et une discipline ferme et inflexible. Les non-communistes révolutionnaires doivent être éliminés du Parti, et la direction, délivrée de la préoccupation de maintenir l'équilibre et l'unité entre les diverses tendances et entre les divers *leaders*, doit consacrer toute son énergie à organiser les forces ouvrières sur le pied de guerre. Chaque événement de la vie prolétarienne, nationale ou internationale, doit être immédiatement commenté dans des tracts et des circulaires de la direction, et il doit servir de point de départ à la propagande communiste et à l'effort d'éducation des consciences révolutionnaires. La direction, en gardant toujours le contact avec les sections, doit devenir le centre moteur de l'action du prolétariat jusque dans tous ses prolongements. Les sections doivent promouvoir dans toutes les usines, dans les syndicats, dans les coopératives, dans les casernes, la constitution de groupes communistes qui répandront sans répit au sein des masses les conceptions et la tactique du Parti, qui organiseront la création des Conseils d'usines, destinés à exercer le contrôle sur la production industrielle et agricole, qui mèneront la propagande nécessaire pour conquérir de façon organique les syndicats, les Bourses du travail, et la Confédération générale du travail; pour devenir enfin les éléments de confiance que la masse investira de la mission de former les Soviets politiques et d'exercer la dictature du prolétariat. L'existence d'un Parti communiste cohérent et fortement discipliné, qui, à travers les noyaux de l'usine, du syndicat,

de la coopérative, coordonne et rassemble en son comité central exécutif toute l'action révolutionnaire du prolétariat, est la condition indispensable et fondamentale pour tenter n'importe quelle expérience de Soviet; en l'absence d'une telle condition, toute proposition d'expérience doit être rejetée comme absurde et ne pouvant servir qu'aux détracteurs de l'idée de soviets. De la même façon, il faut repousser la proposition de créer un petit parlement socialiste (1) qui deviendrait rapidement un instrument entre les mains de la majorité réformiste et opportuniste du groupe parlementaire et servirait à répandre des utopies démocratiques et des projets contre-révolutionnaires.

8. La direction doit immédiatement mettre au point, rédiger et diffuser un programme de gouvernement révolutionnaire du Parti socialiste, dans lequel seront exposées les solutions concrètes que le prolétariat, devenu classe dominante, apportera à tous les problèmes essentiels -économiques, politiques, religieux, scolaires, etc. - qui harcèlent les diverses couches de la population travailleuse italienne. En se basant sur le principe que le Parti ne fonde sa puissance et son action que sur la classe des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture qui n'ont aucune propriété privée, et considère les autres couches du peuple travailleur comme dépendant de la classe purement prolétarienne, le Parti doit lancer un manifeste posant de façon explicite la prise révolutionnaire du pouvoir politique, invitant le prolétariat industriel et agricole à se préparer et à s'armer et esquissant les solutions communistes aux problèmes actuels : contrôle prolétarien sur la production et la distribution, désarmement des forces armées mercenaires, contrôle des municipalités exercé par les organisations ouvrières.

9. La section socialiste turinoise se propose, sur la base de ces considérations, de promouvoir une liaison avec les groupes de camarades qui voudront bien se constituer dans toutes les sections pour les discuter et les soutenir; liaison organisée qui devra préparer à brève échéance un congrès consacré à débattre des problèmes de tactique et d'organisation prolétarienne et entre-temps, contrôler l'activité des organismes exécutifs du Parti.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 11, 1, 8 mai 1920.

*Superstition et réalité* 339

## SUPERSTITION ET RÉALITÉ

« Elle est passée depuis un bout de temps, l'époque où la superstition attribuait les révolutions à la perversité d'une poignée d'agitateurs. Aujourd'hui tout le monde sait qu'au fond de toute

convulsion révolutionnaire ne peut manquer d'exister un quelconque besoin social dont la satisfaction est entravée par des institutions périmées. Il est possible que ce besoin ne se fasse pas encore sentir assez profondément, ni d'une façon assez générale pour lui assurer un succès immédiat, mais toute tentative pour l'étouffer par la violence ne réussira qu'à le faire jaillir avec une force accrue, qui finira par briser les liens qui l'enserrent. Donc, si nous avons été battus, notre devoir est de tout recommencer depuis le début; la pause de répit, probablement courte, qui nous est consentie entre la fin du premier acte et le commencement du second nous laisse heureusement le temps de faire un travail qui est en ce moment plus utile que jamais : étudier les causes qui ont déterminé par leur conjonction la récente révolution et sa défaite; et ces causes, il ne faut pas les rechercher dans les efforts, ni dans le génie, ni dans les fautes, ni dans les erreurs ou dans les "trahisons" de quelques dirigeants, mais bien dans la situation générale de la société et dans les conditions d'existence de chacune des nations bouleversées \*.»

La superstition attribue la grève générale (1) de Turin et du Piémont, elle attribue un mouvement qui a duré dix jours d'une vie très intense, qui a entraîné un demi-million d'ouvriers et de paysans, qui a provoqué des fêlures irrémédiables dans l'appareil de l'État bourgeois, qui a prouvé sa force dynamique par les sympathies et les approbations actives qu'elle a suscitées dans l'ensemble de la classe prolétarienne italienne, elle attribue un tel mouvement à la présomption provinciale d'une poignée d' « irresponsables », à la fallacieuse illusion d'un groupuscule d'extrémistes « excités », aux ténébreuses élucubrations « russophiles » de quelques éléments intellectuels qui complotent dans

\* K. Marx, Révolution et contre-révolution en Allemagne, Paris, 1900, pp. 2-3 (*Note de Gramsci*).

l'anonymat du tristement célèbre Comité d'étude des Conseils turinois.

Soixante-dix ans après que Karl Marx a présumé qu'elle était dépassée « depuis un bout de temps », la superstition trouve des fidèles, non seulement parmi le menu fretin des rédacteurs du *Cerriere delta Sera* et du *Giornale d'Italia*, non seulement en la personne du député Edoardo Giretti (1), mais jusque dans l'équipe de direction et de gestion de la Confédération générale du travail, cet organisme qui englobe deux millions de prolétaires italiens et qui a la prétention de réaliser en Italie l'application du marxisme.

La classe ouvrière turinoise a été battue. Parmi les causes qui ont provoqué cette défaite, il y a aussi la « superstition », l'étroitesse d'esprit des responsables du mouvement ouvrier italien. Parmi les conditions médiates au second degré qui ont provoqué la défaite, se trouve donc aussi le manque de cohésion révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat italien qui ne parvient pas à tirer de ses rangs, avec cohésion et discipline, une hiérarchie syndicale qui soit à l'image de ses intérêts et de son esprit révolutionnaire. Parmi les conditions médiates au premier degré qui ont provoqué la défaite, il convient de retenir la situation générale de la société italienne et les conditions d'existence de chacune des régions et de chacune des provinces qui constituent une des cellules syndicales de la Confédération générale du travail. En somme, il est certain que la classe ouvrière turinoise a été battue parce que les conditions nécessaires et suffisantes pour un mouvement d'ensemble, organique et discipliné, de la classe ouvrière et paysanne, n'existent pas en Italie, ne sont pas encore arrivées à maturité. La « superstition » et l'étroitesse de vues des dirigeants responsables du mouvement organisé du peuple laborieux italien, apportent un témoignage indubitable sur ce manque de maturité, sur cette insuffisance du peuple laborieux italien.

Le 7 mars s'est tenu à Milan une conférence nationale des industriels (2). Le « commendatore » Silvestri, président de la Confédération générale de l'industrie, a prononcé au cours de la réunion un discours fort violent contre la journée de huit heures, contre les augmentations de salaires, contre le gouvernement pusillanime qui n'a pas pris la défense du capital à Ponte Canavese, à Torre Pellice, à Asti (il s'agit de l'occupation des filatures de coton Mazzonis et de l'occupation des scieries d'Asti), contre le gouvernement pusillanime, incapable de défendre le régime indivi

*Superstition et réalité*      341

dualiste bourgeois face aux assauts des communistes. Le député Gino Olivetti, secrétaire confédéral, a fait un rapport sur le problème des Conseils d'usines et a conclu en proclamant que les Conseils ouvriers turinois doivent être écrasés implacablement; la conception capitaliste

exprimée par Olivetti a été appliquée par les industriels turinois dans leur offensive contre les Conseils ouvriers et elle est synthétisée par les deux mots d'ordre que les affiches des capitalistes clament victorieusement par toutes les rues de la ville depuis la défaite prolétarienne : « Pendant les heures de travail, on travaille, on ne discute pas » et « Dans les usines il ne peut y avoir qu'une seule autorité ».

Après cette conférence de Milan, les industriels ont réussi à obtenir des assurances expresses du gouvernement. Il va se passer à Turin quelque chose de nouveau et de jamais vu. Voilà que le directeur du *Giornale d'Italia* qui a flairé une odeur de sang dans les couloirs des ministères romains, dépêche un envoyé spécial à Turin. Celui-ci se précipite dans les rédactions des journaux et dans les bureaux directoriaux des usines et ne cesse de demander : « Mais qu'est-ce qui se passe donc à Turin ? Pourquoi est-ce qu'à Home on a tellement peur des ouvriers de Turin ? Pourquoi mon directeur m'a-t-il donc envoyé à Turin faire une enquête sur le mouvement ouvrier et sur les Conseils d'usines ? » Et les nouvelles de pleuvoir sur le bureau du Comité d'étude : hier mille nouveaux gardes royaux sont arrivés, aujourd'hui mille de plus, des forces militaires considérables ont installé leurs quartiers dans tel ou tel village de la banlieue, on place des batteries en tel et tel point de la colline, dans telles et telles églises, sur les toits de tels et tels immeubles on a posté des mitrailleuses ; on laisse les associations subventionnées par les industriels constituer des dépôts d'armes, et ces associations se sont d'ailleurs mises directement en contact avec certains de leurs adhérents qui sont officiers et commandent des divisions cantonnées dans le reste de la province 1 Pendant ce temps, l'envoyé spécial du *Giornale d'Italia* annonce dans ses chroniques de Turin que les industriels sont résolus à briser la classe ouvrière, que les industriels ont décidé de se soutenir solidairement dans la lutte, y compris jusqu'au lock-out général, que les industriels sont vaillamment soutenus par l'ensemble de la classe capitaliste italienne, que le heurt entre ouvriers et capitalistes va se produire à brève échéance.

Toute cette manœuvre de la classe capitaliste et du

pouvoir d'État pour encercler Turin, pour prendre la classe ouvrière turinoise dans un piège à rats n'a même pas été pressentie par les chefs responsables de la classe ouvrière italienne organisée. La vaste offensive capitaliste a pu être minutieusement préparée sans que l' « état-major » de la classe ouvrière organisée ne s'en aperçoive ni ne s'en préoccupe; et cette défaillance des centrales de l'organisation est devenue un des éléments de la lutte, elle est devenue une arme terrible entre les mains des industriels et du pouvoir d'État, une cause de faiblesse pour les dirigeants locaux de la section de la métallurgie.

Les industriels ont mené leur action avec une habileté extrême. Les industriels sont divisés entre eux par le profit, ils sont divisés entre eux par la concurrence économique et politique, mais, face à la classe ouvrière, ils forment un bloc d'acier; chez eux le défaitisme n'existe pas, il n'y a personne pour saboter l'unité d'action, ni pour semer le découragement et la panique.

Les industriels, après avoir enserré la ville dans un dispositif militaire sans faille, ont trouvé un « nez de Cléopâtre » capable de les aider à changer la face de l'histoire : aux usines *Industrie metallurgiche* en prenant comme prétexte qu'une falsification sans gravité avait été faite à l'horloge pointeuse, les industriels ont demandé l'inéligibilité, pour la durée d'un an, des camarades du Comité d'entreprise; ce qui revient à dire qu'ils ont demandé que six camarades soient privés, pour un an, de leurs droits civiques prolétariens. C'est à partir de cet incident que le mouvement s'est déclenché et il s'est aggravé au fur et à mesure que les industriels déployaient, avec diligence et méthode, leur manœuvre d'ensemble; les délégués ouvriers qui participaient aux pourparlers n'étaient que des hochets entre les mains des industriels et ils le savaient, et les industriels savaient que les ouvriers le savaient. Les ouvriers étaient persuadés que les pourparlers étaient vains, mais il fallait qu'ils continuent à les mener, parce que la moindre interruption, le moindre signe de découragement, le moindre mouvement impulsif, auraient suffi à provoquer le choc sanglant souhaité par les industriels, par la police, par la caste militaire, par les cercles réactionnaires. Les délégués ouvriers savaient parfaitement dans quelle atmosphère de mobilisation générale les événements étaient en train de se dérouler, et il leur fallut, pendant des jours et des jours, infliger des macérations à leurs esprits et à leurs cœurs pour attendre, pour passer encore une journée,

*Superstition et réalité* 343

Pour voir jusqu'où arriverait l'offensive adverse, pour que les adversaires en arrivent au point où il leur deviendrait impossible de ne pas toucher aux Principes, contraignant ainsi les organismes centraux à se prononcer et à entrer en lice. C'est ainsi qu'on en vint à la grève générale, au grandiose déploiement des forces prolétariennes piémontaises; c'est ainsi que, devant les manifestations de solidarité des cheminots, des marins, des dockers, manifestations qui mirent

en évidence la profonde faiblesse de l'appareil d'État bourgeois, on en vint jusqu'à croire à la possibilité d'une insurrection générale du prolétariat italien contre le pouvoir de l'État. Et l'on pensait déjà que cette insurrection était destinée à échouer dans son but ultime : la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, car l'ensemble du déroulement du mouvement avait montré qu'en Italie il n'existe pas d'énergies révolutionnaires organisées capables de devenir le centre d'un mouvement vaste et profond, capables de donner une substance politique à une puissante et irrésistible lame de fond de la classe opprimée, capables de créer un État et de lui insuffler un dynamisme révolutionnaire.

La classe ouvrière turinoise a été battue, et elle ne pouvait qu'être battue. La classe ouvrière turinoise a été entraînée dans la lutte; elle n'avait pas la liberté de choisir, elle ne pouvait pas remettre à plus tard le jour du conflit, car l'initiative de la guerre de classe appartient encore aux capitalistes et au pouvoir de l'État bourgeois. Ceux qui parlent d' « illusions fallacieuses » sous-entendent nécessairement que la classe ouvrière doit toujours ployer la nuque devant les capitalistes, ils sous-entendent nécessairement que la classe ouvrière doit se persuader qu'elle n'est qu'un troupeau de bétail, un ramassis de brutes sans conscience et sans volonté, que la classe ouvrière doit se persuader qu'elle est incapable d'avoir sa propre conception à opposer aux conceptions bourgeoises, incapable d'avoir des idées, des sentiments, des aspirations, des intérêts aussi bien que la classe bourgeoise.

La classe ouvrière a été battue. A Turin continuent à exister ces grandes usines où la division extrême du travail et le perfectionnement continu de l'automatisation poussent les capitalistes vers les formes les plus sordides et les plus exaspérantes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces conditions de travail n'ont cessé de pousser les ouvriers à rechercher des formes d'organisation



et des méthodes de lutte leur permettant de retrouver une puissance et une physionomie de classe révolutionnaire qu'ils ne trouvaient plus dans le syndicat professionnel. Même après la défaite politique, les conditions qui sont restées les mêmes provoqueront les mêmes impulsions révolutionnaires. Les industriels persévéreront dans leurs tentatives pour susciter artificiellement la concurrence entre les ouvriers en les divisant en catégories arbitraires et en subdivisant chaque catégorie en sous-catégories; quand le perfectionnement de l'automatisation aura tué cette forme de concurrence, ils persévéreront dans leurs tentatives pour dresser les techniciens contre les ouvriers et les ouvriers contre les techniciens, alors que les méthodes de travail tendent à créer une fraternité entre ces deux éléments actifs de la production, et devraient les pousser à s'unir politiquement. Les ouvriers continuent à sentir qu'ils ne peuvent être défendus par les syndicats professionnels dans leurs efforts pour échapper aux traquenards multiples et imprévisibles que les capitalistes, à la faveur des nouveaux moyens de production, leur tendent sans cesse, et ils ne seront jamais tranquilles, ils ne travailleront jamais dans le calme, ils ressentiront toujours plus durement leur état d'opprimés, ils se laisseront encore plus facilement aller à leurs impulsions et à leurs crises de colère.

Ces conditions de travail que nous venons d'évoquer et qui étaient arrivées à maturation pendant la guerre sont celles qui ont servi de point de départ à la création des Conseils d'usines; or si ces conditions persistent, le besoin qu'elles ont suscité dans la conscience ouvrière persiste aussi, et l'éducation politique l'a aiguise et éclairé; le Conseil d'usine et le système des Conseils d'usines seront les seuls à pouvoir le satisfaire.

La classe ouvrière est amenée, par le développement de la civilisation industrielle, par le développement des moyens d'oppression et d'exploitation, à entreprendre des actions, à se fixer des objectifs, et à tenter de les réaliser, à appliquer des méthodes qui échappent aux hommes froids et dépourvus d'enthousiasme que le mécanisme bureaucratique a placés aux postes de direction de ses organisations de lutte. Cinq cent mille ouvriers et paysans sont entraînés dans la lutte; contre eux se sont déployées l'entière classe capitaliste et les forces du pouvoir d'État. L'intervention énergique des centrales du mouvement ouvrier organisé devrait pouvoir équilibrer les forces et permettre si ce

Superstition et réalité 345

n'est de parvenir à la victoire, au moins de conserver et de consolider les conquêtes que les travailleurs ont arrachées par un travail d'organisation patient et tenace, par des centaines, par des milliers de petites actions au niveau des usines et des ateliers. De qui dépend une telle intervention? d'un organisme élu par les ouvriers, continuellement contrôlé, dont les membres sont révocables à tout instant? Non, elle dépend d'employés, parvenus à la place qu'ils occupent

par des voies bureaucratiques, à coups de recommandations; elle dépend d'employés à courte vue qui ne voient même pas ce que les industriels et l'État préparent, qui ne connaissent ni la vie de l'usine, ni les besoins des ouvriers et qui sont aussi « superstitieux » qu'un pasteur protestant et aussi vaniteux qu'un planton de ministère.

La classe ouvrière turinoise a déjà démontré qu'elle n'était pas sortie de la lutte avec une volonté brisée, avec une conscience en déroute. Elle poursuivra la lutte sur les deux fronts : celui de la conquête du pouvoir industriel, celui de la conquête des organisations syndicales et de la réalisation de l'unité prolétarienne.

La grève générale a montré à quel point est dynamique le mouvement « littéraire » qui s'est révélé dans le domaine industriel turinois. L'Ordine Nuovo du 11 octobre 1919 évoquait ainsi le malaise qui serpentait obscurément au sein des masses organisées :

« Les ouvriers sentent que l'ensemble de " leur " organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il a fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et dans son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution. Ils sentent que, même chez eux, dans la maison qu'ils ont bâtie, tenacement, à coups d'efforts patients, en la cimentant de leur sang et de leurs larmes, la machine écrase l'homme, le bureaucratisme stérilise l'esprit créateur, et que l'amateurisme plat et verbeux tente vainement de masquer une absence de doctrine précise sur les nécessités de la production industrielle et une absence totale de compréhension de la psychologie des masses prolétariennes. Les ouvriers s'irritent de cet état de choses, mais, individuellement, ils ne peuvent rien pour le modifier (1). »

Le mouvement des Conseils a donné une forme et un but concret à ce malaise, qui, dans l'action disciplinée et cons

ciente, s'est dissipé. Il faut coordonner l'action de Turin et celle des forces syndicales révolutionnaires de toute l'Italie pour mettre sur pied un plan organique de rénovation de l'appareil syndical qui permettra à la volonté des masses de s'exprimer et qui poussera les syndicats à s'engager sur le terrain de lutte qui est celui de la IIIe Internationale communiste.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, II, 1, 8 mai 1920.

### LE CONSEIL D'USINE (1)

La révolution prolétarienne n'est pas l'acte arbitraire d'une organisation qui se prétend révolutionnaire ou d'un groupe d'organisations qui se prétendent révolutionnaires. La révolution prolétarienne est un très long processus historique qui se réalise quand apparaissent et se développent certaines forces productrices déterminées (que nous désignons globalement en nous servant du mot « prolétariat »), dans une ambiance historique donnée (que nous synthétisons par les formules : « mode de propriété individuelle, mode de production capitaliste, système de l'usine, mode d'organisation de la société au sein de l'État démocratique-parlementaire »). Au cours d'une phase déterminée de ce processus, il arrive que les forces productives nouvelles ne parviennent plus à se développer et à s'organiser de façon autonome à l'intérieur des schémas reconnus qui servent de cadre à la coexistence humaine. C'est dans cette phase déterminée que se produit l'acte révolutionnaire qui consiste en un effort visant à rompre ces schémas par la violence et à détruire tout l'appareil du pouvoir économique et politique à l'intérieur duquel les forces productives révolutionnaires sont contenues par l'oppression. Il consiste également en un effort appliqué à briser la machine de l'État bourgeois, et à former un type d'État dont les schémas pourront permettre aux forces productives libérées de trouver la forme adaptée à leur développement ultérieur, à leur expansion ultérieure; type d'État dont l'organisation permettra à ces mêmes forces de trouver

#### *Le Conseil d'usine* 347

les appuis et les armes nécessaires et suffisantes pour venir à bout de leurs adversaires.

Le processus réel de la révolution prolétarienne ne peut être confondu avec le développement et avec l'action d'organisations révolutionnaires de type volontariste et contractualiste, telles que le parti politique et les syndicats professionnels, qui sont des organisations nées sur le terrain de la démocratie bourgeoise, nées sur le terrain de la liberté politique, en tant qu'affirmation et prolongement de cette même liberté politique. De telles organisations, dans la mesure où elles incarnent une doctrine qui interprète le processus révolutionnaire et prévoit (dans certaines

limites de probabilité historique) son développement, dans la mesure où elles sont reconnues par les grandes masses comme étant un de leurs reflets, et un embryon de leur futur appareil gouvernemental, sont à l'heure actuelle, et elles ne cesseront de l'être toujours plus, les agents directs et responsables des futures actions que la classe travailleuse tout entière tentera pour se libérer au cours du processus révolutionnaire. Mais elles n'incarnent cependant pas ce processus, elles ne sont pas un dépassement de l'État bourgeois, elles ne recouvrent pas, et ne peuvent pas recouvrir, tout le pullulement multiforme des forces révolutionnaires que déchaîne le capital dans son avance implacable de machine d'exploitation et d'oppression.

Dans la période de suprématie économique et politique de la classe bourgeoise, le déroulement réel du processus révolutionnaire se passe de façon souterraine, dans l'ombre de l'usine et dans l'ombre de la conscience de ces multitudes immenses que le capitalisme assujettit à ses lois; il n'est donc ni contrôlable ni prévisible; il le sera dans l'avenir, lorsque les éléments qui le constituent (sentiments, vellétés, habitudes, embryons d'initiatives et de nouvelles mœurs) auront été développés et épurés par l'évolution de la société, par l'importance accrue de la place que la classe ouvrière sera amenée à occuper dans le domaine de la production. Les organisations révolutionnaires (parti politique et syndicat professionnel) sont nées dans le cadre de la liberté politique, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, en tant qu'affirmation et prolongement de la liberté et de, la démocratie en général, sur un terrain où subsistent les rapports de citoyen à citoyen, alors que le processus révolutionnaire se déroule sur le terrain de la production, à l'intérieur de l'usine où les